

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2017/70171]

8 MARS 2017. — Arrêté ministériel portant exécution partielle, en matière d'économie, d'innovation et de numérique, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré

Le Ministre de l'Économie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,

Vu la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des Communautés et des Régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des Comptes, articles 11 à 14;

Vu le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, articles 57 à 62;

Vu le décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 novembre 2013 portant organisation des contrôle et audit internes budgétaires et comptables ainsi que du contrôle administratif et budgétaire;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juillet 2014 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, articles 12 et 19;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 janvier 2017 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu l'article 3, § 1^{er}, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'urgence;

Considérant que le décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré fixe l'entrée en vigueur du portefeuille intégré d'aide au 1^{er} mars 2017;

Considérant que le présent arrêté ministériel met en œuvre l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré;

Que cet arrêté produit ses effets le 1^{er} mars 2017;

Considérant que le présent arrêté ministériel doit également produire ses effets le 1^{er} mars 2017 afin d'assurer la sécurité juridique de l'ensemble du dispositif et permettre la mise en œuvre du soutien aux porteurs de projets et aux entreprises en vue de promouvoir l'entrepreneuriat ou la croissance, c'est-à-dire en vue de générer une valeur ajoutée pour l'économie wallonne, notamment en termes de création ou de maintien d'emplois en Région wallonne ou en terme de développement de la production de bien ou de service localisée en Région wallonne ou en terme d'innovation;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 22 février 2017;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 23 février 2017,

Arrête :

Titre 1^{er}. — Dispositions communes à l'ensemble de l'arrêté

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté ministériel, on entend par :

1° le décret : le décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré;

2° l'arrêté : l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 relatif portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré;

3° le Ministre : le Ministre de l'Économie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique;

4° la DGO6 : la Direction générale opérationnelle Économie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie;

5° l'AWEX : l'Agence wallonne à l'Exportation et aux investissements étrangers;

6° le contact d'autorité de l'Administration : tout agent de niveau A tel que défini dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant Code de la Fonction publique wallonne, désigné par la Directrice générale de la DGO6;

7° le contact d'autorité de l'AWEX : tout agent de niveau A ou B tel que défini dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant Code de la Fonction publique wallonne, désigné par l'Administratrice générale de l'AWEX;

8° le contact de référence de l'administration : tout agent de niveau A, B, C ou D tel que défini dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant Code de la Fonction publique wallonne, désigné par la Directrice générale de la DGO6;

9° le contact de référence de l'AWEX : tout agent de niveau A, B, C ou D tel que défini dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant Code de la Fonction publique wallonne, désigné par l'Administratrice générale de l'AWEX;

10° la plateforme web : l'application web www.cheques-entreprises.be

Art. 2. § 1^{er}. Les aides du portefeuille intégré relevant du Ministre sont les suivantes :

- 1° le chèque-conseil à la création d'entreprise;
- 2° le chèque-coaching à la création d'entreprise;
- 3° le chèque technologique;
- 4° le chèque propriété intellectuelle;
- 5° le chèque excellence opérationnelle;
- 6° le chèque consultance stratégique;
- 7° le chèque à la transformation digitale et à la politique de cyber sécurité;
- 8° le chèque transmission d'entreprise;
- 9° le chèque en développement international.

§ 2. Les dossiers relatifs aux aides du portefeuille intégré sont traités par les contacts de référence.

La décision de recevabilité, de paiement, du contrôle et du recouvrement des aides du portefeuille intégré relève du contact d'autorité.

**Titre 2. — Des aides du portefeuille intégré gérées
par la Direction générale opérationnelle Economie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie**

CHAPITRE 1^{er}. — Des aides du portefeuille intégré pour le porteur de projet

Art. 3. La demande de chèque du ou des porteurs de projet contient au minimum les informations visées à l'annexe 1.

La convention entre le ou les porteurs de projet et le prestataire de services contient au minimum les informations visées à l'annexe 2.

Le rapport de prestations contient au minimum les informations visées à l'annexe 3.

Art. 4. Les aides du portefeuille intégré pour le porteur de projet ne sont pas des aides *de minimis*.

Section 1^{re}. — Du chèque-conseil à la création d'entreprise

Art. 5. § 1^{er}. Le chèque-conseil à la création d'entreprise a pour finalité de couvrir les frais de conseil d'un porteur de projet destinés à lui permettre de s'établir comme travailleur indépendant à titre principal ou de créer une des sociétés commerciales visées à l'article 2 du Code des sociétés et qui correspond à la définition d'une entreprise au sens de l'annexe Ire du règlement (C.E.) n° 70/2001.

Les coûts admissibles couverts par le conseil à la création d'entreprise relèvent du pilier « conseil » du portefeuille électronique de l'entreprise.

§ 2. Les types de coûts admissibles au travers du chèque-conseil à la création d'entreprise sont les coûts relatifs :

1° aux frais de consultance liés à l'étude de faisabilité, l'établissement d'un plan d'affaires, du choix d'une structure juridique;

L'aide représente maximum septante-cinq pourcent du montant total des coûts admissibles et le montant maximal de l'intervention publique dans la prise en charge des coûts admissibles est de 5.000 euros par année et de 15.000 euros sur trois années.

Les prestations de services doivent être réalisées dans les six mois à dater de la recevabilité du dossier;

2° aux frais de consultance complémentaires liés au projet, lorsque la viabilité du projet est déterminée, et liés notamment à la validation du procédé, produit ou service développé via la réalisation d'essais et d'analyses, bilans énergétiques, l'élaboration de méthodes de contrôle spécifiques, l'optimisation de protocoles d'essais et leur validation.

L'aide représente maximum septante-cinq pourcent du montant total des coûts admissibles et le montant maximal de l'intervention publique dans la prise en charge des coûts admissibles est de 15.000 euros sur trois années.

Les prestations de services doivent être réalisées dans les vingt-quatre mois à dater de la recevabilité du dossier;

3° à la réalisation de prototypes en vue de la réalisation de tests en laboratoire.

L'aide représente maximum septante-cinq pourcent du montant total des coûts admissibles et le montant maximal de l'intervention publique dans la prise en charge des coûts admissibles est de 15.000 euros sur trois années.

Les prestations de services doivent être réalisées dans les vingt-quatre mois à dater de la recevabilité du dossier;

4° à un plan de communication portant sur l'identité graphique, l'identification de communautés actives, la recherche de coopérateurs,...

L'aide représente maximum cinquante pourcent du montant total des coûts admissibles et le montant maximal de l'intervention publique dans la prise en charge des coûts admissibles est de 10.000 euros sur trois années.

Les prestations de services doivent être réalisées dans les douze mois à dater de la recevabilité du dossier.

§ 3. Les coûts admissibles visés au paragraphe 2, peuvent être récurrents à la condition qu'ils ne couvrent pas un projet identique.

§ 4. Complémentairement à l'article 3, pour le coût admissible visé au paragraphe 2, 2°, le dossier comprend également l'étude de faisabilité et le plan financier du projet.

§ 5. Le tarif journalier maximum pour les prestations relatives aux coûts admissibles visés au paragraphe 1^{er} est de 750 euros HTVA.

Art. 6. Les prestataires de services sont, pour les chèques-conseil en création d'entreprise et jusqu'au 31 décembre 2017 :

1° les prestataires de services agréés dans le cadre de l'article 32 du décret et identifiés par la DGO6, les accompagnateurs agréés dans le cadre du décret visé à l'article 35 du décret et les agences-conseil agréés par la DGO6 pour les coûts admissibles visés à l'article 5, § 2, 1°;

2° les prestataires de services agréés temporairement par la DGO6 pour les coûts admissibles visés à l'article 5, § 2, 2°, 3° et 4°.

A partir du 1^{er} janvier 2018, seuls les prestataires agréés ou labellisés par la DGO6, après avis du centre de référence, pour les coûts admissibles du chèque-conseil en création d'entreprise, conformément à l'article 10 du décret et aux articles 12 à 14 de l'arrêté, pourront réaliser les prestations.

Section 2. — Du chèque-coaching à la création d'entreprise

Art. 7. § 1^{er}. Le chèque-coaching à la création d'entreprise a pour finalité de couvrir les frais de coaching d'un porteur de projet dans le cadre de la mise en œuvre de son projet.

Dans le cadre du chèque-coaching à la création d'entreprise, le porteur de projet doit être intégré aux dispositifs locaux étudiants-entrepreneurs ou dans les programmes agréés d'accélération et d'accompagnement des start up.

Les coûts admissibles couverts par le coaching à la création d'entreprise relèvent du pilier « coaching » du portefeuille électronique de l'entreprise.

§ 2. Les types de coûts admissibles au travers du chèque-coaching à la création d'entreprise sont les coûts relatifs :

1° aux frais de coaching liés à la mise en œuvre du projet visant notamment à identifier des clients potentiels;

2° aux frais relatifs au centrage du futur produit ou service sur les attentes du marché.

§ 3. Les coûts admissibles visés au paragraphe 2, ne peuvent être identiques.

L'aide représente maximum septante-cinq pourcent du montant total des coûts admissibles et le montant maximal de l'intervention publique dans la prise en charge des coûts admissibles est de 15.000 euros sur trois années.

Les prestations de services doivent être réalisées dans les douze mois à dater de la recevabilité du dossier.

§ 4. Le tarif journalier maximum pour les prestations relatives aux coûts admissibles visés au paragraphe 1^{er} est de 750 euros HTVA.

Art. 8. Les prestataires de services sont, pour les chèques-coaching en création d'entreprise et jusqu'au 31 décembre 2017 les prestataires de services agréés temporairement par la DGO6.

A partir du 1^{er} janvier 2018, seuls les prestataires labellisés par la DGO6, après avis du centre de référence, pour les coûts admissibles du chèque-coaching en création d'entreprise, conformément à l'article 10 du décret et aux articles 12 à 14 de l'arrêté, pourront réaliser les prestations.

CHAPITRE II. — Des aides du portefeuille intégré pour l'entreprise

Section 1^{re}. — Des dispositions communes aux différentes aides du présent chapitre

Art. 9. L'entreprise relevant des secteurs suivants, conformément à l'article 1^{er}, du Règlement *de minimis*, est exclue du bénéfice des chèques :

1° le secteur de la pêche et l'aquaculture (code NACE-BEL 2008 : 03.);

2° le secteur de la production primaire de produits agricoles (code NACE-BEL 2008 : 01.1 à 01.5);

3° le secteur de la transformation et de la commercialisation de produits agricoles lorsque :

a) le montant d'aide est fixé sur la base du prix ou de la quantité des produits de ce type achetés à des producteurs primaires ou mis sur le marché par les entreprises concernées;

b) l'aide est conditionnée au fait d'être partiellement ou entièrement cédée à des producteurs primaires.

Art. 10. La demande de chèque de l'entreprise contient au minimum les informations visées à l'annexe 4.

La convention entre l'entreprise et le prestataire de services contient au minimum les informations visées à l'annexe 5.

L'attestation *de minimis* visée à l'annexe 6 est également jointe à la convention.

Le rapport de prestations contient au minimum les informations visées à l'annexe 7.

Section 2. — Du chèque technologique

Art. 11. § 1^{er}. Le chèque technologique a pour finalité de renforcer la recherche, le développement technologique et l'innovation en favorisant les investissements des entreprises dans la R&D, en développant des liens et des synergies entre les entreprises, les centres de recherche et développement et le secteur de l'enseignement supérieur.

Les coûts admissibles couverts par le chèque technologique relèvent des piliers « conseil » et « coaching » du portefeuille électronique de l'entreprise.

§ 2. Les types de coûts admissibles au travers du chèque technologique sont les coûts relatifs :

1° à la phase exploratoire :

a) guidance technologique élargie (sauf numérique);

b) essais, calculs et analyses préliminaires;

2° à la phase de faisabilité technique :

a) réalisation en tout ou partie d'un cahier des charges en vue de la conception et/ou de l'adaptation de produits, procédés et services ainsi que l'assistance au choix d'un ou de plusieurs prestataire(s);

b) validation du procédé, produit ou service développé via la réalisation d'essais et d'analyses, bilans énergétiques, l'élaboration de méthodes de contrôle spécifiques, l'optimisation de protocoles d'essais et leur validation;

c) réalisation de prototype en vue de la réalisation de tests en laboratoire;

d) travaux de recherches liés à l'adaptation des résultats aux spécificités de l'entreprise dans le cas de transfert de technologie;

3° à la phase de développement de nouveaux produits, procédés et services :

a) réalisation d'études d'évaluation du cycle de vie des nouveaux produits et d'impact en termes de développement durable des procédés, produits et services développés;

b) accompagnement pour la préparation de l'industrialisation : soutien à l'élaboration du cahier des Charges techniques, à la conception de flow-sheet de production et schéma d'implantation technique, à la conception du packaging.

Les prestations doivent s'inscrire totalement dans la stratégie de spécialisation intelligente (S3) approuvée par le Gouvernement wallon le 3 septembre 2015.

Les projets sélectionnés devront contribuer aux résultats attendus de la mesure 2.2.1.2 du PO FEDER 2014-2020 et ce dans un calendrier compatible avec celui de la programmation.

Une priorité sera accordée aux projets compatibles avec le respect de la règle de désengagement N+3.

L'impact positif potentiel tant sur les acteurs de l'entreprise que sur les performances de celle-ci en termes de compétitivité, d'innovation, de développement durable ou d'égalité des chances (critères non cumulatifs) devra être démontré.

Une priorité sera accordée aux projets dont les résultats ou les retombées mesurables s'inscrivent dans le cours ou le moyen terme mais en tout cas pas dans un calendrier excédant la durée de la programmation.

§ 3. Les coûts admissibles visés au paragraphe 2, ne peuvent être identiques.

Les prestations de services relatifs aux coûts admissibles visés au paragraphe 2 doivent être réalisées dans les douze mois à dater de la recevabilité du dossier.

§ 4. L'aide représente maximum septante-cinq pourcent du montant total des coûts admissibles et le montant maximal de l'intervention publique dans la prise en charge des coûts admissibles, visés au paragraphe 2, est de 15.000 euros.

Le montant maximal de l'intervention publique dans le cadre du chèque-technologique est également de 15.000 euros par année.

§ 5. Le montant maximal de l'intervention publique dans le cadre du chèque-technologique est de 45.000 euros sur trois années.

§ 6. Complémentairement à l'article 10, l'entreprise joint à la convention l'attestation PME visée à l'annexe 10.

Art. 12. Les prestataires de services doivent être, soit des centres de recherche agréés au sens de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 septembre 2008 relatif au soutien de la recherche, du développement et de l'innovation en Wallonie, soit des centres de recherche disposant d'une personnalité juridique distincte, qui dépend d'une ou plusieurs hautes écoles visées par le décret du Conseil de la Communauté française du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles ou par le décret du Conseil de la Communauté germanophone du 27 juin 2005 portant création d'une haute école autonome dont la liste figure à l'annexe 8.

Le prestataire ne peut sous-traiter certaines parties de la prestation que si elles sont nécessaires à la bonne réalisation de celle-ci et s'il n'est pas en mesure de la réaliser lui-même. Les parties sous-traitées ne peuvent représenter plus de 15% du prix de la prestation.

Art. 13. Le chèque technologique fait l'objet d'un cofinancement européen (FEDER).

Section 3. — Du chèque propriété intellectuelle

Art. 14. § 1^{er}. Le chèque propriété intellectuelle a pour finalité de favoriser l'utilisation de l'information brevet (scientifique et stratégique) à des fins de développement technologique.

Les coûts admissibles couverts par le chèque propriété intellectuelle relèvent du pilier « conseil » du portefeuille électronique de l'entreprise.

§ 2. Les types de coûts admissibles au travers du chèque propriété intellectuelle sont les coûts relatifs :

1° à la recherche de nouveauté à finalité de brevetabilité : menée avant le dépôt d'une demande de brevet, elle permet de déterminer si l'invention est brevetable et si l'invention a été divulguée avant une date critique.

Elle consiste donc à déterminer l'état de la technique avec une intervention publique maximale de 3.000 euros par prestation;

2° à la recherche à finalité de liberté d'exploitation : cette recherche, la plus complète possible, vise à vérifier si un produit ou un procédé est libre d'exploitation sur le marché.

Elle doit être réalisée au moment où la caractérisation technique du produit, du procédé, de la composition, ... et être arrêtée, idéalement juste avant la mise sur le marché.

L'intervention publique maximale est de 6.000 euros par prestation;

3° à la recherche pour opposition : il s'agit d'une recherche qui vise à identifier des documents susceptibles d'antérioriser l'invention protégée par un brevet délivré.

Elle vise donc à invalider les revendications par rapport à l'état de la technique avec une intervention publique maximale de 6.000 euros par prestation;

4° à l'état de l'art : il s'agit d'une recherche complète de tous les brevets et documents de la littérature (hors brevets).

Elle ne se focalise pas sur une seule invention, mais rassemble toutes les références qui ont trait à un domaine technique donné avec une intervention publique maximale de 3.000 euros par prestation;

5° à la cartographie brevet : il s'agit d'une analyse en profondeur de références brevets et non brevets visant à supporter la prise de décisions stratégiques en matière de business avec une intervention publique maximale de 7.500 euros par prestation;

6° à la mise en place d'une veille technologique : il s'agit de l'étape de construction d'une veille technologique incluant les brevets et adaptée au business de l'entreprise demandeuse sans pour autant en assurer le suivi avec une intervention publique maximale de 1.500 euros par prestation.

Les prestations doivent s'inscrire totalement dans la stratégie de spécialisation intelligente (S3) approuvée par le Gouvernement wallon le 3 septembre 2015.

Les projets sélectionnés devront contribuer aux résultats attendus de la mesure 2.2.1.2 du PO FEDER 2014-2020 et ce dans un calendrier compatible avec celui de la programmation.

Une priorité sera accordée aux projets compatibles avec le respect de la règle de désengagement N+3.

L'impact positif potentiel tant sur les acteurs de l'entreprise que sur les performances de celle-ci en termes de compétitivité, d'innovation, de développement durable ou d'égalité des chances (critères non cumulatifs) devra être démontré.

Une priorité sera accordée aux projets dont les résultats ou les retombées mesurables s'inscrivent dans le cours ou le moyen terme mais en tout cas pas dans un calendrier excédant la durée de la programmation.

§ 3. Les coûts admissibles visés au paragraphe 2, ne peuvent être identiques.

Les prestations de services relatifs aux coûts admissibles visés au paragraphe 2 doivent être réalisées dans les six mois à dater de la recevabilité du dossier.

§ 4. L'aide représente maximum septante-cinq pourcent du montant total des coûts admissibles et le montant maximal de l'intervention publique dans la prise en charge des coûts admissibles visés au paragraphe 2, est de 15.000 euros.

Le montant maximal de l'intervention publique dans le cadre du chèque propriété intellectuelle est également de 15.000 euros par année.

§ 5. Le montant maximal de l'intervention publique dans le cadre du chèque propriété intellectuelle est de 45.000 euros sur trois années.

§ 6. Complémentairement à l'article 10, l'entreprise joint à la convention l'attestation PME visée à l'annexe 10.

Art. 15. Les prestataires de services sont, soit l'Office belge de la propriété intellectuelle (OPRI), soit un PATLIB (patent information centre), soit un mandataire agréé en matière de brevets d'invention.

Le prestataire de service ne peut sous-traiter la prestation.

Art. 16. Ce chèque fait l'objet d'un cofinancement européen (FEDER).

Section 4. — Du chèque excellence opérationnelle

Art. 17. Outre les secteurs exclus à l'article 9, sont également exclus les secteurs visés à l'annexe 9.

Art. 18. § 1^{er}. Le chèque excellence opérationnelle a pour finalité de favoriser les méthodes et pratiques visant à améliorer les performances de l'entreprise à tous niveaux et au bénéfice de l'ensemble des parties prenantes : clients, travailleurs, fournisseurs, partenaires et actionnaires.

Les coûts admissibles couverts par le chèque excellence opérationnelle relèvent des piliers « formation », « conseil » et « coaching » du portefeuille électronique de l'entreprise.

§ 2. Les types de coûts admissibles au travers du chèque excellence opérationnelle sont les coûts relatifs :

1° à l'analyse de la situation de l'entreprise, l'établissement des propositions détaillant les progrès accessibles, les effets attendus en termes de qualité, service, coûts et de produits "intelligents" (smart products) y compris par le numérique et l'établissement d'un plan de mise en œuvre de l'audit :

Type	Intensité d'aide maximale	Intervention publique maximale par coût admissible	Durée durant laquelle peuvent être effectuées les prestations	Intervention publique maximale par année	Intervention publique maximale sur trois années
Entreprise	50 %	15.000 euros	six mois à dater de la recevabilité du dossier	30.000 euros	30.000 euros
Starter	75 %	15.000 euros			
Microentreprise	75 %	15.000 euros			
Entreprise en trajectoire de croissance	75 %	15.000 euros			

2° aux formations allant de l'initiation à l'expertise, à la pratique et aux méthodes de l'Excellence opérationnelle, aux principes d'amélioration des processus en favorisant la mise en situation et le recours à des cas réels (minimum 50 pourcent du temps de la formation) :

Type	Intensité d'aide maximale	Intervention publique maximale par coût admissible	Durée durant laquelle peuvent être effectuées les prestations	Intervention publique maximale par année	Intervention publique maximale sur trois années
Entreprise	50 %	10.000 euros	douze mois à dater de la recevabilité du dossier	20.000 euros	20.000 euros
Starter	75 %	10.000 euros			
Microentreprise	75 %	10.000 euros			
Entreprise en trajectoire de croissance	75 %	10.000 euros			

3° à l'accompagnement de l'entreprise dans la mise en œuvre d'un plan d'excellence opérationnelle :

Type	Intensité d'aide maximale	Intervention publique maximale par coût admissible	Durée durant laquelle peuvent être effectuées les prestations	Intervention publique maximale par année	Intervention publique maximale sur trois années
Entreprise	50 %	60.000 euros	Vingt-quatre mois à dater de la recevabilité du dossier	60.000 euros	60.000 euros
Starter	75 %	60.000 euros			
Microentreprise	75 %	60.000 euros			
Entreprise en trajectoire de croissance	75 %	60.000 euros			

§ 3. Le tarif journalier maximum pour les prestations relatives aux coûts admissibles visés au paragraphe 2 est de 750 euros HTVA.

§ 4. Complémentaire à l'article 10, l'entreprise joint à la convention l'attestation PME déterminée par la DGO6.

Art. 19. Les prestataires de services sont, pour les chèques excellence opérationnelle et jusqu'au 31 décembre 2017, les prestataires de services agréés dans le cadre de l'article 32 du décret.

A partir du 1^{er} janvier 2018, seuls les prestataires labellisés pour coûts admissibles du chèque excellence opérationnelle, conformément à l'article 10 du décret et aux articles 12 à 14 de l'arrêté, pourront réaliser les prestations.

Section 5. — Du chèque consultance stratégique

Art. 20. Outre les secteurs exclus à l'article 9, sont également exclus, pour les types de coûts admissibles visés à l'article 21, § 2, 1° et 2°, les secteurs visés à l'annexe 9.

Art. 21. § 1^{er}. Le chèque consultance stratégique a pour finalité de favoriser l'analyse stratégique de l'entreprise - ses points forts et ses points faibles - dans l'optique de développer et d'améliorer ses performances commerciales et de marketing.

Les coûts admissibles couverts par le chèque consultance stratégique relèvent des piliers « formation » et « conseil » du portefeuille électronique de l'entreprise.

§ 2. Les types de coûts admissibles au travers du chèque consultance stratégique sont les coûts relatifs :

1° à l'amélioration ou le développement des méthodes commerciales et de marketing, en ce compris au moyen du numérique (repositionnement de l'entreprise sur son marché) et du design :

Type	Intensité d'aide maximale	Intervention publique maximale par coût admissible	Durée durant laquelle peuvent être effectuées les prestations	Intervention publique maximale par année	Intervention publique maximale sur trois années
Entreprise	50 %	20.000 euros	douze mois à dater de la recevabilité du dossier	20.000 euros	40.000 euros
Starter	75 %	20.000 euros			
Microentreprise	75 %	20.000 euros			
Entreprise en trajectoire de croissance	75 %	20.000 euros			

2° à l'apport d'une différenciation significative aux produits ou aux services sur le plan commercial, en ce compris le développement de nouveaux business modèles :

Type	Intensité d'aide maximale	Intervention publique maximale par coût admissible	Durée durant laquelle peuvent être effectuées les prestations	Intervention publique maximale par année	Intervention publique maximale sur trois années
Entreprise	50 %	20.000 euros	douze mois à dater de la recevabilité du dossier	20.000 euros	40.000 euros
Starter	75 %	20.000 euros			
Microentreprise	75 %	20.000 euros			
Entreprise en trajectoire de croissance	75 %	20.000 euros			

3° aux formations à la pratique des marchés publics, visant notamment à l'amélioration de la détection des opportunités ainsi que des offres en favorisant la mise en situation.

Les prestations de services doivent être réalisées dans les douze mois à dater de la recevabilité du dossier.

L'aide représente maximum cinquante pourcent du montant total des coûts admissibles et le montant maximal de l'intervention publique dans la prise en charge des coûts admissibles est de 5.000 euros sur trois années;

4° aux conseils spécialisés en marchés publics afin d'améliorer la qualité des services offerts déposés :

Type	Intensité d'aide maximale	Intervention publique maximale par coût admissible	Durée durant laquelle peuvent être effectuées les prestations	Intervention publique maximale par année	Intervention publique maximale sur trois années
Entreprise	50 %	10.000 euros	douze mois à dater de la recevabilité du dossier	10.000 euros	20.000 euros
Microentreprise	75 %	10.000 euros			

§ 3. Les coûts admissibles visés au paragraphe 2, ne peuvent être identiques.

§ 4. Le tarif journalier maximum pour les prestations relatives aux coûts admissibles visés au paragraphe 2 est de 750 euros HTVA.

§ 5. Complémentairement à l'article 9, l'entreprise joint à la convention l'attestation PME déterminée par la DGO6.

Art. 22. Les prestataires de services sont, pour les chèques consultance stratégique et jusqu'au 31 décembre 2017 :

1° les prestataires de services agréés dans le cadre de l'article 32 du décret pour les coûts admissibles visés à l'article 21, § 2, 1° et 2°;

2° les prestataires de services agréés temporairement par la DGO6 pour les coûts admissibles visés à l'article 21, § 2, 3° et 4°.

A partir du 1^{er} janvier 2018, seuls les prestataires labellisés pour les coûts admissibles du chèque consultance stratégique, conformément à l'article 10 du décret et aux articles 12 à 14 de l'arrêté, pourront réaliser les prestations.

Section 6. — Du chèque à la transformation digitale et à la politique de cyber sécurité

Art. 23. Outre les secteurs exclus à l'article 9, sont également exclus pour les secteurs visés suivants :

- 1° 61.10;
- 2° 61.20;
- 3° 61.30;
- 4° 62.01;
- 5° 62.02;
- 6° 62.03;
- 7° 62.09;
- 8° 63.12.

Art. 24. § 1^{er}. Le chèque à la transformation digitale et à la politique de cyber sécurité a pour finalité d'accroître la maturité numérique des entreprises en vue d'améliorer leur compétitivité et leur pérennité ainsi que favoriser l'émergence et la diffusion d'un label cyber-sécurité au sein des entreprises wallonnes.

Les coûts admissibles couverts par le chèque à la transformation digitale et à la politique de cyber sécurité relèvent des piliers « conseil » et « coaching » du portefeuille électronique de l'entreprise.

§ 2. Les types de coûts admissibles au travers du chèque à la transformation digitale et à la politique de cyber sécurité sont les coûts relatifs :

1° à l'analyse des besoins en termes de développement numérique de l'entreprise (audit de maturité et de transformation numérique) :

Type	Intensité d'aide maximale	Intervention publique maximale par coût admissible	Durée durant laquelle peuvent être effectuées les prestations	Intervention publique maximale par année	Intervention publique maximale sur trois années
Entreprise	50 %	10.000 euros	douze mois à dater de la recevabilité du dossier	20.000 euros	20.000 euros
Starter	75 %	15.000 euros		30.000 euros	30.000 euros
Microentreprise	75 %	15.000 euros			

2° à l'accompagnement de l'entreprise dans la mise en œuvre des besoins découlant de l'audit de maturité et de transformation numérique :

Type	Intensité d'aide maximale	Intervention publique maximale par coût admissible	Durée durant laquelle peuvent être effectuées les prestations	Intervention publique maximale par année	Intervention publique maximale sur trois années
Entreprise	50 %	20.000 euros	douze mois à dater de la recevabilité du dossier	40.000 euros	60.000 euros
Starter	75 %	30.000 euros		60.000 euros	60.000 euros
Microentreprise	75 %	30.000 euros			

3° à la mise en place d'une politique de cyber-sécurité (depuis l'audit jusqu'à la préparation du cahier des charges) :

Type	Intensité d'aide maximale	Intervention publique maximale par coût admissible	Durée durant laquelle peuvent être effectuées les prestations	Intervention publique maximale par coût admissible par année	Intervention publique maximale par type de prestation sur trois années
Entreprise	50 %	10.000 euros	six mois à dater de la recevabilité du dossier	20.000 euros	20.000 euros
Microentreprise	75 %	10.000 euros			

4° à la prise en charge de l'inscription et de l'abonnement aux espaces de co-working installés sur le territoire wallon.

L'aide, réservée aux starters, représente maximum cinquante pourcent du montant total des coûts admissibles et le montant maximal de l'intervention publique dans la prise en charge des coûts admissibles est de 1.500 euros par année et de 3.000 euros sur trois années;

5° à l'audit et évaluation de la situation de l'entreprise en termes de cyber sécurité en vue de l'obtention d'un label.

L'aide représente maximum septante-cinq pourcent du montant total des coûts admissibles et le montant maximal de l'intervention publique dans la prise en charge des coûts admissibles est de 2.500 euros sur trois années.

Les prestations de services doivent être réalisées dans les trois mois à dater de la recevabilité du dossier.

§ 3. Les coûts admissibles visés au paragraphe 2, ne peuvent être identiques.

§ 4. Complémentaire à l'article 10, pour le coût admissible visé au paragraphe 2, 2°, le dossier comprend également l'audit de maturité et de transformation numérique.

§ 5. Complémentaire à l'article 10, l'entreprise joint à la convention l'attestation PME déterminée par la DGO6.

Art. 25. Les prestataires de services sont, pour les chèques à la transformation digitale et à la politique de cyber sécurité et jusqu'au 31 décembre 2017 :

1° les prestataires de services agréés dans le cadre de l'article 34 du décret pour les coûts admissibles visés à l'article 24, § 2, 1° et 2°;

2° les prestataires de services agréés temporairement par la DGO6 pour les coûts admissibles visés à l'article 24, § 2, 3° et 5°;

3° les espaces de co-working reconnus par le Gouvernement wallon pour les coûts admissibles visés à l'article 24, § 2, 4°.

A partir du 1^{er} janvier 2018 et à l'exception des espaces de co-working reconnus par le Gouvernement wallon, seuls les prestataires labellisés par la DGO6, après avis du centre de référence, pour les coûts admissibles du chèque à la transformation digitale et à la politique de cyber sécurité, conformément à l'article 10 du décret et aux articles 12 à 14 de l'arrêté, pourront réaliser les prestations.

Section 7. — Du chèque à la transmission d'entreprise

Art. 26. Outre les secteurs exclus à l'article 9, pour les coûts admissibles visés à l'article 27, § 2, 2°, sont également exclus les secteurs visés à l'annexe 9.

Art. 27. § 1^{er}. Le chèque à la transmission d'entreprise a pour finalité de favoriser la transmission de l'entreprise par un cédant ou un repreneur.

Les coûts admissibles couverts par le chèque à la transmission d'entreprise relèvent des piliers « conseil » et « coaching » du portefeuille électronique de l'entreprise.

§ 2. Les types de coûts admissibles au travers du chèque à la transmission d'entreprise sont les coûts relatifs :

1° au diagnostic transmission.

Le diagnostic transmission doit être réalisé dans les six mois à dater de la recevabilité du dossier.

L'aide représente maximum septante-cinq pourcent du montant total des coûts admissibles et le montant maximal de l'intervention publique dans la prise en charge des coûts admissibles est de 3.500 euros par année et un montant maximum de 7.000 euros sur trois années;

2° aux frais de consultance, complémentaire à l'audit transmission, liés à la cession/reprise d'une entreprise tels que la valorisation de l'entreprise, la recherche d'un repreneur, la réalisation de convention de cession, le conseil juridique (hors conseil fiscal), la réalisation d'audits financiers, sociaux ou environnementaux,...

Type	Intensité d'aide maximale	Intervention publique maximale par coût admissible	Durée durant laquelle peuvent être effectuées les prestations	Intervention publique maximale par coût admissible par année	Intervention publique maximale par type de prestation sur trois années
Entreprise	50 %	15.000 euros	Trente-six mois à dater de la recevabilité du dossier	15.000 euros	15.000 euros
Microentreprise	75 %	15.000 euros			

§ 3. Les coûts admissibles visés au paragraphe 2, ne peuvent être identiques et récurrents.

§ 4. Complémentaire à l'article 10, pour le coût admissible visé au § 2, 2°, le dossier comprend également le diagnostic de transmission.

§ 5. Complémentaire à l'article 10, l'entreprise joint à la convention l'attestation PME déterminée par la DGO6.

§ 6. Dans le cadre du diagnostic de transmission, l'entreprise prend préalablement contact avec la SOWACCESS qui lui proposera des prestataires de services pour la réalisation du diagnostic.

Art. 28. Les prestataires de services sont, pour les chèques à la transmission d'entreprise et jusqu'au 31 décembre 2017 :

1° les prestataires de services agréés par la SOWACCESS pour les coûts admissibles visés à l'article 27, § 2, 1°;

2° les prestataires de services agréés pour la transmission d'entreprise dans le cadre de l'article 32 du décret ainsi que les prestataires de services agréés par la SOWACCESS pour les coûts admissibles visés à l'article 27, § 2, 2°.

A partir du 1^{er} janvier 2018, seuls les prestataires labellisés par la DGO6, après avis du centre de référence, pour les coûts admissibles du chèque à la transmission d'entreprise, conformément à l'article 10 du décret et aux articles 12 à 14 de l'arrêté et après avis spécifique de la SOWACCESS, pourront réaliser les prestations.

Titre 3. — Les chèques en développement international du portefeuille intégré gérés par l'Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Art. 29. Pour l'application du présent titre, on entend par

1° un trader : toute entreprise se livrant exclusivement à des activités d'import-export, de distribution, de commercialisation ou de vente, ces activités portant chaque fois sur des biens ou services produits principalement hors du territoire de la Région wallonne;

2° les chèques en développement à l'international : moyens de paiement électronique dématérialisés servant à rémunérer les services effectués par les prestataires de services labellisés par l'AWEX, après avis du centre de référence, qui accompagnent et guident les entreprises dans leur développement à l'international et qui portent sur :

- a) le support consultance : conseils en commerce extérieur, design à l'exportation et en webmarketing;
- b) le coaching en partenariat à l'international;
- c) les conseils en expertise marchés à l'international;
- d) les formations linguistiques.

Art. 30. Les chèques au développement international sont des aides *de minimis* au sens du Règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis*.

Conformément à l'article 1^{er}, 1, d), du Règlement *de minimis*, elles ne peuvent servir à financer la mise en place et le fonctionnement d'un réseau de distribution ou d'autres dépenses courantes liées à l'activité d'exportation.

CHAPITRE II. — *Conditions communes aux chèques en développement international*

Art. 31. Les chèques au développement international sont réservés aux entreprises pour le développement d'activités tournées vers l'international.

Un prestataire de service ne peut réaliser une prestation visée par le présent titre pour une entreprise dans laquelle il est impliqué de quelque manière que soit dans la gestion et/ou le contrôle.

Art. 32. § 1^{er}. L'entreprise qui souhaite bénéficier des chèques en développement international exerce une activité qui ne fait pas partie d'un des secteurs exclus suivants, conformément à l'article 1^{er} du Règlement *de minimis* :

1° le secteur de la pêche et l'aquaculture (code NACE-BEL 2008 : 03.);

2° le secteur de la production primaire de produits agricoles (code NACE-BEL 2008 : 01.1 à 01.5);

3° le secteur de la transformation et de la commercialisation de produits agricoles lorsque :

a) le montant d'aide est fixé sur la base du prix ou de la quantité des produits de ce type achetés à des producteurs primaires ou mis sur le marché par les entreprises concernées;

b) l'aide est conditionnée au fait d'être partiellement ou entièrement cédée à des producteurs primaires.

§ 2. L'entreprise qui souhaite bénéficier des chèques en développement à l'international ne peut être un trader ou une société holding.

Art. 33. La demande de chèque en développement international contient au minimum les informations visées à l'annexe 4.

La convention entre l'entreprise et le prestataire de services contient au minimum les informations visées à l'annexe 5.

L'attestation *de minimis* visée à l'annexe 6 et l'attestation PME déterminée par l'AWEX sont également jointes à la convention.

Le rapport de prestations contient au minimum les informations visées à l'annexe 7.

Art. 34. § 1^{er}. L'AWEX apprécie le caractère réaliste de cette valeur ajoutée pour l'économie wallonne, au besoin en recourant à l'avis des centres régionaux de l'Administration ou de membres de son réseau à l'étranger.

§ 2. Le projet à l'international doit être conforme aux normes nationales et internationales applicables au secteur professionnel de l'entreprise, y compris les éventuelles règles déontologiques.

Art. 35. Les coûts admissibles couverts par le chèque en développement international ne peuvent être identiques avec une autre aide, quels qu'en soient la source, la forme et le but, concernant les mêmes coûts admissibles si par ce cumul l'intensité de l'aide est dépassée.

CHAPITRE III. — *Conditions spécifiques aux aides des chèques en développement international*Section 1^{re} — *Conditions propres aux aides du support consultance*

Art. 36. § 1^{er}. Les aides visées par les chèques du portefeuille électronique de la présente section couvrent les coûts admissibles des aides du support consultance liés à des services de conseils en commerce extérieur, en webmarketing ou en design à l'exportation nécessaires au lancement d'un nouveau produit ou au lancement d'un produit existant sur un nouveau marché à l'étranger.

§ 2. Les services de conseils en commerce extérieur portent sur:

- la mise en place ou la restructuration d'un service export;
- la réalisation d'études de marché et de prospection commerciale;
- l'acquisition de techniques de participation à des appels d'offres et financement internationaux;
- la recherche de partenaires et la conclusion de partenariats internationaux.

§ 3. Les services de conseils en webmarketing portent sur les prestations d'analyse et de conseils destinés à l'élaboration d'une stratégie web orientée export.

§ 4. Les services de conseils en design à l'exportation portent sur :

- le développement de l'image de marque de l'entreprise et des produits/services à l'export;
- le développement d'une charte graphique à l'export;
- l'adaptation du design de produits et de services existants aux spécificités de marchés étrangers.

Art. 37. Les coûts admissibles sont uniquement les honoraires du ou des prestataires de services que l'entreprise choisit parmi les experts labellisés par l'AWEX, après avis du Centre de référence, et qu'elle propose à l'entreprise.

Le coût total de la consultance doit être inférieur à la somme des fonds propres et des dettes de plus d'un an de l'entreprise.

Le ou les prestataires de service choisis pour réaliser la prestation ne peuvent avoir déjà travaillé pour l'entreprise dans le cadre d'une autre mission subventionnée par l'AWEX ou par la Région wallonne.

Les missions subventionnées par l'AWEX ou par la Région wallonne avant l'entrée en vigueur du présent arrêté sont prises en compte pour l'application de cette règle.

L'AWEX peut accorder une dérogation à la règle visée à l'alinéa précédent s'il n'y a pas d'autres experts agréés disponibles pour le projet de l'entreprise.

Art. 38. Les prestations de conseils en commerce extérieur, en webmarketing ou en design à l'exportation doivent être réalisées dans un délai de vingt-quatre mois à dater de la recevabilité du dossier.

Art. 39. § 1^{er} Le pourcentage de l'aide relative aux coûts admissibles de la présente section est de cinquante pourcent.

La quote-part de l'entreprise dans la prise en charge des coûts admissibles est de cinquante pourcent.

§ 2. Le tarif journalier maximum pour les prestations relatives aux coûts admissibles visés à la présente section est de 750 euros HTVA.

§ 3. En cas de recours aux experts labellisés dans le domaine de la consultance en webmarketing, la subvention ne peut couvrir plus de cinq jours de travail.

§ 4. L'intervention publique pour les aides du support consultance ne peut dépasser le plafond de 25.000 euros sur trois ans par entreprise.

Ce plafond est porté à 37.500 euros sur trois ans par entreprise, lorsque l'entreprise est une starter.

Art. 40. Les prestataires de service labellisés proposent des services dans les domaines de la consultance en commerce extérieur, en webmarketing et en design à l'international.

Section 2. — Conditions propres au coaching en partenariat international

Art. 41. L'aide visée par la présente section, couvre les coûts admissibles d'un coach en partenariat international que l'entreprise choisit parmi la liste des coaches labellisés par l'AWEX, après avis du centre de référence.

Les coûts admissibles sont les honoraires, hors T.V.A., du ou des coaches choisis par l'entreprise.

Lors de l'utilisation des chèques pour un projet à l'international déterminé, l'entreprise ne peut recourir à plus de deux coaches différents par an.

Art. 42. Les prestations de coaching en partenariat à l'international doivent être réalisées dans un délai de douze mois à dater de la recevabilité du dossier.

Art. 43. § 1^{er} Le pourcentage de l'aide relatif aux coûts admissibles de la présente section est de cent pourcent.

§ 2. Le tarif journalier maximum pour les prestations relatives aux coûts admissibles visés à la présente section est de 1.000 euros HTVA.

Une entreprise ne peut obtenir plus de cinq journées de coaching en partenariat à l'international par an.

§ 3. L'intervention publique ne peut dépasser le plafond de 5.000 euros par an et par entreprise et de 15.000 euros sur trois années.

Section 3. — Conditions propres aux conseils en expertise marchés à l'international

Art. 44. L'aide de la présente section couvre les coûts admissibles d'experts agréés sollicités pour une intervention ponctuelle liée à un projet à l'international, à savoir la mise au point d'un plan stratégique à l'international ou la résolution d'un problème spécifique à l'international notamment en matières juridique, logistique, communication et webmarketing.

Les coûts admissibles sont uniquement les honoraires, hors T.V.A., du ou des experts marchés à l'international que l'entreprise choisit parmi les experts labellisés et que l'Administration propose à l'entreprise.

Art. 45. Les prestations d'expertise marchés à l'international doivent être réalisées dans un délai de six mois à dater de la recevabilité du dossier.

Art. 46. § 1^{er}. Le pourcentage de l'aide relatif aux coûts admissibles de la présente section est de cent pourcent.

§ 2. Le tarif journalier maximum pour les prestations relatives aux coûts admissibles visés à la présente section est de 750 euros HTVA.

La prestation ne peut porter sur une intervention représentant plus de trois jours de travail par année.

§ 3. L'intervention publique ne peut dépasser le plafond de 2.250 euros par an et par entreprise et de 6.750 euros sur trois années.

Art. 47. L'entreprise qui sollicite une subvention visée par la présente section doit en outre être une microentreprise.

Section 4. — Conditions propres aux formations linguistiques

Art. 48. L'aide couvre les coûts admissibles liés à des formations linguistiques destinées à prospecter efficacement les marchés à l'international.

Les coûts admissibles sont le total du prix payé au(x) formateur(s), hors T.V.A.

Le ou les formateurs doivent en outre être labellisés par l'AWEX, après avis du centre de référence.

L'AWEX fixe les conditions complémentaires de labellisation des formateurs linguistiques. Celles-ci sont publiées sur son site internet.

Art. 49. Les formations linguistiques doivent être réalisées dans un délai de douze mois à dater de la recevabilité du dossier.

Art. 50. § 1^{er}. Le pourcentage de l'aide relative aux coûts admissibles de la présente section est de cinquante pourcent.

La quote-part de l'entreprise dans la prise en charge des coûts admissibles est de cinquante pourcent.

§ 2. L'intervention publique ne peut dépasser le plafond de 1.000 euros par an et par entreprise et 3.000 euros sur trois années.

Art. 51. Le présent arrêté ministériel produit ses effets le 1^{er} mars 2017.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er} :

1° les articles 5 à 6, 11 à 16 et 26 à 28 produisent leurs effets au 1^{er} avril 2017;

2° les articles 7, 8 et 29 à 50 produisent leurs effets au 1^{er} mai 2017.

Namur, le 8 mars 2017.

ANNEXE 1**La demande de chèques**

Lieu et date

Nom du porteur de projet

Adresse

N°compte

Le signataire certifie :

- qu'il sollicite l'aide
- avoir pris connaissance du descriptif du chèque (+ adhésion et engagement à le respecter)

Signature du porteur de projet

Nom, prénom

ANNEXE 2**La convention**

Lieu et date

Nom prestataire :

Adresse

Numéro d'entreprise :

Nom de l'entreprise bénéficiaire :

Représentée par :

Adresse

Référence de la prestation :

Type :

Description :

	Montant HTVA
Total	€
Sollicité	€
Quote-part bénéficiaire	€

Date d'expiration de l'offre :

Signature de l'entreprise bénéficiaire et du prestataire

Pour chacun, Nom, prénom et fonction des signataires

ANNEXE 3**Le rapport de prestations**

Lieu et date

Nom prestataire :

Adresse

Numéro d'entreprise :

Nom du porteur de projet :

Adresse

Référence de la prestation :

Titre :

Type :

Description :

Date de la facture :

Montant de la facture HTVA :

Signature du porteur de projet et du prestataire

Pour chacun, Nom, prénom et fonction des signataires

Annexes demandées

- Si formation, liste de présence avec dates et signatures
- Si sous-traitance, copie de l'enquête de satisfaction
- Facture

ANNEXE 4**La demande de chèques**

Lieu et date

Nom de l'entreprise bénéficiaire

Adresse

BCE

Code NACE

N°compte

Nous soussigné(s), **Prénom NOM**,

1. certifions que nous avons le pouvoir d'engager **l'entreprise** quant à l'ensemble des éléments du présent document;
2. sollicitons au nom de **l'entreprise** l'octroi de Chèques entreprises destiné(s) à couvrir, à concurrence de leur montant, la prestation qui fait l'objet de la convention;
3. certifions que nous avons pris connaissance du règlement du régime des Chèques entreprises, déclarons y adhérer et nous engageons à le respecter;
- 4 . certifions que la prestation visée au point 2) sera réalisée au bénéfice **l'entreprise**;
5. certifions que **l'entreprise** répond à la qualité de PME au sens de l'annexe 1 du Règlement (UE) N° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du Traité, publié au J.O.U.E. n° L187 du 26 juin 2014 ;
6. avons pris bonne note que la présente demande d'intervention est régie par les dispositions du Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité de fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis (J.O.U.E., n° L352 du 24 décembre 2013), communément appelé règlement de minimis¹.

Signature de l'entreprise bénéficiaire

Nom, prénom et fonction :

¹ http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?qid=1435067925417&uri=URISERV:0802_2

ANNEXE 5**La convention**

Lieu et date

Nom prestataire :

Adresse

Numéro d'entreprise :

Nom de l'entreprise bénéficiaire :

Numéro d'entreprise :

Représentée par :

Adresse

Référence de la prestation :

Type :

Description :

	Montant HTVA
Total	€
Sollicité	€
Quote-part bénéficiaire	€

Date d'expiration de l'offre :

Signature de l'entreprise bénéficiaire et du prestataire

Pour chacun, Nom, prénom et fonction des signataires

ANNEXE 6**DÉCLARATION SUR L'HONNEUR DE L'ENTREPRISE**
Aides de minimis octroyées et à venir**1.1. Numéro de l'entreprise**

Numéro d'entreprise

□□□□-□□□□-□□□□

*Une entreprise qui occupe du personnel doit avoir un numéro d'entreprise. Ce renseignement est obligatoire. Si ce numéro n'est pas renseigné, votre demande ne pourra être traitée.***1.2. Type d'entreprise**

Date de naissance □□/□□/□□

 Personne morale (société)

Nom de la société

Forme juridique

1.3. Adresse

Adresse

Code postal □□□□ Localité Pays

Téléphone □□□□□□□□□□ Fax □□□□□□□□□□ GSM □□□□□□□□□□

Courriel@.....

1.4. Compte bancaire

Intitulé complet du compte

 Numéro 'classique'

□□□□-□□□□□□□□-□□

 Numéro **IBAN**

IBAN

BIC.....

2. Personne de contact

M./Mme. (nom et prénom)

Fonction au sein de l'entreprise

Adresse Numéro □□□□ Boîte □□

Code postal □□□□ Localité Pays

Téléphone □□□□□□□□□□ Fax □□□□□□□□□□ GSM □□□□□□□□□□

Courriel@.....

3. Participations et composition du capital**3.1. Participations de fait ou de droit détenues dans d'autres entreprises**d'entreprises de manière telle qu'ensemble, elles peuvent être considérées comme étant une « entreprise unique »², il est nécessaire de compléter le tableau ci-dessous.

² Sont notamment visées les entreprises liées en raison de la détention par une entreprise de la majorité des droits de vote ou du droit d'exercer une influence dominante dans le fonctionnement de l'autre entreprise en vertu d'un contrat ou d'une clause des statuts.

N° d'entreprise	Dénomination/raison sociale	Forme juridique	Pourcentage du capital
□□□□-□□□□-□□□□%
□□□□-□□□□-□□□□%
□□□□-□□□□-□□□□%
□□□□-□□□□-□□□□%

3.2. Entreprises liées à l'entreprise demanderesse

Il est nécessaire de compléter le tableau ci-dessous si une entreprise :

- a) a la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés de l'entreprise demanderesse OU ;
- b) a le droit de nommer ou de révoquer la majorité des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance de l'entreprise demanderesse OU ;
- c) a le droit d'exercer une influence dominante sur l'entreprise demanderesse en vertu d'un contrat conclu avec celle-ci ou en vertu d'une clause des statuts de celle-ci OU ;
- d) contrôle seule, en vertu d'un accord conclu avec d'autres actionnaires ou associés de l'entreprise demanderesse, la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés de celle-ci.

N° d'entreprise	Dénomination/raison sociale	Forme juridique	Cas de figure a), b), c) ou d)
□□□□-□□□□-□□□□%
□□□□-□□□□-□□□□%
□□□□-□□□□-□□□□%
□□□□-□□□□-□□□□%

4. Activités de l'entreprise

se n'évolue pas dans l'un de ces secteurs, il est nécessaire de compléter le tableau ci-dessous :

Codes NACE 2008 ³	Décrivez vos activités	Pourcentage du chiffre d'affaires
□□□□□%
□□□□□%
□□□□□%
□□□□□%

5. Renseignements relatifs aux aides de minimis

Pour chaque nouvelle aide de minimis octroyée, il y a lieu de tenir compte du montant total d'aides de minimis octroyées au cours de l'exercice fiscal concerné mais aussi des deux derniers exercices

³ Si vous ne connaissez pas le code NACE de vos activités, vous pouvez trouver un document renseignant les codes NACE 2008 à l'adresse suivante : http://economie.fgov.be/fr/binaries/nacebel%202008%20FR-NL-DE_tcm326-246794.xls

□□/□□/□□	<input type="checkbox"/> GénéralEUR
	<input type="checkbox"/> Pêche	.....
	<input type="checkbox"/> Agricole	.....
	<input type="checkbox"/> SIEG	.....
		
□□/□□/□□	<input type="checkbox"/> GénéralEUR
	<input type="checkbox"/> Pêche	.....
	<input type="checkbox"/> Agricole	.....
	<input type="checkbox"/> SIEG	.....
		
□□/□□/□□	<input type="checkbox"/> GénéralEUR
	<input type="checkbox"/> Pêche	.....
	<input type="checkbox"/> Agricole	.....
	<input type="checkbox"/> SIEG	.....
		
□□/□□/□□	<input type="checkbox"/> GénéralEUR
	<input type="checkbox"/> Pêche	.....
	<input type="checkbox"/> Agricole	.....
	<input type="checkbox"/> SIEG	.....
		
TOTAL :EUR			

Je soussigné, (nom et prénom), représentant légal en tant que de l'entité (n° d'entreprise et raison sociale/dénomination), autorisé légalement à engager l'entreprise, atteste sur l'honneur que la liste des renseignements mentionnés ci-dessous est exacte et complète.

Je déclare que mon entreprise est en règle avec les dispositions légales qui régissent mon activité :

- La législation environnementale
- La TVA
- L'ONSS (*déclarations multifonctionnelles DfmA, cotisations sociales*)
- Les contributions directes (*IPP, IPM, mais aussi des obligations relatives au précompte professionnel*).

Je m'engage à fournir les attestations relatives aux dispositions ci-dessus à la demande de l'administration.

Je m'engage à informer la Région Wallonne de toute aide *de minimis* qui me serait notifiée, pendant une période de trois ans, à dater de l'octroi éventuel d'une aide *de minimis*.

Je suis conscient que si les renseignements transmis par mon entreprise sont inexacts, les aides obtenues sur base de ceux-ci devront être remboursées.

Fait à, le

Signature,

ANNEXE 7**Le rapport de prestations**

Lieu et date

Nom prestataire :

N° entreprise

Adresse

Numéro d'entreprise :

Nom de l'entreprise bénéficiaire :

Numéro d'entreprise :

Représentée par :

Adresse

Référence de la prestation :

Titre :

Type :

Description :

Date de la facture :

Montant de la facture HTVA :

Signature de l'entreprise bénéficiaire et du prestataire

Pour chacun, Nom, prénom et fonction des signataires

Annexes demandées

- Facture

ANNEXE 8

CEBEDEAU asbl	Centre belge d'Etudes et de Documentation de l'Eau, de l'Air et de l'Environnement asbl
CELABOR srl	Centre Scientifique et technique en agroalimentaire
CENAERO asbl	Centre de Recherche en Aéronautique asbl
CENTEXBEL asbl	Centre Scientifique et Technique de l'Industrie textile Belge asbl
CER-GROUPE (fondation d'utilité publique)	Centre de Recherche en Economie Rurale
CERTECH asbl	Centre de Ressources Technologiques en Chimie asbl
CETIC asbl	Centre d'Excellence en Technologies de l'Information et de la Communication asbl
CEWAC asbl	Centre d'Etudes Wallon d'Assemblage et de Contrôle des Matériaux asbl
CoRI asbl	Institut de Recherche de Revêtements, peintures et encres asbl
CRIBC asbl	Centre de Recherches de l'Industrie Belge de la Céramique asbl
CRIC asbl	Centre national de Recherches Scientifiques et Techniques pour l'Industrie Cimetière asbl
CRM asbl	Centre de Recherches Métallurgiques asbl
CRR asbl	Centre de Recherches Routières
CSTC asbl	Centre Scientifique et Technique de la Construction asbl
CTP asbl	Centre Technologique international de la Terre et de la Pierre
IBS asbl	Institut Belge de la Soudure asbl
Immunehealth asbl	Centre de recherche en immunologie
INISMA asbl	Institut Interuniversitaire des Silicates, Sols et Matériaux asbl
MATERIA NOVA asbl	Centre de Recherche dans les Matériaux
MULTITEL asbl	Centre de Recherche en Réseaux & Télécoms, Photonique, Signal & systèmes embarqués, Vision par ordinateur
SIRRIS asbl	Centre Collectif de l'Industrie Technologique asbl
WOOD.BE asbl	Centre Technique de l'Industrie du Bois asbl

CARAH	Haute Ecole Provinciale de Charleroi - Université du Travail
CECOTEPE	Haute Ecole de la Province de Liège
CEFORS	Haute Ecole Rennequin Sualem
CERA	Centre de Recherches appliquées et de services à la collectivité de la HEPH-CONDORCET
CERDECA M	Haute Ecole Léonard de Vinci
CERISIC	Haute Ecole Roi Baudouin
CERISIL	Haute Ecole Rennequin Sualem
CREPT	Haute Ecole Provinciale de Charleroi - Université du Travail
CRIG	Haute Ecole Mosane d'Enseignement Supérieur
CRISIA	Haute Ecole Robert Schumann
CRISIP	Haute Ecole Blaise Pascal
ESTISIM	Haute Ecole de la Communauté Française du Hainaut
IRISIB	Haute Ecole Paul Henri Spaak
MEURICE R&D	Haute Ecole Lucia de Brouckère
SIRD	Haute Ecole Charlemagne
HENALLUX	Haute Ecole de Namur Liège Luxembourg

ANNEXE 9

- 1° 01.1 à 01.5 du Code NACE-BEL, sauf si les investissements portent sur des domaines d'activités relatifs à la transformation et la commercialisation de produits agricoles et n'ayant pas accès aux aides régionales à l'agriculture;
- 2° 05.100 à 06.200 du Code NACE-BEL ;
- 3° 07.210 du Code NACE-BEL ;
- 4° 08.920 du Code NACE-BEL ;
- 5° 09.100 du Code NACE-BEL ;
- 6° 09.900 du Code NACE-BEL pour les services de soutien exécutés pour le compte de tiers liés à l'extraction de houille et de lignite ;
- 7° 19.200 du Code NACE-BEL pour la fabrication de briquettes de tourbe et la fabrication de briquettes de houille et de lignite ;
- 8° 20.130 du Code NACE-BEL pour l'enrichissement de minerais d'uranium et de thorium ;
- 9° 24.46 du Code NACE-BEL ;
- 10° 35 à 36 du Code NACE-BEL ;
- 11° 38.12 du Code NACE-BEL pour la collecte de déchets nucléaires ;
- 12° 38.222 du Code NACE-BEL pour le traitement, l'élimination et le stockage de déchets radioactifs nucléaires sauf s'il s'agit de traitement et d'élimination de déchets radioactifs transitoires des hôpitaux, c'est-à-dire qui se dégraderont au cours du transport ;
- 13° 41.1 et les activités immobilières reprises au Code 42 du Code NACE-BEL ;
- 14° 45.11 à 45.40, à l'exception des sous-classes 45.204 et 45.206 du Code NACE-BEL et à l'exception des investissements affectés par ces entreprises aux activités de production et de transformation ;
- 15° 46.11 à 46.19 du Code NACE-BEL ;
- 16° 47 du Code NACE-BEL ;
- 17° 49.10 à 49.41 du Code NACE-BEL ;
- 18° 50.10 à 51.22 du Code NACE-BEL ;
- 19° 52.21 du Code NACE-BEL pour l'exploitation d'aires de stationnement, de parcs à voitures ou à vélos ;
- 20° 53.10 du Code NACE-BEL ;
- 21° 55 à 56.3, à l'exception des classes 55.10 et 56.29 et de la sous-classe 55.202 du Code NACE-BEL ;
- 22° 59, à l'exception des classes 59.11, 59.12, et des sous-classes 59.202, 59.203 et 59.209 du Code NACEBEL ;
- 23° 60 du Code NACE-BEL ;
- 24° 63.9 du Code NACE-BEL ;
- 25° 64 à 68 du Code NACE-BEL ;
- 26° 69 du Code NACE-BEL ;
- 27° 71.11 du Code NACE-BEL ;
- 28° 71.122 du Code NACE-BEL ;
- 29° 74.202 du Code NACE-BEL ;
- 30° 75 du Code NACE-BEL ;
- 31° 77 du Code NACE-BEL ;
- 32° 79 du Code NACE-BEL ;
- 33° 81.100 du Code NACE-BEL ;
- 34° 85 à 88 du Code NACE-BEL, ainsi que les activités qui consistent en la délivrance de cours de formation ;
- 35° 90 à 93, à l'exception des sous-classes 91.041, 91.042 et 93.212 du Code NACE-BEL ainsi que des exploitations de curiosités touristiques ;
- 36° 94 à 98, à l'exception de la sous-classe 96.011 du Code NACE-BEL ;

- 37° les exploitations agricoles et les sociétés coopératives de transformation et de commercialisation ayant accès aux aides à l'agriculture ;
- 38° le secteur de la sidérurgie tel que défini à l'article 2, point 43 du Règlement (UE) 651/2014 ;
- 39° le secteur des fibres synthétiques tel que défini à l'article 2, point 44 du Règlement (UE) 651/2014 ;
- 40° le secteur de la construction navale.

ANNEXE 10**Informations requises pour le contrôle****1. Concernant l'entreprise demanderesse :****1.1. Compléter la structure de l'actionnariat :**

Actionnaires et catégorie(s) (public, privé)	Nombre de parts	%

1.2. Lister les filiales éventuelles

Dénomination des entreprises dans le capital desquelles votre société détient une participation	%

2. Pour toute entreprise liée à ou partenaire de l'entreprise demanderesse (participation dans le capital d'au moins 25 %) :

- la dénomination complète :
- le taux de participation :
- l'adresse du siège social :
- le numéro de TVA :
- l'actionnariat (voir tableau ci-dessus)

Si ces entreprises ne sont pas belges, pour les **deux** derniers exercices clôturés :

- le chiffre d'affaires :
- le total du bilan :
- le nombre d'emplois en équivalents temps plein :

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C - 2017/70171]

8. MÄRZ 2017 — Ministerieller Erlass zur Teilausführung in den Bereichen Wirtschaft, Innovation und digitale Technologien des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Innovation und digitale Technologien,

Aufgrund des Gesetzes vom 16. Mai 2003 zur Festlegung der für die Haushalte, die Kontrolle der Zuschüsse und die Buchführung der Gemeinschaften und Regionen sowie für die Organisation der Kontrolle durch den Rechnungshof geltenden allgemeinen Bestimmungen, Artikel 11 bis 14;

Aufgrund des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten, Artikel 57 bis 62;

Aufgrund des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. November 2013 zur Organisation der internen Kontrolle und des internen Audits des Haushalts und der Buchhaltung sowie der Verwaltungs- und Haushaltskontrolle;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. Juli 2014 zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung, Artikel 12 und 19;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. Januar 2017 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Regierung;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass das Dekret vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio das Inkrafttreten des integrierten Beihilfenportfolios auf den 1. März 2017 festlegt;

In der Erwägung, dass der Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio, durch vorliegenden Ministeriellen Erlass umgesetzt wird;

In der Erwägung, dass dieser Erlass am 1. März 2017 wirksam wird;

In der Erwägung, dass der vorliegende Ministerielle Erlass ebenfalls am 1. März 2017 wirksam werden muss, um die Rechtssicherheit des gesamten Regelungspakets sicherzustellen und die konkrete Unterstützung der Projektträger und Unternehmen zwecks der Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums zu ermöglichen, d.h. um einen Mehrwert für die Wallonische Wirtschaft zu erzeugen, dies insbesondere mit Blick auf die Schaffung oder Aufrechterhaltung von Arbeitsstellen in der Wallonischen Region, eine wachsende Erzeugung von Gütern und Erbringung von Dienstleistungen in der Wallonischen Region, oder die Innovation;

Aufgrund der am 22. Februar 2017 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 23. Februar 2017 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt,

Beschließt:

Titel 1 — Gemeinsame Bestimmungen für den gesamten Erlass

Artikel 1 - Zwecks der Anwendung des vorliegenden Ministeriellen Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Dekret: das Dekret vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio;

2° Erlass: der Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio;

3° Minister: der Minister für Wirtschaft, Industrie, Innovation und digitale Technologien;

4° OGD6: die operative Generaldirektion Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung des öffentlichen Dienstes der Wallonie.

5° AWEX: die Wallonische Agentur für Export und ausländische Investitionen ("Agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers");

6° entscheidungsfähige Kontaktperson der Verwaltung: jeder von der Generaldirektorin der OGD6 benannte Bedienstete der Stufe A nach der im Erlass vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes gegebenen Definition ;

7° entscheidungsfähige Kontaktperson der AWEX: jeder von der Generalverwalterin der AWEX benannte Bedienstete der Stufe A oder B nach der im Erlass vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes gegebenen Definition;

6° auskunftsfähige Kontaktperson der Verwaltung: jeder von der Generaldirektorin der OGD6 benannte Bedienstete der Stufe A, B, C oder D nach der im Erlass vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes gegebenen Definition;

9° auskunftsfähige Kontaktperson der AWEX: jeder von der Generalverwalterin der AWEX benannte Bedienstete der Stufe A, B, C oder D nach der im Erlass vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes gegebenen Definition;

10° Internetplattform: die webbasierte Anwendung www.cheques-entreprises.be.

Art. 2 - § 1. Die Beihilfen des integrierten Portfolios, für die der Minister zuständig ist, sind die Folgenden:

- 1° der Beratungsscheck zur Unternehmensgründung;
- 2° der Coaching-Scheck zur Unternehmensgründung;
- 3° der Technologie-Scheck;
- 4° der Scheck "geistiges Eigentum";
- 5° der Scheck "operative Exzellenz";
- 6° der Scheck "strategisches Consulting";
- 7° der Scheck für die digitale Transformation und die Cyber-Sicherheit;
- 8° der Scheck für die Unternehmensübertragung;
- 9° der Scheck für die internationale Expansion.

§ 2. Die Akten in Bezug auf die Beihilfen des integrierten Portfolios werden von den auskunftsfähigen Kontaktpersonen bearbeitet.

Die Entscheidungen in Sachen Beihilfefähigkeit, Zahlung, Kontrolle und Beitreibung der Beihilfen des integrierten Portfolios werden von den entscheidungsfähigen Kontaktpersonen bearbeitet.

Titel 2 — Beihilfen des integrierten Portfolios, die von der operativen Generaldirektion Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung des öffentlichen Dienstes der Wallonie verwaltet werden

KAPITEL I — Für den Projektträger bestimmte Beihilfen des integrierten Portfolios

Art. 3 - Der Scheckantrag des oder der Projektträger enthält mindestens die in Anhang 1 aufgeführten Informationen.

Die Vereinbarung zwischen dem oder den Projektträgern und dem Diensteanbieter enthält mindestens die in Anhang 2 aufgeführten Informationen.

Der Leistungsbericht enthält mindestens die in Anhang 3 aufgeführten Informationen.

Art. 4 - Die für den Projektträger bestimmten Beihilfen des integrierten Portfolios gelten nicht als *De-Minimis*-Beihilfen.

Abschnitt 1 — Der Beratungsscheck zur Unternehmensgründung

Art. 5 - § 1. Der Beratungsscheck zur Unternehmensgründung dient zur Deckung der Beratungskosten eines Projektträgers, die darauf abzielen, ihm die Niederlassung als hauptberuflicher Selbständiger oder die Gründung einer der in Artikel 2 des Gesellschaftsgesetzbuches genannten Handelsgesellschaften (wobei diese Gesellschaft der Definition eines Unternehmens nach Anhang I der Verordnung EG 70/2001 entspricht) zu ermöglichen.

Die beihilfefähigen Kosten, die mit dem Beratungsscheck zur Unternehmensgründung gedeckt werden, fallen unter den Pfeiler "Beratung" des elektronischen Portfolios des Unternehmens.

§ 2. Die mittels des Beratungsschecks zur Unternehmensgründung beihilfefähigen Kosten sind:

1° die Beratungskosten in Verbindung mit der Durchführbarkeitsstudie, der Erstellung des Geschäftsplans, der Wahl einer Rechtsstruktur;

Die Beihilfe beträgt höchstens fünfundsiebzig Prozent des Gesamtbetrags der beihilfefähigen Kosten, und der Höchstbetrag der öffentlichen Beteiligung an der Übernahme der beihilfefähigen Kosten ist 5.000 Euro pro Jahr und 15.000 Euro über drei Jahre.

Die Dienstleistungen müssen binnen sechs Monaten ab der Zulässigkeit der Akte erbracht werden;

2° die zusätzlichen Beratungskosten in Verbindung mit dem Projekt, wenn die Tragfähigkeit des Projekts bestimmt ist; diese Kosten beziehen sich insbesondere auf die Validierung des Prozesses, des Produktes oder der Dienstleistung, das bzw. die entwickelt wurde, mittels der Durchführung von Versuchen und Analysen, Energiebilanzen, der Ausarbeitung von spezifischen Kontrollverfahren, der Optimierung von Testprotokollen und ihrer Validierung.

Die Beihilfe beträgt höchstens fünfundsiebzig Prozent des Gesamtbetrags der beihilfefähigen Kosten, und der Höchstbetrag der öffentlichen Beteiligung an der Übernahme der beihilfefähigen Kosten ist 15.000 Euro über drei Jahre.

Die Dienstleistungen müssen binnen vierundzwanzig Monaten ab der Zulässigkeit der Akte erbracht werden;

3° die Herstellung von Prototypen zwecks der Durchführung von Labortests.

Die Beihilfe beträgt höchstens fünfundsiebzig Prozent des Gesamtbetrags der beihilfefähigen Kosten, und der Höchstbetrag der öffentlichen Beteiligung an der Übernahme der beihilfefähigen Kosten ist 15.000 Euro über drei Jahre.

Die Dienstleistungen müssen binnen vierundzwanzig Monaten ab der Zulässigkeit der Akte erbracht werden;

4° die Kosten in Bezug auf einen Kommunikationsplan, insbesondere betreffend die grafische Identität, die Identifizierung von aktiven Gemeinschaften, die Suche nach Kooperatoren, ...

Die Beihilfe beträgt höchstens fünfzig Prozent des Gesamtbetrags der beihilfefähigen Kosten, und der Höchstbetrag der öffentlichen Beteiligung an der Übernahme der beihilfefähigen Kosten ist 10.000 Euro über drei Jahre.

Die Dienstleistungen müssen binnen zwölf Monaten ab der Zulässigkeit der Akte erbracht werden.

§ 3. Bei den beihilfefähigen Kosten im Sinne von Paragraf 2 kann es sich um wiederkehrende Kosten handeln, solange sie nicht ein identisches Projekt betreffen.

§ 4. Was die beihilfefähigen Kosten im Sinne von Paragraf 2 Ziffer 2 betrifft, umfasst die Akte zusätzlich zu Artikel 3 ebenfalls die Durchführbarkeitsstudie und den Finanzplan des Projekts.

§ 5. Der Tageshöchstsatz für Leistungen in Bezug auf die beihilfefähigen Kosten nach Paragraf 1 beläuft sich auf 750 Euro exkl. MwSt.

Art. 6 - Für die Beratungsschecks zur Unternehmensgründung sind die Diensteanbieter bis zum 31. Dezember 2017:

1° für die beihilfefähigen Kosten nach Artikel 5 § 2 Ziffer 1: die im Rahmen von Artikel 32 des Dekrets zugelassenen und von der OGD6 identifizierten Diensteanbieter, die im Rahmen des in Artikel 35 des Dekrets erwähnten Dekrets zugelassenen Begleiter und die von der OGD6 zugelassenen Beratungsagenturen;

2° für die beihilfefähigen Kosten nach Artikel 5 § 2 Ziffern 2, 3 und 4: die von der OGD6 zeitweise zugelassenen Diensteanbieter.

Ab dem 1. Januar 2018 können nur die nach Stellungnahme des Referenzzentrums von der OGD6 zugelassenen oder zertifizierten Diensteanbieter für die beihilfefähigen Kosten in Bezug auf Beratungsschecks zur Unternehmensgründung nach Artikel 10 des Dekrets und Artikel 12 bis 14 des Erlasses Leistungen erbringen.

Abschnitt 2 — Der Coaching-Scheck zur Unternehmensgründung

Art. 7 - § 1. Der Coaching-Scheck zur Unternehmensgründung dient zur Deckung der Coaching-Kosten eines Projektträgers im Rahmen der Umsetzung seines Projekts.

Im Rahmen des Coaching-Schecks zur Unternehmensgründung muss der Projektträger in lokalen Plattformen für Studenten-Unternehmer oder in zugelassenen Programmen zur Beschleunigung und Begleitung von Start-ups eingegliedert sein.

Die beihilfefähigen Kosten, die mit dem Coaching-Scheck zur Unternehmensgründung gedeckt werden, fallen unter den Pfeiler "Coaching" des elektronischen Portfolios des Unternehmens.

§ 2. Die mittels des Coaching-Schecks zur Unternehmensgründung beihilfefähigen Kosten sind:

1° die Coaching-Kosten in Verbindung mit der Umsetzung des Projekts, die insbesondere auf die Identifizierung der potentiellen Kunden abzielen;

2° die Kosten in Verbindung mit der Ausrichtung des künftigen Produkts oder der künftigen Dienstleistung auf die Erwartungen des Marktes.

§ 3. Die beihilfefähigen Kosten im Sinne von Paragraf 2 dürfen nicht identisch sein.

Die Beihilfe beträgt höchstens fünfundsiebzig Prozent des Gesamtbetrags der beihilfefähigen Kosten, und der Höchstbetrag der öffentlichen Beteiligung an der Übernahme der beihilfefähigen Kosten ist 15.000 Euro über drei Jahre.

Die Dienstleistungen müssen binnen zwölf Monaten ab der Zulässigkeit der Akte erbracht werden.

§ 4. Der Tageshöchstsatz für Leistungen in Bezug auf die beihilfefähigen Kosten nach Paragraf 1 beläuft sich auf 750 Euro exkl. MwSt.

Art. 8 - Für die Coaching-Schecks zur Unternehmensgründung sind die Diensteanbieter bis zum 31. Dezember 2017 die von der OGD6 zeitweise zugelassenen Diensteanbieter.

Ab dem 1. Januar 2018 können nur die von der OGD6 nach Stellungnahme des Referenzzentrums zertifizierten Diensteanbieter für die beihilfefähigen Kosten in Bezug auf Coaching-Schecks zur Unternehmensgründung nach Artikel 10 des Dekrets und Artikel 12 bis 14 des Erlasses Leistungen erbringen.

KAPITEL II — Für das Unternehmen bestimmte Beihilfen des integrierten Portfolios

Abschnitt 1 — Gemeinsame Bestimmungen für die verschiedenen in vorliegendem Kapitel angeführten Beihilfen

Art. 9 - Das Unternehmen, das nach Artikel 1 der *De-Minimis*-Verordnung den folgenden Wirtschaftsbereichen angehört, hat keinen Anspruch auf die Schecks:

1° Fischerei und Aquakultur (NACE-BEL 2008-Kode: 03.) ;

2° Primärerzeugung von landwirtschaftlichen Erzeugnissen (NACE-BEL 2008-Kode: 01.1 bis 01.5);

3° Verarbeitung und Vermarktung landwirtschaftlicher Erzeugnisse, wenn

a) der Betrag der Beihilfe auf der Grundlage des Preises oder der Menge der Produkte dieser Art festgelegt wird, die bei Primärerzeugern gekauft werden oder von den betreffenden Unternehmen vermarktet werden;

b) die Beihilfe zur Bedingung hat, dass sie teilweise oder ganz Primärerzeugern abgetreten wird.

Art. 10 - Der Scheckantrag des Unternehmens enthält mindestens die in Anhang 4 aufgeführten Informationen.

Die Vereinbarung zwischen dem Unternehmen und dem Diensteanbieter enthält mindestens die in Anhang 5 aufgeführten Informationen.

Die *De-Minimis*-Bescheinigung nach Anhang 6 wird ebenfalls der Vereinbarung beigelegt.

Der Leistungsbericht enthält mindestens die in Anhang 7 aufgeführten Informationen.

Abschnitt 2 — Der Technologie-Scheck

Art. 11 - § 1. Der Technologie-Scheck dient zur Förderung der Forschung, der technologischen Entwicklung und der Innovation, indem die Investitionen der Unternehmen in Forschung & Entwicklung unterstützt, und die Verbindungen und Synergien zwischen Unternehmen, Forschungs- und Entwicklungszentren und dem höheren Unterrichtswesen entwickelt werden.

Die beihilfefähigen Kosten, die mit dem Technologie-Scheck gedeckt werden, fallen unter die Pfeiler "Beratung" und "Coaching" des elektronischen Portfolios des Unternehmens.

§ 2. Die mittels des Technologie-Schecks beihilfefähigen Kosten sind:

1° in der Sondierungsphase:

a) erweiterte technologische Betreuung (mit Ausnahme der digitalen Technologie);

b) anfängliche Versuche, Berechnungen und Analysen;

2° in der Phase der technischen Durchführbarkeit:

a) Erstellung eines Lastenheftes (teilweise oder ganz) zwecks des Entwurfs und/oder der Anpassung von Produkten, Prozessen und Dienstleistungen sowie Unterstützung bei der Wahl eines oder mehrerer Diensteanbieter;

b) Validierung des Prozesses, des Produktes oder der Dienstleistung, das bzw. die entwickelt wurde, mittels der Durchführung von Versuchen und Analysen, Energiebilanzen, der Ausarbeitung von spezifischen Kontrollverfahren, der Optimierung von Testprotokollen und ihrer Validierung;

c) Herstellung von Prototypen zwecks der Durchführung von Labortests;

d) Forschungsarbeiten in Verbindung mit der Anpassung der Ergebnisse an die Besonderheiten des Unternehmens im Falle eines Technologietransfers;

3° in der Phase der Entwicklung neuer Produkte, Prozesse und Dienstleistungen:

a) Durchführung von Studien zur Bewertung des Lebenszyklus der neuen Produkte und zur Folgenabschätzung hinsichtlich der Nachhaltigkeit der entwickelten Prozesse, Produkte und Dienstleistungen;

b) Begleitung bei der Vorbereitung der Industrialisierung: Unterstützung bei der Ausarbeitung des technischen Lastenheftes, bei der Entwicklung von Produktionsflussdiagrammen und technischen Aufstellungsschemen, bei dem Entwurf der Verpackungsabläufe.

Die Leistungen müssen ganz in die Strategie der intelligenten Spezialisierung (S3) passen, die am 3. September 2015 von der Wallonischen Regierung genehmigt wurde.

Die gewählten Projekte müssen zu den erwarteten Ergebnissen der Maßnahme 2.2.1.2 des operationellen Programms EFRE 2014-2020 beitragen und dies innerhalb eines mit der Programmplanung vereinbaren Terminplans.

Den Projekten, die die Regel zur Aufhebung der Mittelbindung N+3 beachten, wird der Vorrang gegeben.

Die potentiellen positiven Auswirkungen sowohl auf die Akteure des Unternehmens als auf dessen Leistungen in Sachen Wettbewerbsfähigkeit, Innovation, Nachhaltigkeit oder Chancengleichheit (nicht kumulative Kriterien) müssen nachgewiesen werden.

Den Projekten, deren Ergebnisse oder messbare Auswirkungen kurz- oder mittelfristiger Art sind, und auf jeden Fall in einen Zeitplan passen, der die Dauer der Programmplanung nicht übertrifft, wird der Vorrang gegeben.

§ 3. Die beihilfefähigen Kosten im Sinne von Paragraph 2 dürfen nicht identisch sein.

Die Dienstleistungen in Bezug auf die beihilfefähigen Kosten nach Paragraph 2 müssen binnen zwölf Monaten ab der Zulässigkeit der Akte erbracht werden.

§ 4. Die Beihilfe beträgt höchstens fünfundsiebzig Prozent des Gesamtbetrags der beihilfefähigen Kosten, und der Höchstbetrag der öffentlichen Beteiligung an der Übernahme der beihilfefähigen Kosten nach Paragraph 2 ist 15.000 Euro.

Der Höchstbetrag der öffentlichen Beteiligung im Rahmen des Technologie-Schecks beläuft sich ebenfalls auf 15.000 Euro pro Jahr.

§ 5. Der Höchstbetrag der öffentlichen Beteiligung im Rahmen des Technologie-Schecks beläuft sich ebenfalls auf 45.000 Euro über drei Jahre.

§ 6. Ergänzend zu Artikel 10 fügt das Unternehmen die KMU-Bescheinigung nach Anhang 10 der Vereinbarung bei.

Art. 12 - Die Diensteanbieter müssen entweder zugelassene Forschungszentren sein im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. September 2008 über die Unterstützung der Forschung, der Entwicklung und der Innovation in der Wallonie, oder Forschungszentren mit einer getrennten Rechtspersönlichkeit, die von einer oder mehreren, in dem Dekret des Rates der Französischen Gemeinschaft vom 5. August 1995 zur Festlegung der allgemeinen Organisierung des Hochschulunterrichts in den Hochschulen oder in dem Dekret des Rates der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 27. Juni 2005 zur Schaffung einer autonomen Hochschule erwähnten Hochschulen abhängen. Die Liste dieser Zentren steht in Anhang 8.

Der Diensteanbieter kann bestimmte Teile seiner Leistung nur dann Subunternehmern anvertrauen, wenn dies zur ordnungsgemäßen Erfüllung seiner Leistung unerlässlich ist, und er nicht imstande ist, sie selbst durchzuführen. Die an Subunternehmer vergebenen Teile dürfen nicht mehr als 15 % des Preises der Leistung darstellen.

Art. 13 - Der Technologie-Scheck ist Gegenstand einer europäischen Mitfinanzierung (EFRE).

Abschnitt 3 — Der Scheck "geistiges Eigentum"

Art. 14 - § 1. Der Scheck "geistiges Eigentum" dient zur Förderung der Verwendung der (wissenschaftlichen und strategischen) Patentinformation zu Zwecken der technologischen Entwicklung.

Die beihilfefähigen Kosten, die mit dem Scheck "geistiges Eigentum" gedeckt werden, fallen unter den Pfeiler "Beratung" des elektronischen Portfolios des Unternehmens.

§ 2. Die mittels des Schecks "geistiges Eigentum" beihilfefähigen Kosten sind:

1° die Kosten für die Neuheitsrecherche zu Zwecken der Patentfähigkeit: diese Recherche wird vor der Hinterlegung eines Patentantrags geführt; sie ermöglicht es, zu bestimmen, ob die Erfindung patentfähig ist und ob sie vor einem kritischen Datum bekannt gemacht worden ist.

Sie besteht also darin, den Stand der Technik zu bestimmen, mit einer maximalen öffentlichen Beteiligung von 3.000 Euro pro Leistung;

2° die Recherche zu Zwecken der Bestimmung der Handlungsfreiheit: diese möglichst vollständige Studie besteht darin, zu prüfen, ob ein Produkt oder ein Prozess auf dem Markt frei benutzt werden kann.

Sie muss zum Zeitpunkt stattfinden, wo die technische Charakterisierung des Produktes, des Prozesses, der Zusammensetzung, ..., festgelegt wird, d.h. im Idealfall gerade vor der Vermarktung.

Die maximale öffentliche Beteiligung beläuft sich auf 6.000 Euro pro Leistung;

3° die Recherche nach Anfechtungsgründen: es handelt sich um die Suche nach Dokumenten, durch die nachwiesen werden kann, dass die Erfindung bereits besteht und durch ein bereits erstelltes Patent geschützt wird.

Sie besteht also darin, den Stand der Technik zu bestimmen, mit einer maximalen öffentlichen Beteiligung von 6.000 Euro pro Leistung;

4° Stand der Technik: es handelt sich um eine vollständige Suche nach allen Patenten und Dokumenten der Literatur (außer Patenten).

Diese Recherche konzentriert sich nicht auf eine einzige Erfindung, sondern sammelt alle Referenzen zu einem bestimmten technischen Bereich. Die maximale öffentliche Beteiligung beträgt 3.000 Euro pro Leistung;

5° Patent-Kartographie: es handelt sich um eine gründliche Untersuchung von Referenzen (die sich auf Patente beziehen oder nicht) zur Unterstützung bei dem Fassen von strategischen Business-Entscheidungen. Die maximale öffentliche Beteiligung beträgt 7.500 Euro pro Leistung;

6° Einführung einer Technologiebeobachtung: es handelt sich um den Ausbau einer Phase der Beobachtung der technologischen Entwicklungen einschließlich der Patente, die dem Business des antragstellenden Unternehmens angepasst ist, ohne jedoch deren weitere Verfolgung zu gewährleisten. Die maximale öffentliche Beteiligung beträgt 1.500 Euro pro Leistung;

Die Leistungen müssen ganz in die Strategie der intelligenten Spezialisierung (S3) passen, die am 3. September 2015 von der Wallonischen Regierung genehmigt wurde.

Die gewählten Projekte müssen zu den erwarteten Ergebnissen der Maßnahme 2.2.1.2 des operationellen Programms EFRE 2014-2020 beitragen und dies innerhalb eines mit der Programmplanung vereinbaren Terminplans.

Den Projekten, die die Regel zur Aufhebung der Mittelbindung N+3 beachten, wird der Vorrang gegeben.

Die potentiellen positiven Auswirkungen sowohl auf die Akteure des Unternehmens als auf dessen Leistungen in Sachen Wettbewerbsfähigkeit, Innovation, Nachhaltigkeit oder Chancengleichheit (nicht kumulative Kriterien) müssen nachgewiesen werden.

Den Projekten, deren Ergebnisse oder messbare Auswirkungen kurz- oder mittelfristiger Art sind, und auf jeden Fall in einen Zeitplan passen, der die Dauer der Programmplanung nicht übertrifft, wird der Vorrang gegeben.

§ 3. Die beihilfefähigen Kosten im Sinne von Paragraph 2 dürfen nicht identisch sein.

Die Dienstleistungen in Bezug auf die beihilfefähigen Kosten nach Paragraph 2 müssen binnen sechs Monaten ab der Zulässigkeit der Akte erbracht werden.

§ 4. Die Beihilfe beträgt höchstens fünfundsiebzig Prozent des Gesamtbetrags der beihilfefähigen Kosten, und der Höchstbetrag der öffentlichen Beteiligung an der Übernahme der beihilfefähigen Kosten nach Paragraph 2 ist 15.000 Euro.

Der Höchstbetrag der öffentlichen Beteiligung im Rahmen des Schecks "geistiges Eigentum" beläuft sich ebenfalls auf 15.000 Euro pro Jahr.

§ 5. Der Höchstbetrag der öffentlichen Beteiligung im Rahmen des Schecks "geistiges Eigentum" beläuft sich auf 45.000 Euro über drei Jahre.

§ 6. Ergänzend zu Artikel 10 fügt das Unternehmen die KMU-Bescheinigung nach Anhang 10 der Vereinbarung bei.

Art. 15 - Die Diensteanbieter sind entweder das Belgische Amt für geistiges Eigentum ("Office belge de la propriété intellectuelle" - OPRI), oder ein PATLIB (patent information centre), oder ein für Erfindungspatente zugelassener Vertreter.

Der Diensteanbieter darf die Leistung nicht an Subunternehmer weiter vergeben.

Art. 16 - Dieser Scheck ist Gegenstand einer europäischen Mitfinanzierung (EFRE).

Abschnitt 4 — Der Scheck "operative Exzellenz"

Art. 17 - Neben den nach Artikel 9 ausgeschlossenen Bereichen sind ebenfalls die in Anhang 9 aufgeführten Bereiche ausgeschlossen.

Art. 18 - § 1. Der Scheck "operative Exzellenz" dient zur Förderung der Methoden und Verfahren, durch welche die Leistungen des Unternehmens auf allen Ebenen verbessert werden können, dies zum Vorteil aller beteiligten Parteien: Kunden, Arbeitnehmer, Lieferanten, Partner und Aktionäre.

Die beihilfefähigen Kosten, die mit dem Scheck "operative Exzellenz" gedeckt werden, fallen unter die Pfeiler "Ausbildung", "Beratung" und "Coaching" des elektronischen Portfolios des Unternehmens.

§ 2. Die mittels des Schecks "operative Exzellenz" beihilfefähigen Kosten sind:

1° Kosten für die Analyse der Lage des Unternehmens, die Erstellung von Vorschlägen mit dem Detail der möglichen Fortschritte, die erwarteten Auswirkungen in Sachen Qualität, Service, Kosten und smart products einschließlich mittels digitaler Technologien und die Erstellung eines Plans zur Durchführung des Audits:

Kategorie	Beihilfehöchstintensität	Maximale öffentliche Beteiligung für die jeweils beihilfefähigen Kosten	Zeitraum, während dessen die Leistungen erbracht werden können	Maximale öffentliche Beteiligung pro Jahr	Maximale öffentliche Beteiligung über drei Jahre
Unternehmen	50%	15.000 Euro	Sechs Monate ab der Zulässigkeit der Akte	30.000 Euro	30.000 Euro
Starterunternehmen	75%	15.000 Euro			
Kleinstunternehmen	75%	15.000 Euro			
Unternehmen auf Wachstumspfad.	75%	15.000 Euro			

2° Kosten für Ausbildungen (Einführung bis Expertise) im Bereich der Praxis und Verfahren der operativen Exzellenz, der Grundsätze der Prozessverbesserung, wobei konkrete Szenarien und reelle Fälle (mindestens für die Hälfte der Ausbildungszeit) betont werden:

Kategorie	Beihilfehöchstintensität	Maximale öffentliche Beteiligung für die jeweils beihilfefähigen Kosten	Zeitraum, während dessen die Leistungen erbracht werden können	Maximale öffentliche Beteiligung pro Jahr	Maximale öffentliche Beteiligung über drei Jahre
Unternehmen	50%	10.000 Euro	Zwölf Monate ab der Zulässigkeit der Akte	20.000 Euro	20.000 Euro
Starterunternehmen	75%	10.000 Euro			
Kleinstunternehmen	75%	10.000 Euro			
Unternehmen auf Wachstumspfad.	75%	10.000 Euro			

3° Kosten für die Begleitung des Unternehmens bei der Umsetzung eines Plans zur operativen Exzellenz:

Kategorie	Beihilfehöchstintensität	Maximale öffentliche Beteiligung für die jeweils beihilfefähigen Kosten	Zeitraum, während dessen die Leistungen erbracht werden können	Maximale öffentliche Beteiligung pro Jahr	Maximale öffentliche Beteiligung über drei Jahre
Unternehmen	50%	60.000 Euro	Vierundzwanzig Monate ab der Zulässigkeit der Akte	60.000 Euro	60.000 Euro
Starterunternehmen	75%	60.000 Euro			
Kleinstunternehmen	75%	60.000 Euro			
Unternehmen auf Wachstumspfad.	75%	60.000 Euro			

§ 3. Der Tageshöchstsatz für Leistungen in Bezug auf die beihilfefähigen Kosten nach Paragraph 2 beläuft sich auf 750 Euro exkl. MwSt.

§ 4. Ergänzend zu Artikel 10 fügt das Unternehmen die von der OGD6 bestimmte KMU-Bescheinigung der Vereinbarung bei.

Art. 19 - Bis zum 31. Dezember 2017 sind die Diensteanbieter für die Schecks "operative Exzellenz" die im Rahmen von Artikel 32 des Dekrets zugelassenen Diensteanbieter.

Ab dem 1. Januar 2018 können nur die für die beihilfefähigen Kosten des Schecks "operative Exzellenz" zertifizierten Diensteanbieter nach Artikel 10 des Dekrets und Artikel 12 bis 14 des Erlasses Leistungen erbringen.

Abschnitt 5 — Der Scheck "strategisches Consulting"

Art. 20 - Neben den nach Artikel 9 ausgeschlossenen Bereichen sind für die Arten der beihilfefähigen Kosten nach Artikel 21 § 2 Ziffern 1 und 2 ebenfalls die in Anhang 9 aufgeführten Bereiche ausgeschlossen.

Art. 21 - § 1. Der Scheck "strategisches Consulting" dient zur Förderung der strategischen Analyse des Unternehmens - seine Stärken und seine Schwächen -, mit der Absicht, seine kommerziellen und Marketing-Leistungen zu entwickeln und zu verbessern.

Die beihilfefähigen Kosten, die mit dem Scheck "strategisches Consulting" gedeckt werden, fallen unter die Pfeiler "Ausbildung" und "Beratung" des elektronischen Portfolios des Unternehmens.

§ 2. Die mittels des Schecks "strategisches Consulting" beihilfefähigen Kosten sind:

1° Kosten für die Verbesserung oder die Entwicklung von kommerziellen und Marketing-Methoden, einschließlich der digitalen Technologien (Neuausrichtung des Unternehmens auf seinen Markt) und des Designs:

Kategorie	Beihilfehöchstintensität	Maximale öffentliche Beteiligung für die jeweils beihilfefähigen Kosten	Zeitraum, während dessen die Leistungen erbracht werden können	Maximale öffentliche Beteiligung pro Jahr	Maximale öffentliche Beteiligung über drei Jahre
Unternehmen	50%	20.000 Euro	Zwölf Monate ab der Zulässigkeit der Akte	20.000 Euro	40.000 Euro
Starterunternehmen	75%	20.000 Euro			
Kleinstunternehmen	75%	20.000 Euro			
Unternehmen auf Wachstumspfad.	75%	20.000 Euro			

2° Kosten in Verbindung mit einer relevanten Differenzierung der Produkte oder Dienstleistungen auf kommerzieller Ebene, einschließlich der Entwicklung neuer Geschäftsmodelle:

Kategorie	Beihilfehöchstintensität	Maximale öffentliche Beteiligung für die jeweils beihilfefähigen Kosten	Zeitraum, während dessen die Leistungen erbracht werden können	Maximale öffentliche Beteiligung pro Jahr	Maximale öffentliche Beteiligung über drei Jahre
Unternehmen	50%	20.000 Euro	Zwölf Monate ab der Zulässigkeit der Akte	20.000 Euro	40.000 Euro
Starterunternehmen	75%	20.000 Euro			
Kleinstunternehmen	75%	20.000 Euro			
Unternehmen auf Wachstumspfad.	75%	20.000 Euro			

3° Kosten für die Ausbildung in der Praxis der öffentlichen Aufträge, insbesondere mit Blick auf die Verbesserung der Identifizierung von Geschäftsmöglichkeiten, und die Einreichung von Angeboten (hauptsächlich anhand konkreter Fälle).

Die Dienstleistungen müssen binnen zwölf Monaten ab der Zulässigkeit der Akte erbracht werden.

Die Beihilfe beträgt höchstens fünfzig Prozent des Gesamtbetrags der beihilfefähigen Kosten, und der Höchstbetrag der öffentlichen Beteiligung an der Übernahme der beihilfefähigen Kosten ist 5.000 Euro über drei Jahre;

4° Kosten für eine spezialisierte Beratung im Bereich der öffentlichen Aufträge, um die Qualität der Leistungen in Bezug auf die Einreichung von Angeboten zu verbessern:

Kategorie	Beihilfehöchstintensität	Maximale öffentliche Beteiligung für die jeweils beihilfefähigen Kosten	Zeitraum, während dessen die Leistungen erbracht werden können	Maximale öffentliche Beteiligung pro Jahr	Maximale öffentliche Beteiligung über drei Jahre
Unternehmen	50%	10.000 Euro	Zwölf Monate ab der Zulässigkeit der Akte	10.000 Euro	20.000 Euro
Kleinstunternehmen	75%	10.000 Euro			

§ 3. Die beihilfefähigen Kosten im Sinne von Paragraph 2 dürfen nicht identisch sein.

§ 4. Der Tageshöchstsatz für Leistungen in Bezug auf die beihilfefähigen Kosten nach Paragraph 2 beläuft sich auf 750 Euro exkl. MwSt.

§ 5. Ergänzend zu Artikel 9 fügt das Unternehmen die von der OGD6 bestimmte KMU-Bescheinigung der Vereinbarung bei.

Art. 22 - Für die Schecks "strategisches Consulting" sind die Diensteanbieter bis zum 31. Dezember 2017:

1° für die beihilfefähigen Kosten nach Artikel 21 § 2 Ziffern 1 und 2: die im Rahmen des Artikels 32 des Dekrets zugelassenen Diensteanbieter;

2° für die beihilfefähigen Kosten nach Artikel 21 § 2 Ziffern 3 und 4: die von der OGD6 zeitweise zugelassenen Diensteanbieter.

Ab dem 1. Januar 2018 können nur die für die beihilfefähigen Kosten des Schecks "strategisches Consulting" zertifizierten Diensteanbieter nach Artikel 10 des Dekrets und Artikel 12 bis 14 des Erlasses Leistungen erbringen.

Abschnitt 6 — Der Scheck für die digitale Transformation und die Cyber-Sicherheit

Art. 23 - Neben den nach Artikel 9 ausgeschlossenen Bereichen sind ebenfalls die nachstehend aufgeführten Bereiche ausgeschlossen:

- 1° 61.10;
- 2° 61.20;
- 3° 61.30;
- 4° 62.01;
- 5° 62.02;
- 6° 62.03;
- 7° 62.09;
- 8° 63.12.

Art. 24 - § 1. Der Scheck für die digitale Transformation und die Cyber-Sicherheit dient zur Stärkung der digitalen Reife der Unternehmen zwecks der Verbesserung ihrer Wettbewerbsfähigkeit und Dauerhaftigkeit sowie zur Förderung der Entstehung und Verbreitung einer Zertifizierung für die Cyber-Sicherheit innerhalb der wallonischen Unternehmen.

Die beihilfefähigen Kosten, die vom Scheck für die digitale Transformation und die Cyber-Sicherheit gedeckt werden, fallen unter die Pfeiler "Beratung" und "Coaching" des elektronischen Portfolios des Unternehmens.

§ 2. Die mittels des Schecks für die digitale Transformation und die Cyber-Sicherheit beihilfefähigen Kosten sind:

1° Kosten für die Untersuchung der Bedürfnisse des Unternehmens in Sachen digitale Entwicklung (Audit im Bereich der digitalen Reife und Transformation):

Kategorie	Beihilfehchstintensität	Maximale öffentliche Beteiligung für die jeweils beihilfefähigen Kosten	Zeitraum, während dessen die Leistungen erbracht werden können	Maximale öffentliche Beteiligung pro Jahr	Maximale öffentliche Beteiligung über drei Jahre
Unternehmen	50%	10.000 Euro	Zwölf Monate ab der Zulässigkeit der Akte	20.000 Euro	20.000 Euro
Starterunternehmen	75%	15.000 Euro		30.000 Euro	30.000 Euro
Kleinstunternehmen	75%	15.000 Euro			

2° Kosten in Bezug auf die Begleitung des Unternehmens bei der Umsetzung der Maßnahmen zur Erfüllung der Bedürfnisse, die sich aus dem Audit im Bereich der digitalen Reife und Transformation ergeben:

Kategorie	Beihilfehchstintensität	Maximale öffentliche Beteiligung für die jeweils beihilfefähigen Kosten	Zeitraum, während dessen die Leistungen erbracht werden können	Maximale öffentliche Beteiligung pro Jahr	Maximale öffentliche Beteiligung über drei Jahre
Unternehmen	50%	20.000 Euro	Zwölf Monate ab der Zulässigkeit der Akte	40.000 Euro	60.000 Euro
Starterunternehmen	75%	30.000 Euro		60.000 Euro	60.000 Euro
Kleinstunternehmen	75%	30.000 Euro			

3° Kosten für die Einführung einer Politik der Cyber-Sicherheit (ab dem Audit bis zur Vorbereitung des Lastenheftes):

Kategorie	Beihilfehchstintensität	Maximale öffentliche Beteiligung für die jeweils beihilfefähigen Kosten	Zeitraum, während dessen die Leistungen erbracht werden können	Maximale öffentliche Beteiligung pro Jahr für die jeweils beihilfefähigen Kosten	Maximale öffentliche Beteiligung über drei Jahre pro Kategorie von Leistungen
Unternehmen	50%	10.000 Euro	Sechs Monate ab der Zulässigkeit der Akte	20.000 Euro	20.000 Euro
Kleinstunternehmen	75%	10.000 Euro			

4° die Übernahme der Kosten für die Anmeldung und die Mitgliedschaft in Coworking-Spaces auf dem Wallonischen Gebiet.

Die Beihilfe, die Starterunternehmen vorbehalten ist, beträgt höchstens fünfzig Prozent des Gesamtbetrags der beihilfefähigen Kosten, und der Höchstbetrag der öffentlichen Beteiligung an der Übernahme der beihilfefähigen Kosten ist 1.500 Euro pro Jahr und 3.000 Euro über drei Jahre.

5° Kosten für das Audit und die Bewertung der Lage des Unternehmens, was die Cyber-Sicherheit angeht, zwecks der Erlangung einer Zertifizierung.

Die Beihilfe beträgt höchstens fünfundsiebzig Prozent des Gesamtbetrags der beihilfefähigen Kosten, und der Höchstbetrag der öffentlichen Beteiligung an der Übernahme der beihilfefähigen Kosten ist 2.500 Euro über drei Jahre. Die Dienstleistungen müssen binnen drei Monaten ab der Zulässigkeit der Akte erbracht werden.

§ 3. Die beihilfefähigen Kosten im Sinne von Paragraf 2 dürfen nicht identisch sein.

§ 4. Was die beihilfefähigen Kosten im Sinne von Paragraf 2 Ziffer 2 betrifft, kann die Akte zusätzlich zu Artikel 10 ebenfalls das Audit im Bereich der digitalen Reife und Transformation betreffen.

§ 5. Ergänzend zu Artikel 10 fügt das Unternehmen die von der OGD6 bestimmte KMU-Bescheinigung der Vereinbarung bei.

Art. 25 - Bis zum 31. Dezember 2017 sind die Diensteanbieter für die Schecks für die digitale Transformation und die Cyber-Sicherheit:

1° für die beihilfefähigen Kosten nach Artikel 24 § 2 Ziffern 1 und 2: die im Rahmen des Artikels 34 des Dekrets zugelassenen Diensteanbieter;

2° für die beihilfefähigen Kosten nach Artikel 24 § 2 Ziffern 3 und 5: die von der OGD6 zeitweise zugelassenen Diensteanbieter;

3° für die beihilfefähigen Kosten nach Artikel 24 § 2 Ziffer 4: die von der Wallonischen Regierung anerkannten Coworking-Spaces.

Ab dem 1. Januar 2018 und mit Ausnahme der von der Wallonischen Regierung anerkannten Coworking-Spaces können nur die von der OGD6 nach Stellungnahme des Referenzzentrums zertifizierten Diensteanbieter für die beihilfefähigen Kosten in Bezug auf den Scheck für die digitale Transformation und die Cyber-Sicherheit nach Artikel 10 des Dekrets und Artikel 12 bis 14 des Erlasses Leistungen erbringen.

Abschnitt 7 — Der Scheck für die Unternehmensübertragung

Art. 26 - Neben den nach Artikel 9 ausgeschlossenen Bereichen sind für die beihilfefähigen Kosten nach Artikel 27 § 2 Ziffer 2 ebenfalls die in Anhang 9 aufgeführten Bereiche ausgeschlossen.

Art. 27 - § 1. Der Scheck für die Unternehmensübertragung dient zur Förderung der Übertragung des Unternehmens durch einen Überlasser oder einen Übernehmer.

Die beihilfefähigen Kosten, die vom Scheck für die Unternehmensübertragung gedeckt werden, fallen unter die Pfeiler "Beratung" und "Coaching" des elektronischen Portfolios des Unternehmens.

§ 2. Die Arten der mittels des Schecks für die Unternehmensübertragung beihilfefähigen Kosten sind:

1° Kosten für die Diagnose zur Unternehmensübertragung.

Die Diagnose zur Unternehmensübertragung muss binnen sechs Monaten ab der Zulässigkeit der Akte vorgenommen werden.

Die Beihilfe beträgt höchstens fünfundsiebzig Prozent des Gesamtbetrags der beihilfefähigen Kosten, und der Höchstbetrag der öffentlichen Beteiligung an der Übernahme der beihilfefähigen Kosten ist 3.500 Euro pro Jahr und höchstens 7.000 Euro über drei Jahre;

2° Beratungskosten (für eine zusätzlich zur Übertragungsdiaagnose durchgeführte Beratung) in Verbindung mit der Abtretung / Übernahme eines Unternehmens; es handelt sich z.B. um die Bewertung des Unternehmens, die Suche nach einem Übernehmer, die Erstellung des Abtretungsvertrags, die Rechtsberatung (mit Ausnahme der Steuerberatung), die Durchführung von Finanz-, Sozial-, oder Umweltaudits, ...

Kategorie	Beihilfehöchstintensität	Maximale öffentliche Beteiligung für die jeweils beihilfefähigen Kosten	Zeitraum, während dessen die Leistungen erbracht werden können	Maximale öffentliche Beteiligung pro Jahr für die jeweils beihilfefähigen Kosten	Maximale öffentliche Beteiligung über drei Jahre pro Kategorie von Leistungen
Unternehmen	50%	15.000 Euro	Sechsendreißig Monate ab der Zulässigkeit der Akte	15.000 Euro	15.000 Euro
Kleinstunternehmen	75%	15.000 Euro			

§ 3. Die beihilfefähigen Kosten im Sinne von Paragraf 2 dürfen nicht identische und wiederkehrende Kosten sein.

§ 4. Was die beihilfefähigen Kosten im Sinne von Paragraf 2 Ziffer 2 betrifft, umfasst die Akte zusätzlich zu Artikel 10 ebenfalls die Diagnose zur Unternehmensübertragung.

§ 5. Ergänzend zu Artikel 10 fügt das Unternehmen die von der OGD6 bestimmte KMU-Bescheinigung der Vereinbarung bei.

§ 6. Im Rahmen der Diagnose zur Unternehmensübertragung nimmt das Unternehmen zunächst mit der SOWACCESS Kontakt auf, die ihm die Diensteanbieter für die Durchführung der Diagnose vorschlagen wird.

Art. 28 - Für die Schecks für die Unternehmensübertragung sind die Diensteanbieter bis zum 31. Dezember 2017:

1° für die beihilfefähigen Kosten nach Artikel 27 § 2 Ziffer 1: die von der SOWACCESS zugelassenen Diensteanbieter;

2° für die beihilfefähigen Kosten nach Artikel 27 § 2 Ziffer 2: die im Rahmen des Artikels 32 des Dekrets für die Unternehmensübertragung zugelassenen Diensteanbieter sowie die von der SOWACCESS zugelassenen Diensteanbieter.

Ab dem 1. Januar 2018 können nur die von der OGD6 nach Stellungnahme des Referenzzentrums zertifizierten Diensteanbieter für die beihilfefähigen Kosten in Bezug auf den Scheck für die Unternehmensübertragung nach Artikel 10 des Dekrets und Artikel 12 bis 14 des Erlasses, nach einer spezifischen Stellungnahme der SOWACCESS Leistungen erbringen.

**Titel 3 — Für die internationale Expansion bestimmte Schecks des integrierten Portfolios,
die von der Wallonischen Agentur für Export und ausländische Investitionen verwaltet werden**

KAPITEL I — *Allgemeine Bestimmungen*

Art. 29 - Zur Anwendung des vorliegenden Titels gelten die folgenden Definitionen:

1° Trader: jedes Unternehmen, das sich ausschließlich mit Import-Export, Vertrieb, Vermarktung oder Verkauf beschäftigt, wobei diese Tätigkeiten sich jedes Mal auf Waren oder Dienstleistungen beziehen, die hauptsächlich außerhalb des Gebiets der Wallonischen Region entstanden sind;

2° Schecks für die internationale Expansion: entmaterialisierte elektronische Zahlungsmittel zur Entlohnung der Dienstleistungen, die von Diensteanbietern erbracht werden, die nach Stellungnahme des Referenzzentrums von der AWEX zertifiziert worden sind, und die Unternehmen zwecks ihrer internationalen Expansion betreuen, und folgende Leistungen betreffen:

- a) Unterstützung durch Beratung: in den Bereichen Außenhandel, Design für den Export und Webmarketing;
- b) Coaching für internationale Partnerschaften;
- c) Beratung auf dem Gebiet der Expertise für Außenmärkte;
- d) Sprachkurse.

Art. 30 - Die Schecks für die internationale Expansion gelten als *De-Minimis*-Beihilfen im Sinne der Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 der Kommission vom 18. Dezember 2013 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf *De-Minimis*-Beihilfen.

In Übereinstimmung mit Artikel 1 Ziffer 1 Buchstabe d der *De-Minimis*-Verordnung dürfen diese Beihilfen nicht zur Finanzierung des Aufbaus und des Betriebs eines Vertriebsnetzes oder anderer laufender Ausgaben einer Exporttätigkeit dienen.

KAPITEL II — *Gemeinsame Bedingungen für die Schecks für die internationale Expansion*

Art. 31 - Die Schecks für die internationale Expansion werden den Unternehmen zu Zwecken des Ausbaus von international ausgerichteten Geschäften vorbehalten.

Ein Diensteanbieter darf keine Leistungen im Sinne des vorliegenden Titels für ein Unternehmen erbringen, in dessen Verwaltung und/oder Kontrolle er irgendeine Rolle spielt.

Art. 32 - § 1. Das Unternehmen, das die Schecks für die internationale Expansion in Anspruch nehmen will, muss eine Tätigkeit ausüben, die in Übereinstimmung mit Artikel 1 der *De-Minimis*-Verordnung nicht einem der nachstehend angeführten, ausgeschlossenen Wirtschaftsbereichen angehört:

1° Fischerei und Aquakultur (NACE-BEL 2008-Kode : 03.) ;

2° Primärerzeugung von landwirtschaftlichen Erzeugnissen (NACE-BEL 2008-Kode: 01.1 bis 01.5);

3° Verarbeitung und Vermarktung landwirtschaftlicher Erzeugnisse, wenn

a) der Betrag der Beihilfe auf der Grundlage des Preises oder der Menge der Produkte dieser Art festgelegt wird, die bei Primärerzeugern gekauft werden oder von den betreffenden Unternehmen vermarktet werden;

b) die Beihilfe zur Bedingung hat, dass sie teilweise oder ganz Primärerzeugern abgetreten wird.

§ 2. Das Unternehmen, das die Schecks für die internationale Expansion in Anspruch nehmen will, darf nicht ein Trader oder eine Holdinggesellschaft sein.

Art. 33 - Der Antrag auf einen Scheck für die internationale Expansion enthält mindestens die in Anhang 4 aufgeführten Informationen.

Die Vereinbarung zwischen dem Unternehmen und dem Diensteanbieter enthält mindestens die in Anhang 5 aufgeführten Informationen.

Die *De-Minimis*-Bescheinigung nach Anhang 6 und die von der AWEX bestimmte KMU-Bescheinigung werden ebenfalls der Vereinbarung beigelegt.

Der Leistungsbericht enthält mindestens die in Anhang 7 aufgeführten Informationen.

Art. 34 - § 1. Die AWEX schätzt den realistischen Charakter dieses Mehrwerts für die wallonische Wirtschaft ein, gegebenenfalls indem sie die Regionalbüros der Verwaltung oder die Mitglieder ihres Netzes im Ausland zwecks einer Stellungnahme heranzieht.

§ 2. Das internationale Projekt muss den nationalen und internationalen Normen genügen, die für den beruflichen Sektor des Unternehmens gelten, worunter auch den eventuellen berufsethischen Regeln.

Art. 35 - Die beihilfefähigen Kosten, die von dem Scheck für die internationale Expansion gedeckt werden, dürfen nicht mit denjenigen identisch sein, die durch eine andere Beihilfe gedeckt werden, was deren Quelle, Form oder Zweck auch ist, wenn diese Kumulierung zu einer Überschreitung der Intensität der Beihilfe führt.

KAPITEL III — *Spezifische Bedingungen für die Beihilfen mittels Schecks für die internationale Expansion**Abschnitt 1 — Spezifische Bedingungen für die Beihilfen für die Unterstützung durch Beratung*

Art. 36 - § 1. Die Beihilfen mittels der in vorliegendem Abschnitt erwähnten Schecks des elektronischen Portfolios decken die beihilfefähigen Kosten der Beihilfen zur Unterstützung durch Beratung in Verbindung mit Beratungsdiensten für Außenhandel, Webmarketing oder Exportdesign, die zur Einführung eines neuen Produkts oder zur Einführung eines bestehenden Produkts in einen neuen ausländischen Markt erforderlich sind.

§ 2. Die Beratungsdienste für den Außenhandel betreffen:

- den Aufbau oder die Neustrukturierung eines Exportdienstes;
- die Durchführung von Marktuntersuchungen und die Markterforschung;
- den Erwerb von Sachwissen für die Teilnahme an internationalen Angebotsaufrufen und Finanzierungen;
- die Suche nach Partnern und den Abschluss von internationalen Partnerschaften.

§ 3. Die Beratungsdienste für das Webmarketing betreffen Leistungen zur Analyse und Beratung zwecks der Ausarbeitung einer exportorientierten Webstrategie.

§ 4. Die Beratungsdienste für das Exportdesign betreffen:

- die auf den Export ausgerichtete Gestaltung des Markenimages des Unternehmens, der Produkte bzw. Dienstleistungen ;
- die Gestaltung einer grafischen Charta für den Export;
- die Anpassung des Designs bestehender Produkte und Dienstleistungen an die Besonderheiten von ausländischen Märkten.

Art. 37 - Die beihilfefähigen Kosten sind ausschließlich das Honorar des bzw. der Diensteanbieter, den bzw. die das Unternehmen unter den Experten auswählt, die nach Stellungnahme des Referenzzentrums von der AWEX zertifiziert worden sind, und die Letztere dem Unternehmen vorschlägt.

Die Gesamtkosten für die Beratung müssen niedriger als die Summe des Eigenkapitals des Unternehmens und seiner Verbindlichkeiten mit einer Laufzeit von über einem Jahr sein.

Der bzw. die für die Erbringung der Leistung ausgewählten Diensteanbieter dürfen nicht bereits im Unternehmen im Rahmen eines anderen von der AWEX oder der Wallonischen Region bezuschussten Einsatzes gearbeitet haben.

Die Einsätze, die von der AWEX oder der Wallonischen Region vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses bezuschusst wurden, werden bei der Anwendung dieser Regel mit einbezogen.

Von der im vorigen Absatz erwähnten Regel kann die AWEX abweichen, wenn keine anderen zugelassenen Experten für das Projekt des Unternehmens zur Verfügung stehen.

Art. 38 - Die Leistungen für die Beratung in den Bereichen Außenhandel, Webmarketing oder Design für den Export müssen innerhalb vierundzwanzig Monaten ab der Zulässigkeit der Akte erbracht werden.

Art. 39 - § 1. Der Prozentsatz der Beihilfe in Bezug auf die beihilfefähigen Kosten des vorliegenden Abschnitts ist fünfzig Prozent.

Die Beteiligung des Unternehmens an der Übernahme der beihilfefähigen Kosten ist fünfzig Prozent.

§ 2. Der Tageshöchstsatz für Leistungen in Bezug auf die beihilfefähigen Kosten im Sinne des vorliegenden Abschnitts beläuft sich auf 750 Euro exkl. MwSt.

§ 3. Bei Rückgriff auf die zertifizierten Experten für eine Beratung in Sachen Webmarketing kann der Zuschuss höchstens fünf Arbeitstage abdecken.

§ 4. Die öffentliche Beteiligung für die Beihilfen für die Unterstützung durch Beratung kann die Obergrenze für 25.000 Euro über drei Jahre pro Unternehmen nicht überschreiten.

Dieser Höchstbetrag wird auf 37.500 Euro pro Unternehmen über drei Jahre erhöht, wenn es sich beim Unternehmen um ein "Starter"-Unternehmen handelt.

Art. 40 - Die zertifizierten Diensteanbieter bieten Beratungsdienste in Sachen Außenhandel, Webmarketing und internationales Design an.

Abschnitt 2 — Besondere Bedingungen für das Coaching für internationale Partnerschaften

Art. 41 - Die Beihilfe im Sinne des vorliegenden Abschnitts deckt die beihilfefähigen Kosten für einen Coach für internationale Partnerschaften, den das Unternehmen aus der Liste der Coaches wählt, die nach Stellungnahme des Referenzzentrums von der AWEX zertifiziert worden sind.

Die beihilfefähigen Kosten sind das Honorar außer MwSt. des oder der von dem Unternehmen gewählten Coaches.

Bei der Verwendung der Schecks für ein bestimmtes internationales Projekt darf das Unternehmen nicht mehr als zwei verschiedene Coaches pro Jahr heranziehen.

Art. 42 - Die Dienstleistungen im Rahmen des Coachings für internationale Partnerschaften müssen binnen zwölf Monaten ab der Zulässigkeit der Akte erbracht werden.

Art. 43 - § 1. Der Prozentsatz der Beihilfe in Bezug auf die beihilfefähigen Kosten des vorliegenden Abschnitts ist hundert Prozent.

§ 2. Der Tageshöchstsatz für Leistungen in Bezug auf die beihilfefähigen Kosten im Sinne des vorliegenden Abschnitts beläuft sich auf 1.000 Euro exkl. MwSt.

Ein Unternehmen kann nicht mehr als fünf Tage pro Jahr für das Coaching für internationale Partnerschaften in Anspruch nehmen.

§ 3. Die öffentliche Beteiligung kann die Obergrenze für 5.000 Euro pro Jahr und pro Unternehmen und von 15.000 Euro über drei Jahre nicht überschreiten.

Abschnitt 3 — Spezifische Bedingungen für die Beratung auf dem Gebiet der Expertise für Außenmärkte

Art. 44 - Die in dem vorliegenden Abschnitt erwähnte Beihilfe deckt die beihilfefähigen Kosten für zugelassene Experten, die für eine punktuelle Leistung in Verbindung mit einem Projekt auf internationaler Ebene, d.h. die Erarbeitung eines strategischen Plans im Ausland oder die Lösung eines spezifischen Problems im Ausland, insbesondere in juristischen oder logistischen Angelegenheiten oder in Sachen Kommunikation oder Webmarketing herangezogen werden.

Die beihilfefähigen Kosten sind nur das Honorar, exkl. MwSt., des bzw. der Experten für Außenmärkte, der bzw. die von dem Unternehmen unter den zertifizierten, von der Verwaltung dem Unternehmen vorgeschlagenen Experten gewählt wird bzw. werden.

Art. 45 - Die Dienstleistungen auf dem Gebiet der Expertise für Außenmärkte müssen binnen sechs Monaten ab der Zulässigkeit der Akte erbracht werden.

Art. 46 - § 1. Der Prozentsatz der Beihilfe in Bezug auf die beihilfefähigen Kosten des vorliegenden Abschnitts ist hundert Prozent.

§ 2. Der Tageshöchstsatz für Leistungen in Bezug auf die beihilfefähigen Kosten im Sinne des vorliegenden Abschnitts beläuft sich auf 750 Euro exkl. MwSt.

Die Leistung darf keinen Einsatz betreffen, der mehr als drei Arbeitstage pro Jahr darstellt.

§ 3. Die öffentliche Beteiligung kann die Obergrenze für 2.250 Euro pro Jahr und pro Unternehmen und von 6.750 über drei Jahre nicht überschreiten.

Art. 47 - Das Unternehmen, das einen Zuschuss im Sinne des vorliegenden Abschnitts beantragt, muss zudem ein Kleinunternehmen sein.

Abschnitt 4 — Spezifische Bedingungen für die Sprachkurse

Art. 48 - Die Beihilfe deckt die beihilfefähigen Kosten in Verbindung mit Sprachkursen zu Zwecken einer effizienten Erschließung von internationalen Märkten.

Die beihilfefähigen Kosten entsprechen dem Gesamtbetrag des dem bzw. den Ausbildern gezahlten Preises exkl. MwSt.

Der bzw. die Ausbildung müssen zudem von der AWEX nach Stellungnahme des Referenzzentrums zertifiziert sein.

Die AWEX legt die zusätzlichen Bedingungen für die Zertifizierung der Sprachausbilder fest. Diese werden auf ihrer Website veröffentlicht.

Art. 49 - Die Sprachausbildungen müssen binnen zwölf Monaten ab der Zulässigkeit der Akte durchgeführt werden.

Art. 50 - § 1. Der Prozentsatz der Beihilfe in Bezug auf die zulässigen Kosten des vorliegenden Abschnitts ist fünfzig Prozent.

Die Beteiligung des Unternehmens an der Übernahme der zulässigen Kosten ist fünfzig Prozent.

§ 2. Die öffentliche Beteiligung kann die Obergrenze für 1.000 Euro pro Jahr und pro Unternehmen und von 3.000 Euro über drei Jahre nicht überschreiten.

Art. 51 - Der vorliegende Ministerielle Erlass wird am 1. März 2017 wirksam.

In Abweichung von Absatz 1

1° werden die Artikel 5 bis 6, 11 bis 16 und 26 bis 28 am 1. April 2017 wirksam;

2° werden die Artikel 7, 8 und 29 bis 50 am 1. Mai 2017 wirksam.

Namur, den 8. März 2017.

ANHANG 1**Scheckantrag**

Ort und Datum

Name des Projektträgers

Anschrift

Konto Nr.

Der Unterzeichnete bescheinigt:

- dass er die Beihilfe beantragt
- die Kenntnisnahme der Beschreibung des Schecks (+ Annahme und Verpflichtung, ihn zu beachten)

Unterschrift des Projektträgers

Name, Vorname

ANHANG 2**Vereinbarung**

Ort und Datum

Name des Diensteanbieters:

Anschrift

Unternehmensnummer:

Name des Empfängerunternehmens:

Vertreten durch:

Anschrift

Referenz der Leistung:

Art:

Beschreibung:

	Betrag exkl. MwSt.
Gesamt	€
Beantragt	€
Anteil zu Lasten des Empfängers	€

Ablaufdatum des Angebots:

Unterschrift des Empfängerunternehmens und des Diensteanbieters

Für jeden der Unterzeichneten, Name, Vorname und Eigenschaft

ANHANG 3**Leistungsbericht**

Ort und Datum

Name des Diensteanbieters:

Anschrift

Unternehmensnummer:

Name des Projektträgers:

Anschrift

Referenz der Leistung:

Titel:

Art:

Beschreibung:

Rechnungsdatum:

Betrag der Rechnung exkl. MwSt.:

Unterschrift des Projektträgers und des Diensteanbieters:

Für jeden der Unterzeichneten, Name, Vorname und Eigenschaft

Beantragte Anhänge

- Falls Ausbildung: Anwesenheitsliste mit Datum und Unterschriften
- Bei Vergabe an Subunternehmer, Kopie der Zufriedenheitsbefragung
- Rechnung

ANHANG 4**Scheckantrag**

Ort und Datum

Name des Empfängerunternehmens

Anschrift

ZDU

NACE-Kode

Konto Nr.

Der oder die Unterzeichneten, **Vorname, NAME,**

1. bescheinigen, dass sie ermächtigt sind, das **Unternehmen** zu vertreten in Bezug auf alle Elemente des vorliegenden Dokumentes;
2. beantragen im Namen des **Unternehmens** die Gewährung von Unternehmensschecks zur Deckung der Leistung, die Gegenstand der Vereinbarung ist, und zwar in Höhe ihres Betrags;
3. bescheinigen die Kenntnisnahme der Regelung des Systems zur Gewährung von Unternehmensschecks und erklären, dass sie dieser Regelung beitreten und verpflichten sich, diese zu beachten;
4. bescheinigen, dass die unter Punkt 2) erwähnte Leistung zugunsten des **Unternehmens** erfolgt;
5. bescheinigen, dass das **Unternehmen** die Eigenschaft eines KMU nach Anhang 1 zur Verordnung (EU) Nr. 651/2014 der Kommission vom 17. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union, veröffentlicht im Amtsblatt Nr. L187 vom 26. Juni 2014 besitzt;
6. haben zur Kenntnis genommen, dass der vorliegende Antrag auf Beteiligung den Bestimmungen der Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 der Kommission vom 18. Dezember 2013 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf *De-minimis*-Beihilfen (Amtsblatt Nr. L352 vom 24. Dezember 2013), allgemein *De-minimis*-Verordnung¹ genannt, unterliegt.

Unterschrift des Empfängerunternehmens

Name, Vorname und Eigenschaft:

¹ http://eur-lex.europa.eu/legal-content/DE/TXT/?qid=1435067925417&uri=URISERV:0802_2

ANHANG 5**Vereinbarung**

Ort und Datum

Name des Diensteanbieters:

Anschrift

Unternehmensnummer:

Name des Empfängerunternehmens:

Unternehmensnummer:

vertreten durch:

Anschrift

Referenz der Leistung:

Art:

Beschreibung:

	Betrag exkl. MWSt.
Gesamt	€
Beantragt	€
Anteil zu Lasten des Empfängers	€

Ablaufdatum des Angebots:

Unterschrift des Empfängerunternehmens und des Diensteanbieters

Für jeden der Unterzeichneten, Name, Vorname und Eigenschaft

ANHANG 6**EHRENWÖRTLICHE ERKLÄRUNG DES UNTERNEHMENS**
Bereits gewährte und zukünftige *De-minimis*-Beihilfen**1. Allgemeine Auskünfte**

Unternehmensnummer

□□□□-□□□□-□□□□

*Ein Unternehmen, das Personal beschäftigt, muss eine Unternehmensnummer besitzen. Diese Angabe ist obligatorisch. Wird diese Nummer nicht angegeben, kann ihr Antrag nicht bearbeitet werden.***1.2. Art des Unternehmens** **Natürliche Person** (Selbständige(r))

Herr/Frau (Name und Vorname)

Geburtsdatum □□/□□/□□

 Juristische Person (Gesellschaft)

Bezeichnung der Gesellschaft

Rechtsform

1.3. Anschrift

Anschrift Nummer □□□□ Briefkasten □□

Postleitzahl □□□□ Ortschaft Land

Telefon □□□□□□□□□□ Fax □□□□□□□□□□ GSM □□□□□□□□□□

E-Mail@.....

1.4. Bankverbindung

Vollständige Bezeichnung des Kontos

 'klassische' Nummer

□□□-□□□□□□□□-□□

 IBAN-Nummer

IBAN BIC.....

2. Kontaktperson

Herr/Frau (Name und Vorname)

Eigenschaft innerhalb des Unternehmens

Anschrift Nummer □□□□ Briefkasten □□

Postleitzahl □□□□ Ortschaft Land

Telefon □□□□□□□□□□ Fax □□□□□□□□□□ GSM □□□□□□□□□□

E-Mail@.....

3. Anteile und Zusammenstellung des Kapitals**3.1. Faktische oder rechtliche Anteile an anderen Unternehmen**

Besitzt das antragstellende Unternehmen Anteile in anderen Unternehmen oder Unternehmensvereinigungen, so dass sie gemeinsam als "einziges Unternehmen"² gewertet werden können, ist die nachfolgende Tabelle auszufüllen.

Unternehmensnummer	Bezeichnung/Gesellschaftszweck	Rechtsform	Anteil im Kapital
□□□□-□□□□-□□□□%
□□□□-□□□□-□□□□%
□□□□-□□□□-□□□□%
□□□□-□□□□-□□□□%

3.2. An das antragstellende Unternehmen gebundene Unternehmen

Die folgende Tabelle ist auszufüllen, falls ein Unternehmen:

- die Mehrheit der Stimmenanteile der Aktionäre oder Gesellschafter des antragstellenden Unternehmens besitzt, ODER;
- die Mehrheit der Mitglieder des Verwaltungs-, Leistungs- oder Aufsichtsorgans des antragstellenden Unternehmens ernennen oder abberufen kann, ODER;
- einen beherrschenden Einfluss auf das antragstellende Unternehmen ausüben kann im Rahmen eines mit diesem Unternehmen geschlossenen Vertrags oder einer Klausel seiner Satzungen, ODER;
- aufgrund eines mit anderen Aktionären oder Gesellschaftern des antragstellenden Unternehmens geschlossenen Abkommens die Mehrheit der Stimmenanteile der Aktionäre oder Gesellschafter alleine kontrolliert.

Unternehmensnummer	Bezeichnung/Gesellschaftszweck	Rechtsform	Fall a), b), c) oder d)
□□□□-□□□□-□□□□%
□□□□-□□□□-□□□□%
□□□□-□□□□-□□□□%
□□□□-□□□□-□□□□%

4. Tätigkeiten des Unternehmens

Manche Wirtschaftszweige sind von der *De-minimis*-Regelung ausgeschlossen. Damit wir sicherstellen können, dass Ihr Unternehmen nicht in einem dieser Wirtschaftszweige tätig ist, ist die folgende Tabelle auszufüllen:

NACE-Codes 2008 ³	Beschreibung Ihrer Aktivitäten	Prozentsatz des Umsatzes
□□□□□%
	

² Hier handelt es sich insbesondere um die Unternehmen, deren Verbindung darauf zurückzuführen ist, dass eines der Unternehmen aufgrund eines Vertrags oder einer Klausel der Satzungen über die Mehrheit der Stimmrechte verfügt oder einen beherrschenden Einfluss auf die Tätigkeit des anderen Unternehmens ausüben kann.

³ Ist Ihnen der NACE-Kode Ihrer Aktivitäten nicht bekannt, können Sie unter folgenden Adresse ein Dokument, das die NACE-Codes 2008 umfasst, herunterladen: http://economie.fgov.be/fr/binaries/nacebel%202008%20FR-NL-DE_tcm326-246794.xls

□□□□□%
□□□□□%
□□□□□%

5. Informationen über die *De-minimis*-Beihilfen

Für jede neue gewährte "*De-minimis*"-Beihilfe ist der Gesamtbetrag der "*De-minimis*"-Beihilfen zu berücksichtigen, die im Laufe des betreffenden Steuerjahres sowie im Laufe der letzten zwei Steuerjahre gewährt wurden, um zu beurteilen, ob der kumulierte Betrag dieser Beihilfen den in der "*De-minimis*"-Regelung festgelegten Höchstbetrag nicht übersteigt.

Obwohl die *De-minimis*-Beihilfen in ihrer großen Mehrheit durch die Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf *De-minimis*-Beihilfen⁴ geregelt werden, so gibt es parallel dazu spezifische "*De-minimis*"-Regelungen in den Bereichen Landwirtschaft⁵, Fischfang und Aquakultur⁶ sowie im Bereich der Dienstleistungen von allgemeinem wirtschaftlichem Interesse (DAWI)⁷. Falls das Unternehmen in einem dieser Bereiche tätig ist, sind die vorerwähnten spezifischen Regelungen beim Ausfüllen der nachstehenden Tabelle zu berücksichtigen.

Um zu prüfen, ob der in diesen Regelungen festgelegte Höchstbetrag nicht überschritten wird, füllen Sie die nachstehende Tabelle über die Ihnen bereits gewährten "*De-minimis*"-Beihilfen sowie die "*De-minimis*"-Beihilfen in Bearbeitung aus, **wobei Sie das oben unter Punkt 3⁸ erläuterte Konzept des einzigen Unternehmens berücksichtigen:**

⁴ Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf *De-minimis*-Beihilfen, Amtsblatt der EU Nr. L 352 vom 24. Dezember 2013, S.1.

⁵ Verordnung (EU) Nr. 1408/2013 der Kommission vom 18. Dezember 2013 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf *De-minimis*-Beihilfen im Agrarsektor, Amtsblatt der EU Nr. L 352 vom 24. Dezember 2013, S.9.

⁶ Verordnung (EU) Nr. 717/2014 der Kommission vom 27. Juni 2014 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf *De-minimis*-Beihilfen im Fischerei- und Aquakultursektor, Amtsblatt der EU Nr. L 190 vom 28. Juni 2014, S.45.

⁷ Verordnung (EU) Nr. 360/2012 der Kommission vom 25. April 2012 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf *De-minimis*-Beihilfen an Unternehmen, die Dienstleistungen von allgemeinem wirtschaftlichem Interesse erbringen, Amtsblatt der EU Nr. L 114 vom 26. April 2012, S.8.

⁸ Betroffen sind also sowohl die bezuschusste Einheit, als auch die anderen verbundenen Einheiten, so dass sie gemeinsam das "einzigste Unternehmen" bilden.

Bereits gewährte Beihilfen:

Datum des Beschlusses	Bezuschusste Einheit	Auf den Antrag anwendbare "De-minimis"-Regelung	Gegenstand der Beihilfe	Bezuschussende Instanz	Referenz	Betrag in Euro
□□/□□/□□		<input type="checkbox"/> Allgemein <input type="checkbox"/> Fischfang <input type="checkbox"/> Landwirtschaft <input type="checkbox"/> DAWI	.............................................			...EUR
□□/□□/□□		<input type="checkbox"/> Allgemein <input type="checkbox"/> Fischfang <input type="checkbox"/> Landwirtschaft <input type="checkbox"/> DAWI	.............................................			...EUR
□□/□□/□□		<input type="checkbox"/> Allgemein <input type="checkbox"/> Fischfang <input type="checkbox"/> Landwirtschaft <input type="checkbox"/> DAWI	.............................................			...EUR
□□/□□/□□		<input type="checkbox"/> Allgemein <input type="checkbox"/> Fischfang <input type="checkbox"/> Landwirtschaft <input type="checkbox"/> DAWI	.............................................			...EUR

□□/□□/□□	<input type="checkbox"/> Allgemein	.....
	<input type="checkbox"/> Fischfang	.....
	<input type="checkbox"/> Landwirtschaft	.....	...EUR
	<input type="checkbox"/> DAWI	.....
		
<hr/>			
□□/□□/□□	<input type="checkbox"/> Allgemein	.....
	<input type="checkbox"/> Fischfang	.....
	<input type="checkbox"/> Landwirtschaft	.....	...EUR
	<input type="checkbox"/> DAWI	.....
		
<hr/>			
			GESAMTBETRAG: ....EUR

Der Unterzeichnete, (Name und Vorname),
gesetzlicher Vertreter - als -
der Einheit (Unternehmensnummer und Gesellschaftszweck/Bezeichnung)

....., rechtlich befugt, das
Unternehmen zu vertreten, bestätigt ehrenwörtlich, dass die Liste der nachstehenden Angaben
wahrheitsgemäß und vollständig ist.

Ich erkläre, dass mein Unternehmen den gesetzlichen Bestimmungen genügt, die auf die Ausübung
seiner Tätigkeit anwendbar sind:

- die Umweltgesetzgebung
- die MWSt
- das LSS (*multifunktionellen Erklärungen, Sozialbeiträge*)
- die direkten Steuern (*SNP, SnjP, aber auch die Verpflichtungen im Bereich des
Berufssteuervorabzugs*).

Ich verpflichte mich, der Verwaltung auf deren Anfrage die Bescheinigungen bezüglich der
vorerwähnten Bestimmungen zu übermitteln.

Ich verpflichte mich, die Wallonische Region über jede mir zugesagte "*De-minimis*"-Beihilfe über
einen Zeitraum von drei Jahren ab dem Datum der gegebenenfalls erfolgten Gewährung einer "*De-
minimis*"-Beihilfe zu informieren.

Ich bin mir bewusst, dass die erhaltenen Beihilfen zurückgezahlt werden müssen, wenn sich
herausstellt, dass die von meinem Unternehmen erteilten Auskünfte falsch sind.

Geschehen zu, den

Unterschrift

ANHANG 7**Leistungsbericht**

Ort und Datum

Name des Diensteanbieters:

Anschrift

Unternehmensnummer:

Name des Empfängerunternehmens:

Unternehmensnummer:

vertreten durch:

Anschrift

Referenz der Leistung:

Titel:

Art:

Beschreibung :

Rechnungsdatum:

Betrag der Rechnung exkl. MwSt.:

Unterschrift des Empfängerunternehmens und des Diensteanbieters

Für jeden der Unterzeichneten, Name, Vorname und Eigenschaft

Beantragte Anhänge

- Rechnung

ANHANG 8

CEBEDEAU asbl	Centre belge d'Etudes et de Documentation de l'Eau, de l'Air et de l'Environnement asbl
CELABOR srl	Centre Scientifique et technique en agroalimentaire
CENAERO asbl	Centre de Recherche en Aéronautique asbl
CENTEXBEL asbl	Centre Scientifique et Technique de l'Industrie textile Belge asbl
CER-GROUPE (fondation d'utilité publique)	Centre de Recherche en Economie Rurale
CERTECH asbl	Centre de Ressources Technologiques en Chimie asbl
CETIC asbl	Centre d'Excellence en Technologies de l'Information et de la Communication asbl
CEWAC asbl	Centre d'Etudes Wallon d'Assemblage et de Contrôle des Matériaux asbl
CoRI asbl	Institut de Recherche de Revêtements, peintures et encres asbl
CRIBC asbl	Centre de Recherches de l'Industrie Belge de la Céramique asbl
CRIC asbl	Centre national de Recherches Scientifiques et Techniques pour l'Industrie Cimetière asbl
CRM asbl	Centre de Recherches Métallurgiques asbl
CRR asbl	Centre de Recherches Routières
CSTC asbl	Centre Scientifique et Technique de la Construction asbl
CTP asbl	Centre Technologique international de la Terre et de la Pierre
IBS asbl	Institut Belge de la Soudure asbl
Immunehealth asbl	Centre de recherche en immunologie
INISMA asbl	Institut Interuniversitaire des Silicates, Sols et Matériaux asbl
MATERIA NOVA asbl	Centre de Recherche dans les Matériaux
MULTITEL asbl	Centre de Recherche en Réseaux & Télécoms, Photonique, Signal & systèmes embarqués, Vision par ordinateur
SIRRIS asbl	Centre Collectif de l'Industrie Technologique asbl
WOOD.BE asbl	Centre Technique de l'Industrie du Bois asbl

CARAH	Haute Ecole Provinciale de Charleroi - Université du Travail
CECOTEPE	Haute Ecole de la Province de Liège
CEFORS	Haute Ecole Rennequin Sualem
CERA	Centre de Recherches appliquées et de services à la collectivité de la HEPH-CONDORCET
CERDECAM	Haute Ecole Léonard de Vinci
CERISIC	Haute Ecole Roi Baudouin
CERISIL	Haute Ecole Rennequin Sualem
CREPT	Haute Ecole Provinciale de Charleroi - Université du Travail
CRIG	Haute Ecole Mosane d'Enseignement Supérieur
CRISIA	Haute Ecole Robert Schumann
CRISIP	Haute Ecole Blaise Pascal
ESTISIM	Haute Ecole de la Communauté Française du Hainaut
IRISIB	Haute Ecole Paul Henri Spaak
MEURICE R&D	Haute Ecole Lucia de Brouckère
SIRD	Haute Ecole Charlemagne
HENALLUX	Haute Ecole de Namur Liège Luxembourg

ANHANG 9

- 1° 01.1 bis 01.5 des NACE-BEL-Verzeichnisses, außer wenn die Investitionen Tätigkeitsbereiche in Verbindung mit der Verarbeitung und Vermarktung von landwirtschaftlichen Erzeugnissen betreffen, für die keine regionalen Agrarbeihilfen gewährt werden;
- 2° 05.100 bis 06.200 des NACE-BEL-Verzeichnisses;
- 3° 07.210 des NACE-BEL-Verzeichnisses;
- 4° 08.920 des NACE-BEL-Verzeichnisses;
- 5° 09.100 des NACE-BEL-Verzeichnisses;
- 6° 09.900 des NACE-BEL-Verzeichnisses für im Lohnauftrag erbrachte Dienstleistungen, die für den (Stein- und Braun-) Kohlenbergbau benötigt werden;;
- 7° 19.200 des NACE-BEL-Verzeichnisses für die Herstellung von Torfbriketts und die Herstellung von Stein- und Braunkohlebriketts;
- 8° 20.130 des NACE-BEL-Verzeichnisses für die Anreicherung von Uran- und Thoriumerzen;
- 9° 24.46 des NACE-BEL-Verzeichnisses;
- 10° 35 bis 36 des NACE-BEL-Verzeichnisses;
- 11° 38.12 des NACE-BEL-Verzeichnisses für die Sammlung radioaktiver Abfälle;
- 12° 38.222 des NACE-BEL-Verzeichnisses für die Behandlung, die Beseitigung und die Lagerung von radioaktiven Abfällen, außer wenn es sich um die Behandlung und die Beseitigung von schwach radioaktiven Abfällen in der Übergangsphase aus Krankenhäusern handelt, d.h. solchen Abfällen, die sich im Laufe des Transports abbauen werden;
- 13° 41.1 und die Aktivitäten im Bereich des Grundstücks- und Wohnungswesens nach dem Kode 42 des NACE-Verzeichnisses;
- 14° 45.11 bis 45.40 des NACE-BEL-Verzeichnisses, mit Ausnahme der Unterklassen 45.204 und 45.206 und der Investitionen dieser Betriebe für Produktions- und Verarbeitungstätigkeiten;
- 15° 46.11 bis 46.19 des NACE-BEL-Verzeichnisses;
- 16° 47 des NACE-BEL-Verzeichnisses;
- 17° 49.10 bis 49.41 des NACE-BEL-Verzeichnisses;
- 18° 50.10 bis 51.22 des NACE-BEL-Verzeichnisses;
- 19° 52.21 des NACE-BEL-Verzeichnisses für die Bewirtschaftung von Parkplätzen und -häusern oder Fahrradstellplätzen;
- 20° 53.10 des NACE-BEL-Verzeichnisses;
- 21° 55 bis 56.3 des NACE-BEL-Verzeichnisses, mit Ausnahme der Klassen 55.10 und 56.29 und der Unterklasse 55.202;
- 22° 59 des NACE-BEL-Verzeichnisses, mit Ausnahme der Klassen 59.11, 59.12 und der Unterklassen 59.202, 59.203 und 59.209;
- 23° 60 des NACE-BEL-Verzeichnisses;
- 24° 63.9 des NACE-BEL-Verzeichnisses;
- 25° 64 bis 68 des NACE-BEL-Verzeichnisses;
- 26° 69 des NACE-BEL-Verzeichnisses;
- 27° 71.11 des NACE-BEL-Verzeichnisses;
- 28° 71.122 des NACE-BEL-Verzeichnisses;
- 29° 74.202 des NACE-BEL-Verzeichnisses;
- 30° 75 des NACE-BEL-Verzeichnisses;
- 31° 77 des NACE-BEL-Verzeichnisses;
- 32° 79 des NACE-BEL-Verzeichnisses;
- 33° 81.100 des NACE-BEL-Verzeichnisses;
- 34° 85 bis 88 des NACE-BEL-Verzeichnisses sowie die Tätigkeiten in Zusammenhang mit Ausbildungslehrgängen;
- 35° 90 bis 93 des NACE-BEL-Verzeichnisses, mit Ausnahme der Klassen 91.041, 91.042 und 93.212 des NACE-BEL-Verzeichnisses sowie der Unternehmen, die touristische Sehenswürdigkeiten betreiben;

36° 94 bis 98 des NACE-BEL-Verzeichnisses, mit Ausnahme der Unterklasse 96.011 des NACE-BEL-Verzeichnisses;

37° die landwirtschaftlichen Betriebe und die Genossenschaften, die Verarbeitungs- und Vermarktungstätigkeiten durchführen, und die Anspruch auf Agrarbeihilfen haben;

38° die Stahlindustrie im Sinne von Artikel 2, 43 der Verordnung (EU) Nr. 651/2014;

39° die Kunstfaserindustrie im Sinne von Artikel 2, 44 der Verordnung (EU) Nr. 651/2014;

40° der Schiff- und Bootsbausektor.

ANHANG 10**Für die Kontrolle erforderlichen Informationen****1. Betreffend das antragstellende Unternehmen:****1.1. *Die Struktur des Aktionariats ausfüllen:***

Aktionäre und Kategorie(n) (öffentlich, privat)	Anzahl der Anteile	%

1.2. *Liste der gegebenenfalls bestehenden Filialen*

Bezeichnung der Unternehmen, an deren Kapital Ihre Gesellschaft beteiligt ist	%

2. Für jedes Unternehmen, dass an das antragstellende Unternehmen gebunden oder dessen Partner ist (Beteiligung am Kapital in Höhe von wenigstens 25%):

- Vollständige Bezeichnung:
- Prozentualer Anteil der Beteiligung:
- Anschrift des Gesellschaftssitzes:
- Mehrwertsteuernummer:
- Aktionariat (siehe Tabelle weiter oben)

Falls es sich nicht um belgische Unternehmen handelt, für die **beiden** letzten abgeschlossenen Geschäftsjahre:

- Umsatz:
- Summe der Jahresbilanz:
- Anzahl Mitarbeiter in Vollzeiteinheiten:

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C - 2017/70171]

8 MAART 2017. — Ministerieel besluit houdende gedeeltelijke uitvoering, inzake economie, innovatie en digitale technologieën, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,

Gelet op 16 mei 2003 tot vaststelling van de algemene bepalingen die gelden voor de begrotingen, de controle op de subsidies en voor de boekhouding van de Gemeenschappen en de Gewesten, alsook voor de organisatie van de controle van het Rekenhof, artikelen 11 tot 14;

Gelet op het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de rapportage van de Waalse overheidsbestuurseenheden, artikel 57 tot 62;

Gelet op het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 28 november 2013 tot organisatie van de interne controle en de interne audit met betrekking tot de begroting en de boekhouding, evenals van de administratieve en begrotingscontrole;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 24 juli 2014 tot regeling van de werking van de Regering, artikelen 12 en 19;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 26 januari 2017 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de inwerkingtreding van het geïntegreerd steunportfolio bij het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille, op 1 maart 2017 vastgesteld wordt;

Overwegende dat dit ministerieel besluit het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille uitvoert;

Dat dit besluit met ingang van 1 maart 2017 uitwerking heeft;

Overwegende dat dit ministerieel besluit eveneens met ingang van 1 maart 2017 uitwerking moet hebben, om de rechtszekerheid van het geheel van de regeling te garanderen en de uitvoering van steun aan projectontwikkelaars en ondernemingen ter bevordering van het ondernemerschap of de groei mogelijk te maken, namelijk om een toegevoegde waarde voor de Waalse economie te genereren, met name inzake creatie of behoud van werkgelegenheid in het Waalse Gewest of inzake ontwikkeling van de productie van goederen of diensten in het Waalse Gewest of inzake innovatie;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 22 februari 2017;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 23 februari 2017,

Besluit :

Titel 1. — Gemeenschappelijke bepalingen voor het geheel van het besluit

Artikel 1. Voor de toepassing van dit ministerieel besluit wordt verstaan onder:

1° decreet : decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille;

2° besluit : besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille;

3° de Minister : de Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,

4° DGO6 : Operationeel Directoraat-generaal Economie, Werk en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst

5° AWEX Waals Agentschap voor Uitvoer en Buitenlandse Investerings;

6° de bevoegde contactpersoon bij de Administratie : elk personeelslid van niveau A zoals omschreven in het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, aangewezen door de Directeur-Generaal van DGO6;

7° de bevoegde contactpersoon bij AWEX : elk personeelslid van niveau A of B zoals omschreven in het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, aangewezen door de Administrateur-Generaal van AWEX;

8° het aanspreekpunt bij de Administratie : elk personeelslid van niveau A, B, C of D zoals omschreven in het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, aangewezen door de Directeur-Generaal van DGO6;

9° het aanspreekpunt bij AWEX : elk personeelslid van niveau A, B, C of D zoals omschreven in het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, aangewezen door de Administrateur-Generaal van AWEX;

10° webplatform : de webtoepassing www.chèques-entreprises.be.

Art. 2. § 1. De steun van de geïntegreerde portefeuille vallend onder de Minister neemt de volgende vormen aan :

1° de adviescheque voor de oprichting van een onderneming;

2° de coachingcheque voor de oprichting van een onderneming;

3° de technologiecheque;

4° de cheque intellectuele eigendom;

5° de cheque operationele uitmuntendheid;

6° de cheque strategisch advies;

7° de cheque voor digitale transformatie en cybersecurity

8° de cheque ondernemingsoverdracht;

9° de cheque internationale ontwikkeling.

§ 2. De dossiers met betrekking tot de steun van de geïntegreerde portefeuille worden door de aanspreekpunten behandeld.

De beslissing over de ontvankelijkheid, betaling, controle en invordering van de steun van de geïntegreerde portefeuille wordt door het bevoegde aanspreekpunt genomen.

Titel 2. — Steun van de geïntegreerde portefeuille beheerd door het Operationele Directoraat-generaal Economie, Tewerkstelling en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst

HOOFDSTUK 1. — Steun van de geïntegreerde portefeuille voor de projectontwikkelaar

Art. 3. De chequeaanvraag van de projectontwikkelaar(s) bevat tenminste de informatie bedoeld in bijlage 1.

De overeenkomst tussen de projectontwikkelaar(s) en de dienstverlener bevat tenminste de informatie bedoeld in bijlage 2.

Het verslag over de prestaties bevat tenminste de informatie bedoeld in bijlage 3.

Art. 4. De steun van de geïntegreerde portefeuille voor de projectontwikkelaar zijn geen *de minimis*-steun.

Afdeling 1. — Adviescheque voor de oprichting van een onderneming

Art. 5. § 1. De adviescheque voor de oprichting van een onderneming heeft tot doel de advieskosten van een projectontwikkelaar te dekken, bedoeld om zich als zelfstandige in hoofdberoep te kunnen vestigen of één van de handelsvennootschappen bedoeld in artikel 2 van het Wetboek der vennootschappen te kunnen oprichten en die met de begripsomschrijving van een onderneming in de zin van bijlage I bij Verordening (EG) nr. 70/2001 overeenstemt.

De toegelaten kosten gedekt door de adviesverlening bij de oprichting van een onderneming vallen onder de pijler « adviesverlening » van de elektronische portefeuille van de onderneming.

§ 2. De verschillende types kosten toegestaan via de adviescheque voor de oprichting van een onderneming zijn de kosten in verband met :

1° consultancykosten in verband met de haalbaarheidsstudie, het opmaken van een businessplan, de keuze van een juridische structuur.

De steun vertegenwoordigt maximaal vijftig procent van het totale bedrag van de toegelaten kosten en het maximale bedrag van de overheidssteun in de tenlasteneming van de toegelaten kosten bedraagt 5.000 euro per jaar en 15.000 euro over 3 jaar.

De dienstverleningen moeten binnen de 6 maanden na de ontvankelijkheid van het dossier uitgevoerd worden;

2° aanvullende consultancykosten in verband met het project, indien de leefbaarheid van het project bepaald is, en die met name gebonden zijn aan de validatie van het proces, het product of de dienstverlening ontwikkeld door de uitvoering van testen en analyses, energiebalansen, de uitwerking van specifieke controlemethodes, het optimaliseren en de validatie van testprotocollen.

De steun vertegenwoordigt maximaal vijftig procent van het totale bedrag van de toegelaten kosten en het maximale bedrag van de overheidssteun in de tenlasteneming van de toegelaten kosten bedraagt 15.000 euro over 3 jaar.

De dienstverleningen moeten binnen de vierentwintig maanden na de ontvankelijkheid van het dossier uitgevoerd worden;

3° de ontwikkeling van prototypes voor de verwezenlijking van laboratoriumtests.

De steun bedraagt maximaal vijftig procent van het totale bedrag van de toegelaten kosten en het maximale bedrag van de overheidssteun in de tenlasteneming van de toegelaten kosten bedraagt 15.000 euro over 3 jaar.

De dienstverleningen moeten binnen de vierentwintig maanden na de ontvankelijkheid van het dossier uitgevoerd worden;

4° een communicatieplan omtrent de grafische identiteit, de identificatie van actieve gemeenschappen, de zoektocht naar leden,...

De steun bedraagt maximaal vijftig procent van het totale bedrag van de toegelaten kosten en het maximale bedrag van de overheidssteun in de tenlasteneming van de toegelaten kosten bedraagt 10.000 euro over 3 jaar.

De dienstverleningen moeten binnen de twaalf maanden na de ontvankelijkheid van het dossier uitgevoerd worden.

§ 3. De toegelaten kosten bedoeld in paragraaf 2 mogen terugkerend zijn indien ze geen identiek project dekken.

Ter aanvulling van artikel 3, wat de toegelaten kosten bedoeld in paragraaf 2, 2°, betreft, bevat het dossier eveneens de haalbaarheidsstudie en het businessplan van het project.

§ 5. Het maximale dagtarief voor de prestaties met betrekking tot de toegelaten kosten bedoeld in paragraaf 1 bedraagt 750 euro excl. BTW.

Art. 6. Wat de adviescheques voor de oprichting van een onderneming betreft, zijn, tot 31 december 2017, de dienstverleners:de

1° de dienstverleners erkend in het kader van artikel 32 van het decreet en geïdentificeerd door DGO6, de begeleiders erkend in het kader van het decreet bedoeld in artikel 35 van het decreet en de adviesagenschappen erkend door DGO6 voor de toegelaten kosten bedoeld in artikel 5, § 2, 1°;

2° de dienstverleners tijdelijk erkend door DGO6 voor de toegelaten kosten bedoeld in artikel 5, § 2, 2°, 3° en 4°.

Vanaf 1 januari 2018 mogen, overeenkomstig artikel 10 van het decreet en artikelen 12 tot 14 van het besluit, enkel dienstverleners erkend of gelabeld door DGO6, na advies van het referentiecentrum, voor de toegelaten kosten van de adviescheque voor de oprichting van een onderneming, hun prestaties uitvoeren.

Afdeling 2. — Coachingcheque voor de oprichting van een onderneming

Art. 7. § 1. De coachingcheque voor de oprichting van een onderneming heeft tot doel de coachingkosten van een projectontwikkelaar in het kader van de uitvoering van zijn project te dekken.

In het kader van de coachingcheque voor de oprichting van een onderneming moet de projectontwikkelaar in de lokale regelingen voor student-ondernemers of in de erkende programma's voor versnelde ontwikkeling en begeleiding van startups geïntegreerd worden.

De toegelaten kosten gedekt door de coaching voor de oprichting van een onderneming vallen onder de pijler « coaching » van de elektronische portefeuille van de onderneming.

§ 2. De verschillende types kosten toegestaan via de coachingcheque voor de oprichting van een onderneming zijn de kosten in verband met :

1° de coachingkosten in verband met de uitvoering van het project dat met name als doel heeft mogelijke klanten te identificeren;

2° de kosten met betrekking tot het afstemmen van het toekomstig product of dienstverlening op de marktverwachtingen.

§ 3. De toegelaten kosten bedoeld in paragraaf 2 mogen niet identiek zijn.

De steun bedraagt maximaal vijftien procent van het totale bedrag van de toegelaten kosten en het maximale bedrag van de overheidssteun in de tenlasteneming van de toegelaten kosten bedraagt 15.000 euro over 3 jaar.

De dienstverleningen moeten binnen de twaalf maanden na de ontvankelijkheid van het dossier uitgevoerd worden.

§ 4. Het maximale dagtarief voor de prestaties met betrekking tot de toegelaten kosten bedoeld in paragraaf 1 bedraagt 750 euro excl. BTW.

Art. 8. Wat de coachingcheques voor de oprichting van een onderneming betreft, zijn de dienstverleners tot 31 december 2017 diegenen die tijdelijk door DGO6 erkend worden :

Vanaf 1 januari 2018 mogen, overeenkomstig artikel 10 van het decreet en artikelen 12 tot 14 van het besluit, enkel dienstverleners gelabeld door DGO6, na advies van het referentiecentrum, voor de toegelaten kosten van de coachingcheque voor de oprichting van een onderneming, de prestaties uitvoeren.

HOOFDSTUK II. — Steun van het geïntegreerd portfolio voor de onderneming

Afdeling 1. — Bepalingen gemeen aan de verschillende steunmaatregelen van dit hoofdstuk

Art. 9. Overeenkomstig artikel 1 van de *de minimis*-Verordening, wordt de onderneming vallend onder de volgende sectoren van het voordeel van de cheques uitgesloten :

1° de sectoren visserij en aquacultuur (NACE-BEL code 2008 : 03.);

2° de sector van primaire productie van landbouwproducten (NACE-BEL code 2008 : 01.1 tot 01.5);

3° de sector van de verwerking en de afzet van landbouwproducten wanneer :

het bedrag van de steun wordt vastgesteld op basis van de prijs of de hoeveelheid producten van dit soort gekocht bij primaire producenten of afgezet door de betrokken ondernemingen;

b) de steun wordt uitbetaald op voorwaarde dat die geheel of gedeeltelijk aan primaire producenten overgedragen wordt.

Art. 10. De chequeaanvraag van de onderneming bevat tenminste de informatie bedoeld in bijlage 4.

De overeenkomst tussen de onderneming en de dienstverlener bevat tenminste de informatie bedoeld in bijlage 5.

Het *de minimis*-attest bedoeld in bijlage 6 wordt eveneens aan de overeenkomst toegevoegd.

Het verslag over de prestaties bevat tenminste de informatie bedoeld in bijlage 7.

Afdeling 2. — De technologiecheque

Art. 11. § 1. De technologiecheque strekt ertoe, het onderzoek, de technologische ontwikkeling en de innovatie te versterken door de investeringen van de ondernemingen te begunstigen in R&D, door banden en samenwerkingsverbanden te ontwikkelen tussen de ondernemingen, de R&D-centra en de sector van het hoger onderwijs.

De toegelaten kosten, gedekt door de technologiecheque, vallen onder de pijlers “advisering” en “coaching” van de elektronische portefeuille van de onderneming.

§ 2. De verschillende types kosten toegestaan via de technologiecheque zijn de kosten in verband met :

1° de verkennende fase :

a) verruimde technologische sturing (behalve digitale technologieën);

b) voorafgaande tests, berekeningen en analyses;

2° de technische haalbaarheidsfase :

a) gehele of gedeeltelijke uitvoering van een bestek met het oog op het ontwerpen en/of het aanpassen van producten, procédés en diensten, evenals de bijstand bij de keuze van één of meerdere dienstverleners;

b) bekrachtiging van het procédé, het product of de dienst ontwikkeld via de uitvoering van tests en analyses, energiebalansen, de uitwerking van specifieke controlemethodes, de optimalisering van testprotocollen en hun bekrachtiging;

c) de ontwikkeling van prototypes voor de verwezenlijking van laboratoriumtests;

d) onderzoekswerken in verband met de aanpassing van de resultaten aan de specifieke kenmerken van de onderneming in het geval van technologie transfers;

3° de ontwikkelingsfase van nieuwe producten, procédés en diensten :

a) uitvoering van studies voor de evaluatie van de levenscyclus van nieuwe producten en de impact in termen van duurzame ontwikkeling van de ontwikkelde procédés, producten en diensten;

b) begeleiding bij het voorbereiden van de industrialisering: steun bij het uitwerken van het technisch bestek, het ontwerpen van het productieschema en het technisch vestigingsschema, bij het uitwerken van de packaging.

De prestaties moeten geheel opgenomen worden in de strategie voor slimme specialisatie (S3), goedgekeurd door de Waalse Regering op 3 september 2015.

De geselecteerde projecten zullen moeten bijdragen aan de verwachte resultaten van maatregel 2.2.1.2 van OP EFRO 2014-2020 in een tijdsschema dat verenigbaar is met de kalender van de programmatie.

De projecten, verenigbaar met de inachtneming van de terugtreddingsregel N+3, worden bij voorrang behandeld.

De potentieel positieve impact op zowel de actoren van de onderneming als de prestaties van laatstgenoemde in termen van competitiviteit, innovatie, duurzame ontwikkeling of gelijke kansen (niet cumuleerbare voorwaarden) zal aangetoond dienen te worden.

De projecten waarvan de meetbare resultaten of fall-out op korte of middellange termijn plaatsvinden, maar waarvan het tijdspad hoe dan ook de duur van de programmering niet overschrijdt, worden bij voorrang behandeld.

§ 3. De toegelaten kosten bedoeld in paragraaf 2 mogen niet identiek zijn.

De dienstverleningen voor de toegelaten kosten bedoeld in paragraaf 2 moeten binnen de twaalf maanden na de ontvankelijkheid van het dossier uitgevoerd worden.

§ 4. De steun bedraagt maximaal vijfenzeventig procent van het totale bedrag van de toegelaten kosten en het maximale bedrag van de overheidssteun in de tenlasteneming van de toegelaten kosten bedoeld in paragraaf 2 bedraagt 15.000 euro.

Het maximumbedrag van de overheidssteun in het kader van de technologiecheque bedraagt eveneens 15.000 euro per jaar.

§ 5. Het maximumbedrag van de overheidssteun in het kader van de technologiecheque bedraagt eveneens 45.000 euro over drie jaar.

§ 6. Aanvullend op artikel 10 voegt de onderneming het attest bedoeld in bijlage 10 bij de overeenkomst gevoegd.

Art. 12. De dienstverleners moeten ofwel erkende onderzoekscentra zijn in de zin van het besluit van de Waalse Regering van 18 september 2008 betreffende de steun voor onderzoek, ontwikkeling en innovatie in Wallonië, ofwel onderzoekscentra die over een afzonderlijke rechtspersoonlijkheid beschikken, die afhangt van één of meerdere hogescholen bedoeld bij het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen of bij het decreet van de Raad van de Duitstalige Gemeenschap van 27 juni 2005 houdende oprichting van een autonome hogeschool.

De dienstverlener kan bepaalde onderdelen van de prestatie enkel in onderaanneming geven als dit nodig is voor de zorgvuldige uitvoering ervan en hij niet in staat is dit zelf uit te voeren. De in onderaanneming gegeven onderdelen mogen niet meer dan 15 % van de prijs van de prestatie vertegenwoordigen.

Art. 13. De technologiecheque heeft een Europese medefinanciering (EFRO).

Afdeling 3. — Cheque intellectuele eigendom

Art. 14. § 1. De cheque intellectuele eigendom heeft als doel om het gebruik van de octrooi-informatie (wetenschappelijk en strategisch) te bevorderen voor de technologische ontwikkeling.

De in aanmerking komende kosten gedekt door de cheque intellectuele eigendom vallen onder de pijler “advies” van het elektronische portfolio van de onderneming.

§ 2. De soorten kosten die in aanmerking komen via de cheque intellectuele eigendom zijn de kosten betreffende:

1° het onderzoek naar vernieuwing met het oog op octrooieerbaarheid: als het gevoerd wordt vóór het indienen van de octrooiaanvraag, is het mogelijk om te of als de uitvinding octrooieerbaar is en of de uitvinding vóór een kritische datum werd verspreid.

Het bestaat er dus in om de stand van de techniek te bepalen met een maximale openbare tussenkomst van 3.000 euro per prestatie;

2° het onderzoek met het oog op de exploitatievrijheid: dit onderzoek, zo volledig mogelijk, gaat na of een product of een procédé exploitatievrij is op de markt.

Het moet worden uitgevoerd op het ogenblik dat de technische karakterisering van het product, van het procédé, van de samenstelling,...en worden gestopt, idealiter juist voor het op de markt brengen.

De maximale openbare tussenkomst is 6.000 euro per prestatie;

3° het onderzoek voor tegenstelling : het gaat om een onderzoek om de documenten te identificeren die de uitvinding beschermd door een verleend octrooi zouden kunnen anterioriseren.

Het beoogt dus het ongeldig maken van de terugvordering t.o.v. de stand van de techniek met een maximale openbare tussenkomst van 6.000 euro per prestatie;

4° de state-of-the-art: het gaat om een volledig onderzoek van alle octrooien en documenten van de literatuur (buiten de octrooien).

Het brengt niet één enkele uitvinding onder de aandacht, maar het verzamelt alle referenties die betrekking hebben op een bepaalde technisch domein met een maximale openbare tussenkomst van 3.000 euro per prestatie;

5° de cartografie octrooi : het gaat om een diepgaande analyse van octrooi en niet-octrooi referenties tot ondersteuning van de strategische besluitvorming inzake business met een maximale openbare tussenkomst van 7.500 euro per prestatie;

6° de invoering van een technologische bewaking: het gaat om de stap voor de opbouw van een technologische bewaking met inbegrip van de octrooien en aangepast aan de business van de aanvragende onderneming zonder evenwel de opvolging ervan te verzekeren met een maximale openbare tussenkomst van 1.500 euro per prestatie.

De prestaties moeten volledig in het kader passen van de slimme specialisatiestrategie (S3) goedgekeurd door de Waalse Regering van 3 september 2015.

De geselecteerde projecten zullen moeten bijdragen tot de resultaten verwacht van de maatregel 2.2.1.2 van de PO EFRO 2014-2020 en dit in een tijdschema dat verenigbaar is met die van het programma.

Voorrang zal gegeven worden aan de projecten die verenigbaar zijn met de naleving van de terugtrekkingsregel N+3.

De potentiële positieve impact zowel op de actoren van de onderneming als op de prestaties van de onderneming in termen van concurrentievermogen, innovatie, duurzame ontwikkeling of gelijke kansen (niet cumulatieve criteria) zal bewezen moeten worden.

Voorrang zal gegeven worden aan projecten waarvan de resultaten of de meetbare gevolgen in de korte of middellange termijn passen maar in elk geval in een tijdschema dat de duur van de programmering overschrijdt.

§ 3. De in aanmerking komende kosten bedoeld in paragraaf 2, mogen niet dezelfde zijn.

De dienstverlenende prestaties betreffende de in aanmerking komende kosten bedoeld in paragraaf 2 moeten binnen de zes maanden te rekenen van de ontvankelijkheid van het dossier worden uitgevoerd.

§ 4. De steun vertegenwoordigt maximum vijftien procent van het totaalbedrag van de in aanmerking komende kosten en het maximaal bedrag van de openbare tussenkomst in het ten laste nemen van de in aanmerking komende kosten bedoeld in paragraaf 2, bedraagt 15.000 euro.

Het maximaal bedrag van de openbare tussenkomst in het kader van de cheque intellectuele eigendom bedraagt ook 15.000 euro per jaar.

§ 5. Het maximaal bedrag van de openbare tussenkomst in het kader van de cheque intellectuele eigendom bedraagt 45.000 euro over drie jaar.

§ 6. Aanvullend met artikel 10, voegt de onderneming bij de overeenkomst het “KMO” attest bedoeld in bijlage 10

Art. 15. De dienstverleners zijn, hetzij de Dienst voor de intellectuele eigendom (DIE), hetzij een PATLIB (patent information centre), hetzij een erkende mandataris inzake uitvindingsoctrooien.

De dienstverlener mag de prestatie niet uitbesteden.

Art. 16. Deze cheque maakt het voorwerp uit van een Europese medefinanciering (EFRO).

Afdeling 4. — Cheque operationele uitmuntendheid

Art. 17. Naast de sectoren uitgesloten in artikel 9, zijn ook uitgesloten de sectoren bedoeld in bijlage 9.

Art. 18. § 1. De cheque operationele uitmuntendheid heeft als doel om de methoden en praktijken te bevorderen die de prestaties van de onderneming op alle niveaus moeten verbeteren en ten gunste van het geheel van de betrokken partijen klanten, werknemers, leveranciers, partners en aandeelhouders.

De in aanmerking komende kosten gedekt door de cheque operationele uitmuntendheid vallen onder de pijlers “opleiding”, “advies” en “coaching” van het elektronische portfolio van de onderneming.

§ 2. De soorten kosten die in aanmerking komen voor de cheque operationele uitmuntendheid zijn de kosten betreffende:

1° de analyse van de toestand van de onderneming, de vastlegging van de voorstellen waarin de toegankelijke vooruitgang uiteengezet wordt, de verwachte effecten in termen van kwaliteit, dienst, kosten en “intelligente” producten (smart products) met inbegrip van de digitale wereld en de opstelling van een plan van uitvoering van de audit:

Soort	Maximale intensiteit van de steun	Maximale openbare tussenkomst per in aanmerking komende kost	Duur waarin de prestaties kunnen worden uitgevoerd	Maximale openbare tussenkomst per jaar	Maximale openbare tussenkomst over drie jaar
Onderneming	50 %	15.000 euro	zes maanden vanaf de ontvankelijkheid van het dossier	30.000 euro	30.000 euro
Starter	75 %	15.000 euro			
Micro-onderneming	75 %	15.000 euro			
Onderneming in groeitraject	75 %	15.000 euro			

2° de opleidingen gaande van de initiatie tot de expertise, van de praktijk en de methoden van de operationele uitmuntendheid tot de verbeteringsbeginselen van de processen door de reële werksituatie en het beroep op werkelijke gevallen te bevorderen (minimum 50 percent van de opleiding):

Soort	Maximale intensiteit van de steun	Maximale openbare tussenkomst per in aanmerking komende kost	Duur waarin de prestaties kunnen worden uitgevoerd	Maximale openbare tussenkomst per jaar	Maximale openbare tussenkomst over drie jaar
Onderneming	50 %	10.000 euro	twaalf maanden vanaf de ontvankelijkheid van het dossier	20.000 euro	20.000 euro
Starter	75 %	10.000 euro			
Micro-onderneming	75 %	10.000 euro			
Onderneming in groeitraject	75 %	10.000 euro			

3° de begeleiding van de onderneming in de uitvoering van een plan van operationele uitmuntendheid:

Soort	Maximale intensiteit van de steun	Maximale openbare tussenkomst per in aanmerking komende kost	Duur waarin de prestaties kunnen worden uitgevoerd	Maximale openbare tussenkomst per jaar	Maximale openbare tussenkomst over drie jaar
Onderneming	50 %	60.000 euro	Vierentwintig maanden vanaf de ontvankelijkheid van het dossier	60.000 euro	60.000 euro
Starter	75 %	60.000 euro			
Micro-onderneming	75 %	60.000 euro			
Onderneming in groeitraject	75 %	60.000 euro			

§ 3. Het maximum dagtarief voor de prestaties betreffende de in aanmerking komende kosten bedoeld in paragraaf 2 bedraagt 750 euro excl. BTW.

§ 4. Aanvullend met artikel 10, voegt de onderneming bij de overeenkomst het KMO attest bepaald door de DGO6.

Art. 19. De dienstverleners zijn, voor de cheques operationele uitmuntendheid en tot 31 december 2017, de dienstverleners erkend in het kader van artikel 32 van het decreet.

Vanaf 1 januari 2018, zullen alleen de gelabelde verleners voor in aanmerking komende kosten van de cheque operationele uitmuntendheid, overeenkomstig artikel 10 van het decreet en de artikelen 12 tot 14 van het besluit, de prestaties kunnen uitvoeren.

Afdeling 5. — Cheque strategisch advies

Art. 20. Naast de sectoren uitgesloten in artikel 9, worden ook uitgesloten, voor de soorten kosten die in artikel 21, § 2, 1° en 2° in aanmerking komen, de sectoren bedoeld in bijlage 9.

Art. 21. § 1. De cheque strategisch advies heeft als doel om de strategische analyse van de onderneming te bevorderen – haar sterke punten en haar zwakke punten - met het oog op de ontwikkeling en de verbetering van haar commerciële en marketing prestaties.

De in aanmerking komende kosten gedekt door de cheque strategisch advies vallen onder de pijlers “opleiding”, en “advies” van het elektronische portfolio van de onderneming.

§ 2. De soorten kosten die in aanmerking komen door de cheque strategisch advies zijn de kosten betreffende:

1° de verbetering of de ontwikkeling van de commerciële en marketing methoden, met inbegrip d.m.v. de digitale wereld (herpositionering van de onderneming op haar markt) en het design:

Soort	Maximale intensiteit van de steun	Maximale openbare tussenkomst per in aanmerking komende kost	Duur waarin de prestaties kunnen worden uitgevoerd	Maximale openbare tussenkomst per jaar	Maximale openbare tussenkomst over drie jaar
Onderneming	50 %	20.000 euro	twaalf maanden vanaf de ontvankelijkheid van het dossier	20.000 euro	40.000 euro
Starter	75 %	20.000 euro			
Micro-onderneming	75 %	20.000 euro			
Onderneming in groeitraject	75 %	20.000 euro			

2° de inbreng van een significante differentiëring van de producten of de diensten op commercieel vlak, met inbegrip van de ontwikkeling van nieuwe businessmodellen:

Soort	Maximale intensiteit van de steun	Maximale openbare tussenkomst per in aanmerking komende kost	Duur waarin de prestaties kunnen worden uitgevoerd	Maximale openbare tussenkomst per jaar	Maximale openbare tussenkomst over drie jaar
Onderneming	50 %	20.000 euro	twaalf maanden vanaf de ontvankelijkheid van het dossier	20.000 euro	40.000 euro
Starter	75 %	20.000 euro			
Micro-onderneming	75 %	20.000 euro			
Onderneming in groeitraject	75 %	20.000 euro			

3° de opleidingen voor de overheidsopdrachten, die met name de verbetering van de opsporing van de opportuniteiten alsook van de offertes tot doel heeft door de reële werksituatie te bevorderen.

De dienstverlenende prestaties moeten worden uitgevoerd binnen twaalf maanden vanaf de ontvankelijkheid van het dossier.

De steun vertegenwoordigt maximum vijftig percent van het totaalbedrag van de in aanmerking komende kosten en het maximaal bedrag van de openbare tussenkomst in het ten laste nemen van de in aanmerking komende kosten bedraagt 5.000 euro over drie jaar;

4° de gespecialiseerde adviezen in overheidsopdrachten om de kwaliteit van de ingediende offertediensten te verbeteren:

Soort	Maximale intensiteit van de steun	Maximale openbare tussenkomst per in aanmerking komende kost	Duur waarin de prestaties kunnen worden uitgevoerd	Maximale openbare tussenkomst per jaar	Maximale openbare tussenkomst over drie jaar
Onderneming	50 %	10.000 euro	twaalf maanden vanaf de ontvankelijkheid van het dossier	10.000 euro	20.000 euro
Micro-onderneming	75 %	10.000 euro			

§ 3. De in aanmerking komende kosten bedoeld in paragraaf 2, mogen niet dezelfde zijn.

§ 4. Het maximum dagtarief voor de prestaties betreffende de in aanmerking komende kosten bedoeld in paragraaf 2 bedraagt 750 euro excl. BTW.

§ 5. Aanvullend met artikel 9, voegt de onderneming bij de overeenkomst het KMO attest bepaald door de DGO6.

Art. 22. De dienstverleners zijn, voor de cheques strategisch advies en tot 31 december 2017:

1° de dienstverleners erkend in het kader van artikel 32 van het decreet voor de in aanmerking komende kosten bedoeld in artikel 21, § 2, 1° en 2°;

2° de dienstverleners die tijdelijk erkend zijn door de DGO6 voor de in aanmerking komende kosten bedoeld in artikel 21, § 2, 3° en 4°.

Vanaf 1 januari 2018, zullen alleen de gelabelde verleners voor in aanmerking komende kosten van de cheque strategisch advies, overeenkomstig artikel 10 van het decreet en de artikelen 12 tot 14 van het besluit, de prestaties kunnen uitvoeren.

Afdeling 6. — Cheque digitale transformatie en cybersecurity

Art. 23. Naast de sectoren uitgesloten in artikel 9, zijn ook uitgesloten voor de volgende bedoelde sectoren:

- 1° 61.10;
- 2° 61.20;
- 3° 61.30;
- 4° 62.01;
- 5° 62.02;
- 6° 62.03;
- 7° 62.09;
- 8° 63.12.

Art. 24. § 1. De cheque digitale transformatie en cybersecurity heeft als doel om de digitale rijpheid van de ondernemingen te vergroten om hun concurrentievermogen en bestendigheid te verbeteren en ook de totstandkoming en de verspreiding van een cybersecurity label binnen de Waalse bedrijven bevorderen.

De in aanmerking komende kosten gedekt door de cheque digitale transformatie en cybersecurity vallen onder de pijlers "advies" en "coaching" van het elektronische portfolio van de onderneming.

§ 2. De soorten kosten die in aanmerking komen door de cheque digitale transformatie en cybersecurity zijn de kosten betreffende:

1° de analyse van de behoeften in termen van digitale ontwikkeling van de onderneming (rijpheidsaudit en audit van digitale transformatie):

Soort	Maximale intensiteit van de steun	Maximale openbare tussenkomst per in aanmerking komende kost	Duur waarin de prestaties kunnen worden uitgevoerd	Maximale openbare tussenkomst per jaar	Maximale openbare tussenkomst over drie jaar
Onderneming	50 %	10.000 euro	twaalf maanden vanaf de ontvankelijkheid van het dossier	20.000 euro	20.000 euro
Starter	75 %	15.000 euro		30.000 euro	30.000 euro
Micro-onderneming	75 %	15.000 euro		30.000 euro	30.000 euro

2° de begeleiding van de onderneming in de uitvoering van de behoeften voortvloeiend uit de rijpheidsaudit en de audit van digitale transformatie:

Soort	Maximale intensiteit van de steun	Maximale openbare tussenkomst per in aanmerking komende kost	Duur waarin de prestaties kunnen worden uitgevoerd	Maximale openbare tussenkomst per jaar	Maximale openbare tussenkomst over drie jaar
Onderneming	50 %	20.000 euro	twaalf maanden vanaf de ontvankelijkheid van het dossier	40.000 euro	60.000 euro
Starter	75 %	30.000 euro		60.000 euro	60.000 euro
Micro-onderneming	75 %	30.000 euro		60.000 euro	60.000 euro

3° de invoering van een beleid inzake cybersecurity (vanaf de audit tot aan de voorbereiding van het bestek):

Soort	Maximale intensiteit van de steun	Maximale openbare tussenkomst per in aanmerking komende kost	Duur waarin de prestaties kunnen worden uitgevoerd	Maximale openbare tussenkomst per in aanmerking komende kost per jaar	Maximale openbare tussenkomst per soort prestatie over drie jaar
Onderneming	50 %	10.000 euro	zes maanden vanaf de ontvankelijkheid van het dossier	20.000 euro	20.000 euro
Micro-onderneming	75 %	10.000 euro			

4° de tenlasteneming van de inschrijving en het abonnement op de co working places gevestigd op het Waals grondgebied.

De steun, voorbehouden aan de starters, vertegenwoordigt maximum vijftig percent van het totaalbedrag van de in aanmerking komende kosten en het maximaal bedrag van de openbare tussenkomst in het ten laste nemen van de in aanmerking komende kosten bedraagt 1.500 euro per jaar en 3.000 euro over drie jaar;

5° de audit en de beoordeling van de toestand van de onderneming in termen van cybersecurity met het oog op het verkrijgen van een label.

De steun vertegenwoordigt maximum vijfenzeventig percent van het totaalbedrag van de in aanmerking komende kosten en het maximaal bedrag van de openbare tussenkomst in het ten laste nemen van de in aanmerking komende kosten bedraagt 2.500 euro over drie jaar.

De dienstverlenende prestaties moeten worden uitgevoerd binnen drie maanden vanaf de ontvankelijkheid van het dossier.

§ 3. De in aanmerking komende kosten bedoeld in paragraaf 2, mogen niet dezelfde zijn.

§ 4. Aanvullend met artikel 10, voor de in aanmerking komende kost bedoeld in paragraaf 2, 2°, bevat het dossier ook de rijtheidsaudit en de audit van digitale transformatie.

§ 5. Aanvullend met artikel 10, voegt de onderneming bij de overeenkomst het KMO attest bepaald door DGO6.

Art. 25. De dienstverleners zijn, voor de cheques digitale transformatie en cybersecurity en tot 31 december 2017:

1° de dienstverleners erkend in het kader van artikel 34 van het decreet voor de in aanmerking komende kosten bedoeld in artikel 24, § 2,

2° de dienstverleners die tijdelijk erkend zijn door het DGO6 voor de in aanmerking komende kosten bedoeld in artikel 24, § 2, 3° en 5°;

3° de co-workingruimtes erkend door de Waalse Regering voor de in aanmerking komende kosten bedoeld in artikel 24, § 2, 4°.

Vanaf 1 januari 2018 en met uitzondering van de door de Waalse Regering erkende co-workingruimtes zullen alleen de verleners die door het DGO6 na advies van het referentiecentrum gelabeld zijn voor in aanmerking komende kosten van de cheque digitale transformatie en cybersecurity, overeenkomstig artikel 10 van het decreet en de artikelen 12 tot 14 van het besluit, de prestaties kunnen uitvoeren.

Afdeling 7. — Cheque ondernemingsoverdracht

Art. 26. Naast de sectoren uitgesloten in artikel 9 worden de sectoren bedoeld in bijlage 9 ook uitgesloten voor de in artikel 29, § 2, 2°, bedoelde in aanmerking komende kosten.

Art. 27. § 1. De cheque ondernemingsoverdracht heeft als doel de overdracht van de onderneming door een overdrager of een overnemer te bevorderen.

De in aanmerking komende kosten gedekt door de cheque ondernemingsoverdracht vallen onder de pijlers “advies” en “coaching” van het elektronische portfolio van de onderneming.

§ 2. De soorten kosten die in aanmerking komen via de cheque ondernemingsoverdracht zijn de kosten betreffende:

1° de diagnose overdracht.

De overdrachtdiagnose moet binnen zes maanden vanaf de ontvankelijkheid van het dossier verricht worden.

De steun vertegenwoordigt maximum vijftien procent van het totaalbedrag van de in aanmerking komende kosten en het maximaal bedrag van de openbare tussenkomst in het ten laste nemen van de in aanmerking komende kosten bedraagt 3.500 euro per jaar en een maximumbedrag van 7.000 euro over drie jaar;

2° de adviesverleningskosten die op de overdrachtaudit aanvullend zijn en die gebonden zijn aan de overdracht/overname van een onderneming zoals de waardering van de onderneming, de zoektocht naar een overnemer, de opmaking van een overdrachtsovereenkomst, het juridisch advies (buiten het fiscaal advies), de uitvoering van financiële, sociale of milieuaudits,...

Soort	Maximale intensiteit van de steun	Maximale openbare tussenkomst per in aanmerking komende kost	Duur waarin de prestaties kunnen worden uitgevoerd	Maximale openbare tussenkomst per in aanmerking komende kost per jaar	Maximale openbare tussenkomst per soort prestatie over drie jaar
Onderneming	50 %	15.000 euro	Zesendertig maanden vanaf de ontvankelijkheid van het dossier	15.000 euro	15.000 euro
Micro-onderneming	75 %	15.000 euro			

§ 3. De in aanmerking komende kosten bedoeld in paragraaf 2, mogen niet dezelfde en terugkerend zijn.

§ 4. Aanvullend met artikel 10 bevat het dossier voor de in aanmerking komende kost bedoeld in paragraaf 2, 2°, ook de overdrachtdiagnose.

§ 5. Aanvullend met artikel 10 voegt de onderneming bij de overeenkomst het KMO-attest bepaald door het DGO6.

§ 6. In het kader van de overdrachtdiagnose neemt de onderneming eerst contact met de “SOWACCESS” die haar dienstverleners voorstelt voor de uitvoering van de diagnose.

Art. 28. De dienstverleners zijn, voor de cheques ondernemingsoverdracht en tot 31 december 2017:

2° de dienstverleners die tijdelijk erkend zijn door de SOWACCESS voor de in aanmerking komende kosten bedoeld in artikel 27, § 2, 1°;

2° de dienstverleners erkend voor de overdracht van een onderneming in het kader van artikel 32 van het decreet alsook de erkende dienstverleners erkend door de SOWACCESS voor de in aanmerking komende kosten bedoeld in artikel 27, § 2, 2°.

Vanaf 1 januari 2018 zullen alleen de verleners die door het DGO6 na advies van het referentiecentrum gelabeld zijn voor de in aanmerking komende kosten van de cheque ondernemingsoverdracht, overeenkomstig artikel 10 van het decreet en de artikelen 12 tot 14 van het besluit, de prestaties kunnen uitvoeren.

Titel 3 — Cheques internationale ontwikkeling van de geïntegreerde portfolio beheerd door het "Agence wallonne à l'Exportation et aux investissements étrangers" (Waals Exportagentschap voor uitvoer en Buitenlandse Investerings)

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Art. 29. Voor de toepassing van deze titel wordt verstaan onder :

1° een trader: elke onderneming die uitsluitend belast is met activiteiten inzake invoer-uitvoer, distributie, commercialisering of verkoop, waarbij die activiteiten telkens slaan op goederen of diensten die voornamelijk buiten het grondgebied van het Waalse Gewest worden geproduceerd of verleend;

2° de cheques internationale ontwikkeling : gedematerialiseerde elektronische betaalmiddelen voor de vergoeding van de diensten uitgevoerd door de dienstverleners die door het "AWEX" na advies van het referentiecentrum zijn gelabeld en die de ondernemingen in hun internationale ontwikkeling begeleiden en leiden; ze slaan op :

- a) het support adviesverlening; adviezen inzake buitenlandse handel, uitvoerdesign en webmarketing;
- b) coaching partnerschap op internationaal vlak;
- c) adviesverleningen inzake expertise internationale markten;
- d) taalopleidingen.

Art. 30. De cheques internationale ontwikkeling zijn minimissteun in de zin van Verordening (EU) nr. 1407/2013 van de Commissie van 18 december 2013 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de-minimissteun.

Overeenkomstig artikel 1, 1, d), van de minimis-verordening mag de steun niet dienen voor de financiering van de invoering en de werking van een distributienet of van andere lopende kosten gebonden aan de uitvoer.

HOOFDSTUK II. — Aan de cheques internationale ontwikkeling gemene voorwaarden

Art. 31. De cheques internationale ontwikkeling zijn voor de ondernemingen bestemd voor de ontwikkeling van internationaal gerichte activiteiten.

Een dienstverlener mag geen prestatie bedoeld in deze titel verrichten voor een onderneming waarin hij op enigerlei wijze in het beheer en/of de controle betrokken is.

Art. 32. § 1. De onderneming die wenst in aanmerking te komen voor de cheques internationale ontwikkeling, oefent een activiteit uit die geen deel uitmaakt van één van de volgende sectoren, overeenkomstig artikel 1 van de minimis-verordening:

- 1° de sector visvangst en aquacultuur (NACE-BEL-code 2008 : 03.);
- 2° de sector primaire productie van landbouwproducten (NACE-BEL-code 2008 : 01.01 tot 01.5);
- 3° de sector verwerking en afzet van landbouwproducten wanneer:

a) het bedrag van de steun wordt vastgesteld op basis van de prijs of de hoeveelheid van deze producten die van primaire producenten worden gekocht of door de betrokken ondernemingen in de handel worden gebracht;

b) de steun afhankelijk wordt gesteld van de verplichting deze steun geheel of ten dele aan primaire producenten door te geven.

§ 2. De onderneming die wenst in aanmerking te komen voor de cheques internationale ontwikkeling, mag geen trader, noch een holdingvennootschap zijn.

Art. 33. De aanvraag om cheques internationale ontwikkeling bevat minstens de in bijlage 4 vermelde informatie.

De overeenkomst tussen de onderneming en de dienstverlener bevat minstens de in bijlage 5 vermelde informatie.

Het in bijlage 6 bedoelde minimis-attest en het door het AWEX bepaalde KMO-attest worden ook bij de overeenkomst gevoegd.

Het verslag over de prestaties bevat minstens de in bijlage 7 vermelde informatie.

Art. 34. § 1. Het AWEX beoordeelt het realistische karakter van die meerwaarde voor de Waalse economie, waarbij het indien nodig om het advies van de regionale centra van het Agentschap of van leden van zijn net in het buitenland verzoekt.

§ 2. Het project op internationaal vlak stemt overeen met de nationale en internationale normen die van toepassing zijn op de beroepssector van de onderneming met inbegrip van de eventuele deontologische regels.

Art. 35. De in aanmerking komende kosten gedekt door de cheque internationale ontwikkeling mogen niet cumuleerbaar zijn met een andere steun, ongeacht de bron, de vorm en het doel ervan, met betrekking tot dezelfde in aanmerking komende kosten als, door die optelling, de intensiteit van de steun overschreden zou worden.

HOOFDSTUK III. — *Aan de steun van de cheques internationale ontwikkeling gemene specifieke voorwaarden**Afdeling 1. — Voorwaarden die eigen zijn aan de steun van de support adviesverlening*

Art. 36. § 1. De steun betrokken bij de cheques van het elektronische portfolio van deze afdeling dekken de in aanmerking komende kosten van de steun van de support adviesverlening gebonden aan adviesdiensten inzake buitenlandse handel, webmarketing of uitvoerdesign die nodig zijn voor het lanceren van een nieuw product of van een op een nieuwe markt in het buitenland bestaand product.

§ 2. De adviesdiensten inzake buitenlandse handel hebben betrekking op :

- de invoering of de herstructurering van een uitvoerdienst;
- de uitvoering van marktstudies en marktprospectie;
- de verwerving van technische voorwaarden voor deelneming aan een aanbestedingsprocedure internationale financiering;
- het zoeken naar partners en het sluiten van internationale partnerschappen.

§ 3. De adviesdiensten inzake werkmarketing hebben betrekking op de analyse- en adviesverleningprestaties bestemd voor de uitwerking van een op de uitvoer gerichte webstrategie.

§ 4. De adviesdiensten inzake uitvoerdesign hebben betrekking op :

- de ontwikkeling van het merkimago van de onderneming en van de uitvoerproducten/-diensten;
- de ontwikkeling van een grafische uitvoervoorstelling;
- de aanpassing van het design van bestaande producten en diensten aan de bijzonderheden van buitenlandse markten.

Art. 37. De in aanmerking komende kosten zijn alleen het ereloon van de externe dienstverlener(s) die de onderneming kiest onder de door het AWEX na advies van het referentiecentrum gelabelde deskundigen die het aan de onderneming voorstelt.

De totale kosten van de adviesverlening is kleiner dan de som van de eigen fondsen en van de schulden van meer dan één jaar van de onderneming.

De dienstverlener(s) gekozen om de dienstverlening te verrichten mogen niet reeds voor de onderneming in het kader van een door het AWEX of het Waalse Gewest gesubsidieerde opdracht voor de aanvrager hebben gewerkt.

De opdrachten die vóór de inwerkingtreding van dit besluit door het AWEX of het Waalse Gewest zijn gesubsidieerd, worden voor de toepassing van deze regel in aanmerking genomen.

Het AWEX kan een afwijking van de regel bedoeld in het vorige lid toekennen indien er voor het project van de onderneming geen andere erkende beschikbare deskundigen zijn.

Art. 38. De adviesdiensten inzake buitenlandse handel, webmarketing of uitvoerdesign moeten verricht worden binnen een termijn van vierentwintig maanden te rekenen van de ontvankelijkheid van het dossier.

Art. 39. § 1. Het percentage van de steun betreffende de in aanmerking komende kosten van deze afdeling is 50 percent.

De bijdrage van de onderneming in de tenlasteneming van de in aanmerking komende kosten is 50 percent.

§ 2. Het maximum dagtarief voor de prestaties betreffende de in aanmerking komende kosten bedoeld in deze afdeling bedraagt 750 euro excl. BTW.

§ 3. In geval van beroep op deskundigen die op het vlak van de adviesverlening in webmarketing gelabeld zijn, mag de toelage meer dan vijf werkdagen dekken.

§ 4. De openbare tussenkomst voor de steun van het support adviesverlening mag niet hoger zijn dan het plafond van 25.000 euro over drie jaar per onderneming.

Dit plafond wordt op 37.500 euro over drie jaar per onderneming gebracht wanneer de onderneming een starter is.

Art. 40. De gelabelde dienstverleners stellen diensten op het vlak van de adviesverlening in buitenlandse handel, webmarketing en design op internationaal vlak voor.

Afdeling 2. — Voorwaarden die eigen zijn aan de coaching in internationaal partnerschap

Art. 41. De in deze afdeling bedoelde steun dekt de in aanmerking komende kosten van een coach in internationaal partnerschap die de onderneming na advies van het referentiecentrum onder de lijst van de door het AWEX gelabelde coaches kiest.

De in aanmerking komende kosten zijn het ereloon, excl. BTW, van de door de onderneming gekozen coach(es).

Bij het gebruik van cheques ontvangen voor een bepaald project op internationaal vlak mag de onderneming geen beroep doen op meer dan twee verschillende coaches per jaar.

Art. 42. De coachingprestaties in internationaal partnerschap moeten worden uitgevoerd binnen twaalf maanden vanaf de ontvankelijkheid van het dossier.

Art. 43. § 1. Het percentage van de steun betreffende de in aanmerking komende kosten van deze afdeling is honderd percent.

§ 2. Het maximum dagtarief voor de prestaties betreffende de in aanmerking komende kosten bedoeld in deze afdeling bedraagt 1.000 euro excl. BTW.

Een onderneming mag niet meer dan vijf coachingdagen in internationaal partnerschap per jaar ontvangen.

§ 3. De openbare tussenkomst voor de steun mag niet hoger zijn dan het plafond van 5.000 euro per jaar en per onderneming en van 15.000 euro over drie jaar.

*Afdeling 3. — Voorwaarden die eigen zijn aan de adviesverleningen
"expertise van de merken op internationaal vlak"*

Art. 44. De steun van deze afdeling dekt alle in aanmerking komende kosten van erkende deskundigen op wie een beroep wordt gedaan voor een punctuele tussenkomst gebonden aan een project op internationaal vlak, namelijk de uitwerking van een strategisch internationaal plan of de oplossing van een specifiek internationaal probleem met name op juridisch vlak, logistiek, communicatie en webmarketing.

De in aanmerking komende kosten zijn alleen het ereloon, exclusief BTW, van de deskundigen voor de markten op internationaal vlak die de onderneming kiest onder de gelabelde deskundigen en die door het Bestuur aan de onderneming voorstelt.

Art. 45. De prestaties van expertise "markten op internationaal vlak" moeten worden uitgevoerd binnen zes maanden vanaf de ontvankelijkheid van het dossier.

Art. 46. § 1. Het percentage van de steun betreffende de in aanmerking komende kosten van deze afdeling is honderd percent.

§ 2. Het maximum dagtarief voor de prestaties betreffende de in aanmerking komende kosten bedoeld in deze afdeling bedraagt 750 euro excl. BTW.

De prestatie mag niet betrekking hebben op een tussenkomst van meer dan drie werkdagen per jaar.

§ 3. De openbare tussenkomst voor de steun mag niet hoger zijn dan het plafond van 2.250 euro per jaar en per onderneming en van 6.750 euro over drie jaar.

Art. 47. De onderneming die een toelage bedoeld in deze afdeling vraagt, moet bovendien een micro-onderneming zijn.

Afdeling 4. — Voorwaarden die eigen zijn aan de taalopleidingen

Art. 48. De steun dekt de in aanmerking komende kosten gebonden aan taalopleidingen bestemd om de markten op internationaal vlak doeltreffend te onderzoeken.

De in aanmerking komende kosten zijn het totaal van de aan de opleider(s) betaalde prijs, exclusief BTW.

De opleider(s) moet(en) bovendien door het AWEX na advies van het referentiecentrum gelabeld worden.

Het AWEX bepaalt de bijkomende labelingsvoorwaarden van de taalopleiders. Deze voorwaarden worden op zijn website bekendgemaakt.

Art. 49. De taalopleidingen moeten worden uitgevoerd binnen twaalf maanden vanaf de ontvankelijkheid van het dossier.

Art. 50. § 1. Het percentage van de steun betreffende de in aanmerking komende kosten van deze afdeling is 50 percent.

De bijdrage van de onderneming in de tenlasteneming van de in aanmerking komende kosten is 50 percent.

§ 2. De openbare tussenkomst voor de steun mag niet hoger zijn dan het plafond van 1.000 euro per jaar en per onderneming en van 3.000 euro over drie jaar.

Art. 51. Dit ministerieel besluit heeft uitwerking met ingang van 1 maart 2017.

In afwijking van het eerste lid:

1° hebben de artikelen 5 tot 6, 11 tot 16 en 26 tot 28 uitwerking met ingang van 1 april 2017;

2° hebben de artikelen 7, 8 en 29 tot 50 uitwerking met ingang van 1 mei 2017.

Namen, 8 maart 2017.

BIJLAGE 1**Aanvraag cheques**

Plaats en datum

Naam projectontwerper

Adres

Nr. rekening:

Ondergetekende bevestigt :

- Dat hij de steun aanvraagt
- Dat hij kennis heeft genomen van de omschrijving van (+ akkoord- en verbintenisverklaring inzake naleving)

Handtekening projectontwerper

Naam, voornaam

BIJLAGE 2**Overeenkomst**

Plaats en datum

Naam dienstverlener :

Ondernemingsnummer :

Adres

Ondernemingsnummer :

Nnaam van het steunontvangend bedrijf:

Vertegenwoordigd door :

Adres

Referentie prestatie :

Type :

Omschrijving :

	Bedrag excl. BTW
Totaal	€
Aangevraagd	€
Aandeel steunontvanger	€

Datum verstrijken van aanbod :

Ondertekening door het steunontvangend bedrijf en handtekening van dienstverlener:

Voor elkeen, Naam, voornaam en functie van de ondertekenende personen

BIJLAGE 3**Prestatieverslag**

Plaats en datum

Naam dienstverlener :

Ondernemingsnummer :

Adres

Ondernemingsnummer :

Naam projectontwerper

Adres

Referentie prestatie :

Titel :

Type :

Omschrijving :

Datum van factuur :

Bedrag van factuur excl. BTW :

Handtekening projectontwerper en dienstverlener

Voor elkeen, Naam, voornaam en functie van de ondertekenende personen

Gevraagde bijlagen

- Indien opleiding, aanwezigheidslijst met data en handtekeningen
- Indien uitbesteding, afschrift van tevredenheidsonderzoek
- Factuur

BIJLAGE 4**Aanvraag cheques**

Plaats en datum

Naam van het steunontvangend bedrijf:

Adres

(KBO-NUMMER)

NACE code

Nr. rekening:

Wij ondergetekende(n), **Voor naam, NAAM,**

1. Bevestigen dat wij bevoegd zijn om de **onderneming** te binden wat betreft alle gegevens van dit document ;

2. Vragen in naam van de onderneming de toekenning van ondernemingscheques voor de dekking van:

ter hoogte van dat bedrag, de prestatie opgenomen in de overeenkomst;

3. Bevestigen dat we kennis hebben genomen van het reglement voor ondernemingscheque-regeling, verklaren daarmee in te stemmen en verbinden ons ertoe ze het na te leven;

4 . Bevestigen dat de prestatie bedoeld onder punt 2) uitgevoerd wordt ten voordele van de **onderneming** ;

5. Bevestigen dat de **onderneming** voldoet aan de hoedanigheid als KMO bedoeld in bijlage 1 van Verordening (EU) nr. 651/107 van de Commissie van 2014 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 108 en L187 van het Verdrag met de interne markt verenigbaar worden verklaard, bekendmaking P.B.E.U. nr. L187 van 26 juni 2014;

6. Verklaaren nota te hebben genomen van het feit dat deze steunaanvraag geregeld is bij Verordening (EU) nr. 1407/2013 van de Commissie van 18 december 2013 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de-minimissteun (P.B.E.U., nr. L352 van 24 december 2013), over het algemeen *de minimis*-regeling¹ genoemd.

Naam van het steunontvangend bedrijf:

Naam, voornaam en functie :

¹ http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?qid=1435067925417&uri=URISERV:0802_2

BIJLAGE 5**Overeenkomst**

Plaats en datum

Naam dienstverlener :

Ondernemingsnummer :

Adres

Ondernemingsnummer :

Naam van het steunontvangend bedrijf:

Ondernemingsnummer :

Vertegenwoordigd door :

Adres

Referentie prestatie :

Type :

Omschrijving :

	Bedrag excl. BTW
Totaal	€
Aangevraagd	€
Aandeel steunontvanger	€

Datum verstrijken van aanbod :

Ondertekening door het steunontvangend bedrijf en handtekening van dienstverlener:

Voor elkeen, Naam, voornaam en functie van de ondertekenende personen

BIJLAGE 6**VERKLARING OP EREWOORD VAN DE ONDERNEMING****Toegekende en toekomstige *de minimis*-steun****1.1. Ondernemingsnummer**

Ondernemingsnummer

1.2. Type onderneming

:

 Natuurlijke persoon (zelfstandige)

De heer/mevrouw..... (naam en voornaam) :

Geboortedatum □□/□□/□□

 Rechtspersoon (firma)

Naam van de firma ... Rechtsvorm ...

1.3. Adres

Adres Nummer □□□□ Bus □□

Postcode □□□□ Plaatsnaam Land ...

Telefoon □□□□□□□□□□ Fax □□□□□□□□□□ GSM □□□□□□□□□□

E-mail@.....

1.4. Bankrekening

Volledige benaming rekening ...

 'klassiek' nummer

□□□-□□□□□□□□-□□

 IBAN nummer

IBAN

BIC.....

2. Contactpersoon

De heer/mevrouw..... (naam en voornaam) :

Functie bij de onderneming ...

Adres Nummer □□□□ Bus □□

Postcode □□□□ Plaatsnaam Land ...

Telefoon □□□□□□□□□□ Fax □□□□□□□□□□ GSM □□□□□□□□□□

E-mail@.....

3. Deelnemingen en samenstelling kapitaal**3.1. Feitelijke of rechtelijke participaties in andere ondernemingen**

Als de aanvragende onderneming participaties in andere ondernemingen of verenigingen van ondernemingen in handen heeft, zodat het geheel als "één enkele onderneming"² beschouwd kan worden, dient onderstaande tabel te worden ingevuld.

² Verbonden ondernemingen zijn met name betrokken bij het feit dat de ene onderneming beschikt over een meerderheid van de stemrechten of het recht heeft een overheersende invloed uit te oefenen op de activiteiten van de andere onderneming krachtens een overeenkomst of statutaire clauseule.

Nr. onderneming	Firmanaam	Rechtsvorm	Percentage van het kapitaal
□□□□-□□□□-□□□□%
□□□□-□□□□-□□□□%
□□□□-□□□□-□□□□%
□□□□-□□□□-□□□□%

3.2. Ondernemingen gebonden aan aanvragende onderneming

Onderstaande tabel dient te worden ingevuld als een onderneming:

- de meeste stemrechten van de aandeelhouders of vennoten van aanvragende onderneming bezit OF ;
- het recht heeft meer dan de helft van de leden van het bestuurs-, leidinggevend of toezichthoudend orgaan van de aanvragende onderneming kan aanwijzen OF;
- het recht heeft een overheersende invloed uit te oefenen op de aanvragende onderneming, krachtens een contract dat ze met laatstgenoemde heeft gesloten of krachtens een clause in de statuten ervan OF;
- alleen, krachtens een akkoord gesloten met andere aandeelhouders of vennoten van de aanvragende ondernemingen, de meeste stemrechten van de aandeelhouders of vennoten ervan controleert.

Nr. onderneming	Firmanaam	Rechtsvorm	Toepasselijk geval a), b), c) of d)
□□□□-□□□□-□□□□%
□□□□-□□□□-□□□□%
□□□□-□□□□-□□□□%
□□□□-□□□□-□□□□%

4. Activiteiten van de onderneming

of uw onderneming wel degelijk niet in één van genoemde sectoren actief is, gelieve onderstaande tabel in te vullen:

NACE Codes 2008 ³	Omschrijf uw activiteiten	Percentage van de omzet
□□□□□%
□□□□□%
□□□□□%
□□□□□%

³ Als u de NACE-code van uw activiteiten niet kent, kunt u een document met informatie over de NACE 2008-codes vinden op het volgende adres : http://economie.fgov.be/fr/binaries/nacebel%202008%20FR-NL-DE_tcm326-246794.xls

5. Inlichtingen over de *minimis*-steun

Voor elke nieuwe toegekende *de minimis*-steun dient rekening te worden gehouden met het totale de *minimis* steunbedrag, toegekend in de loop van het betrokken belastingjaar, maar ook met de twee laatste belastingjaren om te beoordelen of het samengeteld bedrag van die steun het vastgesteld maximum van de *de minimis*-Verordening niet overschrijdt.

Hoewel de *de minimis*-steun voor het overgrote deel onder Verordening (EU) nr. n°1407/2013 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op *de-minimis*⁴ steun valt, bestaan er daarnaast andere *de minimis*-Verordeningen in de sectoren landbouw⁵, visvangst en aquacultuur⁶, evenals wat betreft de diensten van algemeen economisch belang⁷. Als de onderneming in minstens één van die sectoren actief is, dient rekening te worden gehouden met bovenvermelde specifieke verordeningen bij het invullen van onderstaande tabel.

Om na te kunnen gaan of dat maximum, vastgesteld in die Verordeningen, niet overschreden wordt, wordt onderstaande tabel ingevuld mb.t. de voorheen ontvangen de *minimis*-steun en de lopende *de minimis*-steun, waarbij het begrip “één enkele onderneming”, zoals hierboven omschreven onder punt 3⁸, niet veronachtzaamd mag worden.

Voorheen gekregen steun :

Datum van de beslissing	Begunstigde eenheid	<i>de minimis</i> Verordening van toepassing op aanvraag	Voorwerp van de steun	Subsidiër ende overheid	Referentie	Bedrag in EUR
□□/□□/□□		<input type="checkbox"/> Algemeen	.....		
		<input type="checkbox"/> Visvangst	.....		
		<input type="checkbox"/>EUR
		Landbouw	.....		
		<input type="checkbox"/> SIEG, diensten van algemeen economisch belang	.....		
					
					
					

⁴ Verordening (EU) nr. 1407/2013 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de-minimissteun, P.B.E.U., 24 december 2013, L 352, blz. 1.

⁵ Verordening (EU) nr. 1408/2013 van de Commissie van 18 december 2013 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de-minimissteun in de landbouwsector, P.B.E.U., 24 december 2013, L 352, blz. 9.

⁶ Verordening (EU) nr. 717/2014 van de Commissie van 27 juni 2014 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de-minimissteun in de visserij- en aquacultuursector, J. O. U. E., 28 juni 2014, L 190, blz. 45.

⁷ Verordening (EU) nr. 360/2012 van de Commissie van 25 april 2012 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de-minimissteun aan ondernemingen die diensten van algemeen economisch belang verrichten, J. O. U. E., 26 april 2012, L 114, blz. 8

⁸ De begunstigde entiteit en andere entiteiten die op zodanige wijze met haar verbonden zijn dat zij samen een "gemeenschappelijke onderneming" vormen, vallen dus onder de richtlijn ».

□□/□□/□□	<input type="checkbox"/> Algemeen <input type="checkbox"/> Visvangst <input type="checkbox"/> Landbouw <input type="checkbox"/> SIEG, diensten van algemeen economisch belang ..... .....	...EUR
□□/□□/□□	<input type="checkbox"/> Algemeen <input type="checkbox"/> Visvangst <input type="checkbox"/> Landbouw <input type="checkbox"/> SIEG, diensten van algemeen economisch belang ..... .....	...EUR
□□/□□/□□	<input type="checkbox"/> Algemeen <input type="checkbox"/> Visvangst <input type="checkbox"/> Landbouw <input type="checkbox"/> SIEG, diensten van algemeen economisch belang ..... .....	...EUR
□□/□□/□□	<input type="checkbox"/> Algemeen <input type="checkbox"/> Visvangst <input type="checkbox"/> Landbouw <input type="checkbox"/> SIEG, diensten van algemeen economisch belang ..... .....	...EUR
TOTAAL ...EUR		

□□/□□/□□	<input type="checkbox"/> Algemeen	
	<input type="checkbox"/> Visvangst	
	<input type="checkbox"/>EUR
	Landbouw	
	<input type="checkbox"/> SIEG,	
	diensten van	
	algemeen	
	economisch	
	belang	
	
		TOTAAL ...EUR

Ik, ondergetekende, (naam en voornaam), wettelijke vertegenwoordiger in de hoedanigheid van van bedrijf (ondernemingsnummer en firmanaam), wettelijk gemachtigd om de onderneming te binden, verklaar op erewoord dat de lijst onderstaande gegevens juist en volledig is.

Ik verklaar dat mijn onderneming in orde is met de wettelijke bepalingen die mijn activiteit regelen:

- Milieuwetgeving
- BTW
- RIZIV (*multifunctionele aangiften DfmA, sociale bijdragen*)
- Directe belastingen (*PB, RPB, maar ook verplichtingen inzake beroepsvoorheffing*)

Ik verbind me ertoe, op verzoek van de administratie de attesten in te dienen betreffende bovenstaande bepalingen.

Ik verbind me ertoe het Waalse Gewest in te lichten over iedere *de minimis*-steun waarvan ik kennis zou krijgen, tijdens een periode van drie jaar te rekenen van de eventuele toekenning van een *de minimis*-steun.

Ik ben mij bewust van het feit dat de steun die ik krijg op basis van de gegevens die ik mededeel terugbetaald zal moeten worden als die gegevens onjuist zijn.

Gedaan te, op

Handtekening.....

BIJLAGE 7**Prestatieverslag**

Plaats en datum

Naam dienstverlener :

Ondernemingsnummer :

Adres

Ondernemingsnummer :

Naam van het steunontvangend bedrijf:

Ondernemingsnummer :

Vertegenwoordigd door :

Adres

Referentie prestatie :

Titel :

Type :

Omschrijving :

Datum van factuur :

Bedrag van factuur excl. BTW :

Ondertekening door het steunontvangend bedrijf en handtekening van dienstverlener:

Voor elkeen, Naam, voornaam en functie van de ondertekenende personen

Gevraagde bijlagen

- Factuur

BIJLAGE 8

CEBEDEAU asbl	Centre belge d'Etudes et de Documentation de l'Eau, de l'Air et de l'Environnement asbl
CELABOR srl	Centre Scientifique et technique en agroalimentaire
CENAERO asbl	Centre de Recherche en Aéronautique asbl
CENTEXBEL asbl	Centre Scientifique et Technique de l'Industrie textile Belge asbl
CER-GROUPE (fondation d'utilité publique)	Centre de Recherche en Economie Rurale
CERTECH asbl	Centre de Ressources Technologiques en Chimie asbl
CETIC asbl	Centre d'Excellence en Technologies de l'Information et de la Communication asbl
CEWAC asbl	Centre d'Etudes Wallon d'Assemblage et de Contrôle des Matériaux asbl
CoRI asbl	Institut de Recherche de Revêtements, peintures et encres asbl
CRIBC asbl	Centre de Recherches de l'Industrie Belge de la Céramique asbl
CRIC asbl	Centre national de Recherches Scientifiques et Techniques pour l'Industrie Cimetière asbl
CRM asbl	Centre de Recherches Métallurgiques asbl
CRR asbl	Centre de Recherches Routières
CSTC asbl	Centre Scientifique et Technique de la Construction asbl
CTP asbl	Centre Technologique international de la Terre et de la Pierre
IBS asbl	Institut Belge de la Soudure asbl
Immunehealth asbl	Centre de recherche en immunologie
INISMA asbl	Institut Interuniversitaire des Silicates, Sols et Matériaux asbl
MATERIA NOVA asbl	Centre de Recherche dans les Matériaux
MULTITEL asbl	Centre de Recherche en Réseaux & Télécoms, Photonique, Signal & systèmes embarqués, Vision par ordinateur
SIRRIS asbl	Centre Collectif de l'Industrie Technologique asbl
WOOD.BE asbl	Centre Technique de l'Industrie du Bois asbl

CARAH	Haute Ecole Provinciale de Charleroi - Université du Travail
CECOTEPE	Haute Ecole de la Province de Liège
CEFORS	Haute Ecole Rennequin Sualem
CERA	Centre de Recherches appliquées et de services à la collectivité de la HEPH-CONDORCET
CERDECA M	Haute Ecole Léonard de Vinci
CERISIC	Haute Ecole Roi Baudouin
CERISIL	Haute Ecole Rennequin Sualem
CREPT	Haute Ecole Provinciale de Charleroi - Université du Travail
CRIG	Haute Ecole Mosane d'Enseignement Supérieur
CRISIA	Haute Ecole Robert Schumann
CRISIP	Haute Ecole Blaise Pascal
ESTISIM	Haute Ecole de la Communauté Française du Hainaut
IRISIB	Haute Ecole Paul Henri Spaak
MEURICE R&D	Haute Ecole Lucia de Brouckère
SIRD	Haute Ecole Charlemagne
HENALLUX	Haute Ecole de Namur Liège Luxembourg

BIJLAGE 9

- 1° 01.1 tot en met 01.5 van de NACE-BEL-code, behalve als de investeringen betrekking hebben op activiteitengebieden betreffende de verwerking en commercialisering van landbouwproducten en die geen toegang hebben tot de regionale landbouwsteun;
- 2° 05.100 tot en met 06.200 van de NACE-BEL-code;
- 3° 07.210 van de NACE-BEL-code;
- 4° 08.920 van de NACE-BEL-code;
- 5° 09.100 van de NACE-BEL-code;
- 6° 09.900 van de NACE-BEL-code voor de steundiensten uitgevoerd voor rekening van derden i.v.m. de winning van steen- en bruinkool ;
- 7° 19.200 van de NACE-BEL-code voor de vervaardiging van turfbricketten en de vervaardiging van steen- en bruinkoolbricketten;
- 8° 20.130 van de NACE-BEL-code voor de verrijking van uranium- en thoriumerts;
- 9° 24.46 van de NACE-BEL-code;
- 10° 35 tot en met 36 van de NACE-BEL-code;
- 11° 38.12 van de NACE-BEL-code voor de inzameling van kernafval;
- 12° 38.222 van de NACE-BEL-code voor de verwerking, de verwijdering en de opslag van radioactief kernafval behalve als het gaat om de verwerking en de verwijdering van tijdelijk radioactief afval van de ziekenhuizen dat tijdens het vervoer zal afnemen;
- 13° 41.1 en de vastgoedactiviteiten vermeld in Code 42 van de NACE-BEL-code;
- 14° 45.11 tot en met 45.40, met uitzondering van de onderklassen 45.204 en 45.206 van de NACE-BEL-code en met uitzondering van de investeringen die deze ondernemingen gebruiken voor productie- en verwerkingsactiviteiten;
- 15° 46.11 tot en met 46.19 van de NACE-BEL-code;
- 16° 47 van de NACE-BEL-code;
- 17° 49.10 tot en met 49.41 van de NACE-BEL-code;
- 18° 50.10 tot en met 51.22 van de NACE-BEL-code;
- 19° 52.21 van de NACE-BEL-code voor de exploitatie van parkeerruimten, voertuigen- en fietsenparken;
- 20° 53.10 van de NACE-BEL-code;
- 21° 55 tot en met 56.3, met uitzondering van de klassen 55.10 en 56.29 en de onderklasse 55.202 van de NACE-BEL-code;
- 22° 59, met uitzondering van de klassen 59.11, 59.12 en de onderklassen 59.202, 59.203 en 59.209 van de NACE-BEL-code;
- 23° 60 van de NACE-BEL-code;
- 24° 63.9 van de NACE-BEL-code;
- 25° 64 tot en met 68 van de NACE-BEL-code;
- 26° 69 van de NACE-BEL-code;
- 27° 71.11 van de NACE-BEL-code;
- 28° 71.122 van de NACE-BEL-code;
- 29° 74.202 van de NACE-BEL-code;
- 30° 75 van de NACE-BEL-code;
- 31° 77 van de NACE-BEL-code;
- 32° 79 van de NACE-BEL-code;
- 33° 81.100 van de NACE-BEL-code;
- 34° 85 tot en met 88 van de NACE-BEL-code, evenals de activiteiten bestaande uit het verstrekken van opleidingscursussen;
- 35° 90 tot en met 93, met uitzondering van de onderklassen 91.041, 91.042 en 93.212 van de NACE-BEL-code, evenals de uitbatingen van toeristische bezienswaardigheden;
- 36° 94 tot en met 98, met uitzondering van onderklasse 96.011 van de NACE-BEL-code;

37° de landbouwbedrijven en de coöperatieve verwerkings- en commercialiseringsvennootschappen die toegang hebben tot landbouwsteun.

38° de staalsector zoals omschreven in artikel 2, punt 43 van Verordening (EU) 651/2014;

39° de sector van de kunstvezels zoals omschreven in artikel 2, punt 44 van Verordening (EU) 651/2014;

40° de sector van de scheepsbouw.

BIJLAGE 10**Informatie vereist voor de controle****1. Betreffende de aanvragende onderneming :****1.1. *Aandeelhoudersstructuur aanvullen :***

Aandeelhouders en categorieën (publiek, privé)	Aantal deelbewijzen	%

1.2. *Oplijsting eventuele filialen*

Benaming van de ondernemingen in wier kapitaal uw maatschappij een participatie in handen heeft	%

2. Voor elke gebonden of partneronderneming van de aanvragende onderneming (aandeel in kapitaal minstens 25%):

- Volledige benaming :
- Participatiegraad :
- Adres van de zetel van de vennootschap :
- BTW-nummer
- Aandeelhouderscap (zie onderstaande tabel)

Als die ondernemingen niet Belgisch zijn, voor de laatste twee afgesloten boekjaren:

- Omzet
- balanstotaal
- Aantal VTE-betrekkingen